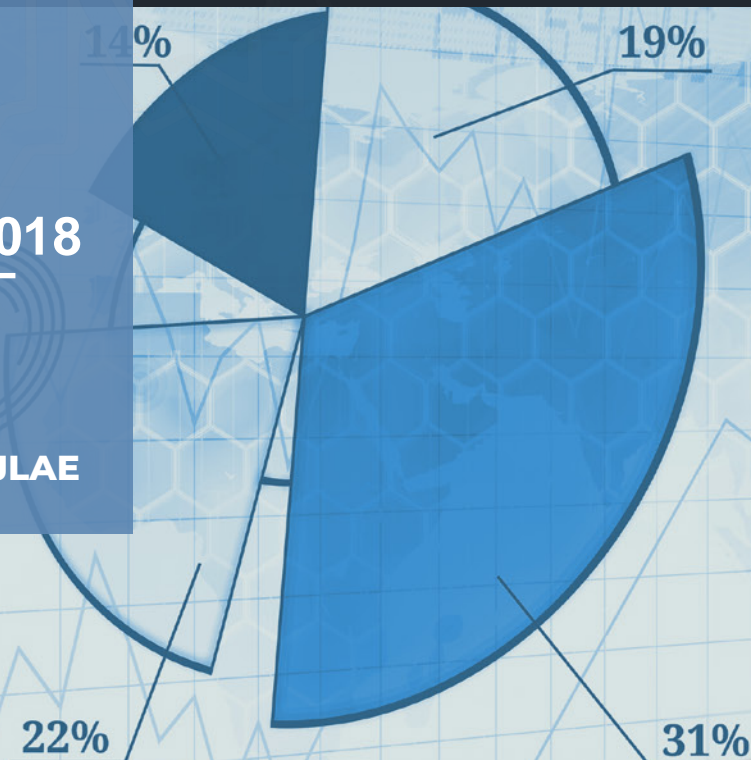




TABLEAU DE BORD DES INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

Octobre 2018

EL ASSRI NAJLAE



» Sommaire

Note de Présentation

1. Agrégats nationaux	4
1.1. Evolution des structures économiques.....	4
1.2. Contribution des éléments de la demande finale à la croissance économique.....	4
1.3. Evolution du revenu national brut disponible et son affectation.....	5
2. Echanges extérieurs	6
2.1. Importations.....	7
2.2. Exportations.....	7
2.3. Balance des paiements.....	8
2.4. Position extérieure globale.....	9
3. Compétitivité	10
4. Secteur financier	11
4.1. Monnaie et crédits.....	11
4.2. Secteur bancaire.....	11
4.3. Bourse des valeurs.....	12
5. Prix et taux d'intérêts	13
5.1. Les prix.....	13
5.2. Taux d'intérêt.....	13

» Note de Présentation

Le Maroc a engagé ces dernières années un vaste chantier de réformes entraînant des mutations structurelles et une dynamisation remarquable de l'activité économique. La poursuite de ces réformes a permis à l'économie nationale, dans un environnement international perturbé, de consolider les acquis grâce aux différentes stratégies sectorielles.

Le modèle de développement économique, portant ces réformes, s'est appuyé sur la consolidation de la croissance endogène, à travers le renforcement de l'investissement public, l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens et la poursuite du processus de diversification et d'amélioration de la compétitivité du tissu productif. En parallèle, plusieurs actions ont été engagées en vue d'améliorer le profil des finances publiques et d'accompagner les stratégies sectorielles pour une meilleure implication du secteur privé.

Malgré les efforts consentis, plusieurs défis restent à relever afin d'améliorer, notamment, les déséquilibres budgétaires et extérieurs de notre économie, la contribution du commerce extérieur à la croissance économique, la transition énergétique engagée par le Maroc, le rendement du système éducatif national, l'adéquation entre la formation et l'emploi et la convergence et l'intégration des stratégies sectorielles.

Face à l'importance de ces défis, les pouvoirs publics se sont attelés à la conception et à l'opérationnalisation de nouvelles mesures afin de mieux cerner ces évolutions et de relever de nouveaux défis qui se rapportent à la spatialisation des politiques publiques, désormais interpellées par la régionalisation avancée, l'ouverture continue sur les chaînes de valeur mondiales renouées avec les nouveaux défis qu'elle pose à l'insertion du Maroc dans l'économie de la connaissance et l'exigence de développer les capacités inclusives de notre modèle de développement et favoriser, in fine, l'accès des citoyens aux différents droits fondamentaux.

Dans ce contexte, cette nouvelle édition du tableau de bord a pour objectif de ressortir les tendances des principaux indicateurs de l'économie marocaine depuis 1990, à la lumière des différents travaux réalisés par la DEPF.

1. Agrégats nationaux



Engagement certain du Maroc sur la voie de la modernisation et de la diversification de sa base productive en faveur de la consolidation de la résilience de l'économie nationale face aux chocs exogènes.

1.1. Evolution des structures économiques

L'économie marocaine a réalisé un rythme de croissance de 3,9% en moyenne sur la période 2008-2017. Cette performance est due, en partie, au secteur agricole qui devient de plus en plus performant depuis le lancement du Plan Maroc Vert et dont la valeur ajoutée, représentant 12,9% de la valeur ajoutée totale, a progressé de 6,6% en moyenne par an. Elle est due, également, à la consolidation des activités non agricoles qui ont évolué de 3,5% en moyenne par an. Ainsi, le secteur tertiaire a réalisé une croissance annuelle de 3,5% sur la même période, profitant de l'amélioration de la valeur ajoutée des postes et télécommunications (+7,4%), de l'administration publique générale et sécurité sociale (+4,5%) et de l'activité financière et assurance (+3,6%). De son côté, le secteur secondaire a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 2,6%, tiré principalement par l'industrie de transformation ayant réalisé une progressions de 2,9%.

En termes de contribution à la croissance économique, le secteur primaire s'est amélioré de 0,5 point entre 2000-2007 et 2008-2017, passant de 0,3 à 0,8 point. Par ailleurs, le secteur tertiaire a vu sa contribution à la croissance économique baisser de 1,0 point pour s'établir à 1,8 point après 2,8 points, celle du secondaire ayant connu également une régression de 0,4 point pour atteindre 0,7 point durant la période 2008-2017.

L'analyse de la structure du PIB fait apparaître une stabilité de la part des différents secteurs entre 2000-2007 et 2008-2017. En effet, le poids du secteur primaire a stagné autour de 14%, celui du secondaire s'est établi à 29% et celui du tertiaire s'est situé aux alentours de 57%.

1.2. Contribution des éléments de la demande finale à la croissance économique

Les composantes de la demande intérieure ont affiché un dynamisme continu depuis 2000, tirées, principalement, par les dépenses de la consommation finale qui restent le principal moteur de la croissance économique. Leur contribution à la croissance, qui s'établissait à 1,5 point seulement durant la période 1995-1999, est passée de 2,8 points sur la période 2000-2007 à 3,2 points sur la période 2008-2017.

Ces dépenses sont constituées, principalement, de la consommation finale des ménages¹, qui représente 59,1% du PIB en moyenne entre 2008 et 2017, dont la dynamique a été favorisée par la consolidation du pouvoir d'achat suite, notamment, à la bonne tenue du marché du travail, aux revalorisations salariales, à la baisse de l'impôt sur le revenu, à la maîtrise de l'inflation et à l'impact de plus en plus réduit des sécheresses sur le revenu des ménages ruraux.

S'agissant de la consommation finale des administrations publiques, elle a enregistré une croissance annuelle moyenne de 4% entre 2008 et 2017 contre 3,3% entre 2000 et 2007 et -0,02% durant la période 1995-1999. Elle a contribué, ainsi, de 0,7 point à la croissance économique entre 2008 et 2017

¹ Y compris la consommation finale des ISBL

contre 0,6 point pour la période précédente. Sa part moyenne dans le PIB s'est située à 18,9% durant la même période.

En effet, la croissance économique moyenne durant la période 2008-2017 a été, principalement, tirée par la consommation finale avec une contribution de 3,2 points, dont, notamment, la consommation des ménages (2,4 points), suivie de la FBCF (0,9 point). Au niveau du commerce extérieur, le solde commercial des biens et services a eu un impact négatif de -0,6 point sur la croissance économique. Ceci s'explique par une contribution positive des exportations de 1,5 point contre une contribution négative plus importante des importations de 2,1 point, en raison du dynamisme des importations des produits des biens de consommation et des biens d'équipement et du renchérissement de la facture énergétique.

Quant au déficit commercial des biens et services en pourcentage du PIB, il s'est creusé de 6,5 points, passant de -5,4% durant la période 2000-2007 à -11,9% durant la période 2008-2017. Cette situation résulte d'une progression des exportations des biens et services nettement inférieure à celle des importations. En effet, la part des importations dans le PIB a progressé de 10,5 points entre les deux périodes, passant de 35,5% à 46%, tandis que la part des exportations n'a augmenté que de 4 points, passant de 30,1% à 34,1% entre les deux périodes.

Tiré essentiellement par l'évolution de l'investissement public en infrastructures (les grands projets d'autoroutes, des barrages, d'installations portuaires, de l'énergie solaires...), le taux d'investissement brut¹ a progressé de 4,2 points, passant de 29,8% durant la période 2000-2007 à 34% durant la période 2008-2017.

De ce fait, la structure de l'investissement s'est caractérisée par une consolidation de la FBCF en produits du BTP et en produits de l'industrie, maintenant leurs parts respectivement autour de 48,4% et de 36,6% en moyenne durant la période 2008-2017 contre 13,3% pour la FBCF en produits des services et 1,8% en produits de l'agriculture, chasse et services annexes.

1.3. Evolution du revenu national brut disponible et son affectation

Le revenu national brut disponible a enregistré une baisse de son rythme d'évolution durant la période 2008-2017, réalisant un taux de croissance de 4,7% contre 6,7% entre 2000 et 2007. Ainsi, la part moyenne des transferts courants nets en provenance de l'extérieur dans le revenu national brut disponible a baissé de 7,8% à 7,6% entre ces deux périodes.

De même, le taux d'épargne nationale brute² s'est dégradé de 2,8 points, passant de 29,6% à 26,8% d'une période à l'autre. Cette régression a profité à la part du revenu national brut disponible destinée à la consommation des ménages (+1,6 point), qui a atteint 55,4% en seconde période.

Par ailleurs, la bonne tenue des finances de l'Etat a permis d'améliorer la part moyenne de l'épargne de l'Etat³ dans l'épargne nationale brute de 2,4 points, passant de 8,7% durant la période 2000-2007 à 11,1% durant la période 2008-2017.

Ayant été affecté par la crise économique, le cycle de croissance des investissements directs étrangers (IDE) a perturbé l'évolution de l'épargne extérieure. Néanmoins, les IDE ont enregistré une baisse de

¹Le taux d'investissement brut représente la somme de la FBCF et de la variation des stocks rapportée au PIB.

²L'épargne nationale brute en pourcentage du revenu national brut disponible.

³L'épargne de l'Etat est le solde ordinaire.

11,4% en 2016 et 2,5% en 2017, ramenant leur apport moyen au niveau de l'épargne nationale brute à 22,4% seulement durant la période 2008-2017.

En conséquence de sa dégradation, le niveau de l'épargne nationale reste insuffisant par rapport à la demande d'investissement. Ainsi, le besoin de financement s'est situé à 5,5% du PIB durant la période 2008-2017 contre une capacité de financement de 2% durant la période 2000-2007.

2. Echanges extérieurs



L'ouverture croissante de l'économie nationale a été marquée par des mutations structurelles des échanges extérieurs tant au niveau des produits échangés que de la répartition géographique, parallèlement à une amélioration moins rapide des exportations en comparaison avec les importations. La crise de la zone euro et l'envolée des prix des matières premières ont ainsi révélé les grandes fragilités des comptes extérieurs.

En effet, le déficit de la balance commerciale s'est aggravé entre 2000-2007 et 2008-2017, passant de 13,8% à 20,1% du PIB, en lien avec la progression de la valeur moyenne des exportations de 91,5 milliards de dirhams contre 196,9 milliards de dirhams pour les importations entre les deux périodes. La bonne dynamique des exportations a été, néanmoins, portée par les demi-produits (+23,7 milliards de dirhams), les produits finis d'équipement industriel (+21 milliards de dirhams) et les produits finis de consommation (+18,8 milliards de dirhams). Celle des importations a été tirée, essentiellement, par les énergies et lubrifiants (+46,5 milliards de dirhams), les produits finis d'équipement industriel (+41,1 milliards de dirhams) et les demi-produits (+40,5 milliards de dirhams).

Cependant, depuis 2009 la situation s'est, nettement, améliorée. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations a augmenté de 47,8% en 2008 et 42,8% en 2009 pour s'établir à 56,8% en 2017, ceci est le résultat du rythme de croissance des importations (5,3%) inférieur de 1,8 point du taux de croissance des exportations (7,1%) durant la période 2008-2017.

Par groupement d'utilisation, le taux moyen de couverture de la balance alimentaire s'est dégradé, passant de 117,2% à 93,5% entre les deux périodes, soit une perte de près de 23,7 points. Entre temps, le taux de couverture de la balance des produits finis de consommation est passé de 96,6% à 71,3% en moyenne et ce, en raison du démantèlement tarifaire. Quant à la balance des produits finis d'équipement, son taux de couverture s'est amélioré de 21,9% à 36,9% entre les deux périodes.

En termes de structure géographique, l'Union Européenne demeure le premier partenaire commercial du Maroc, absorbant 62,2% de ses exportations et son premier fournisseur avec une part moyenne de 51,8% de ses importations totales entre 2008 et 2017. Cette zone a été à l'origine de 77% des recettes de voyages, de 72% des recettes des marocains résidants à l'étranger et de 59% des investissements directs étrangers destinés au Royaume. La France et l'Espagne constituent les principaux partenaires du Maroc avec des parts respectives de 15,9% et 19,3% en 2017, contre 16,7% et 13,3% respectivement en 2008. La demande étrangère adressée au Maroc dépend, par conséquent, de la conjoncture économique de ces deux pays.

2.1. Importations¹

La répartition des importations par groupement d'utilisation, sur la période 2008-2017, révèle qu'elles sont composées, essentiellement, des énergies et lubrifiants et des demi-produits (21,4% chacun), des produits finis d'équipement industriel (21,1%), des produits finis de consommation (19,9%), suivis par les produits alimentaires (10,1%).

Cette structure a été principalement marquée, entre les périodes 2000-2007 et 2008-2017, par le renforcement de la part des énergies et lubrifiants dans les importations totales de 2,6 points, et dans une moindre mesure de celle des produits alimentaires et des produits bruts d'origine minérale de 0,5 et de 0,3 point respectivement.

En contrepartie, les poids des produits bruts d'origine animale et végétale, les demi-produits, les produits finis de consommation et les produits finis d'équipement industriel ont baissé de 1,3 ; 1 ; 0,6 et 0,2 point respectivement.

Par principaux fournisseurs, l'Union Européenne² reste le premier partenaire du Maroc bien que sa part se soit réduite à 51,8% durant la période 2008-2017 contre 55,5% pour 2000-2007. Cette baisse a concerné, essentiellement, les importations en provenance de la France, dont la part s'est dégradée de 19,1% à 13,4%, ainsi que du Royaume-Uni (3,5% à 2,1%) et de l'Italie (6,1% à 5,6%). Celle en provenance d'Espagne a été consolidée, passant de 11,3% à 13,5%, parallèlement au renforcement de la position de la Chine (de 4,3% à 7,6%) et celles des Etats-Unis (de 4,5% à 6,8%), de la Turquie (de 1,9% à 3,3%) et de l'Iraq (de 1,1% à 1,6%). Par nature de produits, les importations en provenance de l'UE sont prédominées par les produits d'équipement industriel et les demi-produits.

De son côté, la région MENA et l'Afrique subsaharienne ont vu leurs parts dans les importations totales du Maroc baissé respectivement de 1,5 point et de 0,8 point pour s'établir dans cet ordre, à 12% et 1% durant la période 2008-2017 contre 13,5% et 1,8% sur la période 2000-2007. Par ailleurs la part de l'Amérique du Sud est restée stable autour de 4,1%.

2.2. Exportations³

Malgré les efforts déployés en faveur de la libéralisation de l'économie nationale, du développement du système productif et de la promotion du commerce extérieur à travers, notamment, la mise en œuvre de stratégies sectorielles ambitieuses et l'amélioration de l'environnement des affaires, la dynamique des exportations reste en deçà de l'accroissement des besoins en importations de l'économie nationale, mais aussi de celui de la demande mondiale adressée au Maroc, ne permettant pas une amélioration significative de notre part de marché mondial, qui est autour de 0,13%.

La structure des exportations par groupement d'utilisation, en moyenne entre 2008 et 2017, montre qu'elles sont composées, principalement, des produits finis de consommation (27,7%), des demi-produits (25,3%), des produits alimentaires (18,4%), des produits finis d'équipement industriel (15,7%), suivis par les produits bruts d'origine minérale (8,3%).

Cette répartition a été, essentiellement, marquée, entre 2000-2007 et 2008-2017, par la baisse de la part des produits finis de consommation de 6,9 points, passant de 34,6% à 27,7%, comportant un recul des vêtements confectionnés de 20,2% à 10,7% et des articles de bonneterie de 8,0% à 3,9%. Les

¹ Y compris les admissions temporaires sans paiement (AT).

² Union Européenne à 28 pays.

³ Y compris les admissions temporaires sans paiement (AT).

produits alimentaires ont, également, vu leur part se réduire de 1,4 point pour se situer à 18,4%, faisant suite, notamment, au recul de la part des produits de la mer de 10,2% à 7,8%, provenant, essentiellement, du prolongement des périodes de repos biologique et de l'épuisement des réserves halieutiques, et de la part des agrumes de 2,6% à 1,7% entre les deux périodes sous revues.

En contrepartie, la part des produits finis d'équipement industriel s'est renforcée de 7,1 points, parallèlement à la hausse de celle des produits bruts d'origine minérale de 1,1 point, notamment la part du phosphate roche, qui a progressé de 0,7 point pour atteindre 5,4% des exportations totales. Les dérivés de phosphates ont, également, vu leur part s'apprécier de 5,2 points, s'élevant, désormais, à 16,5% des exportations totales.

Par destination, la part de l'Union Européenne¹ dans les exportations totales a diminué de 12,1 points, passant en moyenne de 74,3% à 62,2%. Cette tendance résulte de la régression nette du poids de la France, qui s'est dégradé de 9,9 points, passant de 31,5% à 21,6%, mais également du Royaume-Uni, en baisse de 4,2 points, passant de 7,1% à 2,9% et dans une moindre mesure de la part de l'Italie de 1,1 point, passant de 5,4% à 4,3% et de l'Allemagne de 0,9 point, régressant de 3,7% à 2,8%. A l'opposé, l'Espagne a amélioré sa part de 2,6 points, la portant de 17,8% à 20,4% des exportations totales.

De son côté, l'Afrique subsaharienne, l'Amérique du Sud et la région MENA² ont vu leurs parts dans les exportations totales du Maroc augmenter respectivement de 3,2 points, 2,1 points et 0,6 point, pour s'établir, dans cet ordre, à 6% , 5,3% et 4,3% durant la période 2008-2017.

2.3. Balance des paiements

Après avoir culminé à 81 milliards de dirhams en 2012, le déficit du compte courant s'est nettement atténué pour s'établir à 71 milliards de dirhams en 2013, à 52 milliards de dirhams en 2014, puis à 21 milliards de dirhams en 2015. Cependant en 2016 et en 2017, le déficit du compte courant s'est aggravé, relativement, pour s'établir à 42,7 milliards de dirhams en 2016 puis à 38 milliards de dirhams en 2017.

Ces évolutions sont à mettre à l'actif, notamment, du comportement volatile de la balance des biens, dont le solde s'est amélioré de 4,4 milliards de dirhams en 2013, de 11,2 milliards de dirhams en 2014 et de 29,8 milliards de dirhams en 2015, avant de se creuser de 29,9 milliards de dirhams en 2016 et 2,4 milliards de dirhams en 2017 pour atteindre -175,8 milliards de dirhams.

La consolidation du solde des services à partir de 2014, consécutive à une baisse de 7,3 milliards de dirhams en 2013, a également, contribué à l'amélioration du déficit du compte courant. En effet, la balance des services s'est améliorée de 5,4 milliards de dirhams en 2014, de 6,8 milliards en 2015, et de 5,4 milliards de dirhams en 2017 pour se situer à 71,9 milliards de dirhams.

De son côté, le revenu secondaire a connu une amélioration continue depuis 2009, avec une progression de l'ordre de 6,6 milliards de dirhams en 2013, de 11,2 milliards de dirhams en 2014, suivie toutefois par une nette détérioration de 9,5 milliards de dirhams en 2015 puis par un retour à la

¹ Union Européenne à 28 pays.

² Classification de la banque mondiale intégrant la Cisjordanie et Gaza, Israël et Malte et excluant la Mauritanie, la Somalie, et le Soudan

hausse en évoluant de 5,7 milliards de dirhams en 2016, et 4,8 milliards de dirhams en 2017, pour s'établir à 85,2 milliards de dirhams.

Le sole du revenu primaire, fortement volatile, s'est redressé de 5,5 milliards de dirhams en 2013 après des baisses consécutives depuis 2009, avant de s'aggraver de 8,8 milliards de dirhams en 2014, s'améliorer de 4,0 milliards de dirhams en 2015 puis de 2 milliards de dirhams en 2016 puis par un retour à la baisse de 3 milliards de dirhams en 2017.

En pourcentage du PIB, le déficit du compte courant s'est graduellement redressé à partir de 2013, en passant de 9,5% en 2012 à 3,6% en 2017. Le solde des biens, rapporté au PIB, s'est, quant à lui, amélioré de -22,3% en 2012 à -14,5% en 2015 et à -16,5% en 2017.

Par ailleurs, les transferts des résidents à l'étranger se sont consolidés et ont continué à financer la balance des paiements du pays. Ils se sont situés à 6,6% en moyenne entre 2008 et 2017 contre 7,4% entre 2000 et 2007.

Les transferts en provenance de la France représentent une part prenante dans le total des transferts des MRE. En effet, ils ont atteint 37,7% des transferts réalisés durant la période 2008-2017. Toutefois, cette part a régressé pour atteindre 35,4% en 2017 contre 45,2% en 2000 au profit des nouvelles destinations, notamment les Pays Arabes (17,7% contre 5,5%), l'Espagne (8,7% contre 4%) et l'Amérique du nord (6,7% contre 4,3%).

Les investissements directs étrangers (IDE) se sont consolidés à 4% du PIB durant la période 2000-2007 et à 3,8% durant la période 2008-2017 faisant du Maroc une des destinations la plus privilégiée de l'Afrique. La répartition géographique des IDE montre que la France, premier pays investisseur au Maroc, a vu sa part baisser de 49,1% en moyenne entre 2000 et 2007 à 36,4% entre 2008 et 2017. Entre ces deux périodes, d'autres pays ont consolidé leurs parts des investissements au Maroc, tels que les Emirats Arabes Unis (12,7% en 2008-2017 contre 3,6% en 2000-2007), l'Arabie saoudite (4,9% contre 1,3%), les Etats-Unis (6,7% contre 3%) et la Suisse (4,6% contre 2,8%).

Par secteur, l'immobilier arrive au premier rang avec une part de 26,5% durant la période 2008-2017 contre 12,6% durant la période 2000-2007, suivi par le secteur industriel avec une part de 22,6% contre 24%. En revanche, les IDE attirés par les secteurs du tourisme et des télécommunications ont baissé de 15,5% et de 28,6% entre 2000 et 2007 à 8,4% et 5,5% entre 2008 et 2017.

2.4. Position financière extérieure globale¹

La position financière extérieure globale s'est amplifiée de 12% en moyenne annuelle depuis 2008. En effet, le Maroc a dégagé en 2017, à l'instar des années précédentes, une position débitrice de 698 milliards de dirhams soit -65,7% du PIB contre un débit de 268 milliards de dirhams en 2008, soit -37,4% du PIB.

Par ailleurs, la valeur globale des avoirs recensés dans la position financière extérieure globale s'est appréciée de 4,4% en moyenne annuelle durant la période 2008-2017 pour s'établir à 388,9 milliards de dirhams en 2017. Les avoirs de réserves, les investissements directs ainsi que les investissements de portefeuille ont été estimés à 244,3 milliards de dirhams, à 54,3 milliards et à 10,8 milliards respectivement en 2017.

¹La position extérieure globale retrace les stocks des avoirs et des engagements financiers à l'égard du reste du monde.

Les engagements inscrits à la position financière extérieure globale ont enregistré un accroissement moyen de 98,6% durant la période 2008-2017. En effet, cette période a été marquée par la hausse des engagements au titre des investissements de portefeuille, des IDE et ceux afférents aux prêts respectivement de 15,3%, 7,1% et 9,7%.

En termes de structure, les avoirs de réserve représentent la part la plus importante dans le total des avoirs, soit 70,2% en moyenne entre 2008 et 2017 et ce, malgré une baisse de 8,4 points par rapport à la période 2002-2007. Les parts des investissements directs et celles de portefeuille, quant à elles, ont gagné 6,8 points et 2,2 points respectivement, passant de 3,6% à 10,4% pour les IDE et de 1,2% à 3,4% pour les investissements de portefeuille entre les deux périodes 2002-2007 et 2008-2017.

Au niveau des engagements, la part des investissements directs a augmenté de 0,3 point pour se situer à 54,8% entre 2008 et 2017 contre 54,5% entre 2002 et 2007. De même, la part des investissements de portefeuille s'est raffermie de 3,7 points (7,8% contre 4,2%). En revanche, la rubrique « Autres investissements » a perdu 4 points (37,3% contre 41,4%).

En Somme, les engagements extérieurs du Maroc sont caractérisés par une prédominance des éléments à caractère stable à hauteur de 92,1% durant la période 2008-2017, notamment les investissements directs (54,8%) et l'endettement à moyen et long termes (37,3%).

3. Compétitivité



Encore des défis à relever en matière de diversification des exportations marocaines qui restent concentrées sur un nombre réduit de produits et de marchés clients, vu que la majeure partie des échanges marocains (plus de 50%) s'effectuent avec le marché européen, ce qui les rend très sensibles à la conjoncture des partenaires commerciaux.

Ainsi, la part du marché mondial détenue par le Maroc s'est légèrement améliorée entre 2000 et 2017. Cette part s'est située autour de 0,11% durant la période 2000-2007 et de 0,13% durant la période 2008-2017. Par ailleurs, les principaux concurrents du Maroc ont consolidé leurs parts de marché entre 2000 et 2017. En effet, les pays tels que la Chine, l'Inde, la Corée du Sud, la Pologne, le Brésil, la République Tchèque, la Turquie, Singapour, le Chili, l'Égypte et la Hongrie affichent des parts importantes dans le marché mondial et améliorent continuellement leurs positions exportatrices.

Il convient, toutefois, de relever que sur la période 2008-2017, la part du Maroc dans le marché mondial s'est inscrite dans une tendance haussière, pour se situer à 0,126% en 2014, 0,135% en 2015 et 0,145% en 2017. Ce ratio a atteint son niveau le plus élevé en 2017, en lien, notamment, avec la performance des exportations des Métiers Mondiaux du Maroc (secteur automobile et secteur électronique en particulier). La part de marché la plus faible (0,10%) a été enregistrée en 2006, en raison d'une croissance moins dynamique des exportations marocaines comparée avec les importations mondiales.

Par ailleurs, la demande étrangère adressée au Maroc, en volume a connu une progression continue au cours de la décennie 2000. Elle a été de moins en moins rapide durant la période 2008-2017 (1,8%) en comparaison avec la période 2000-2007 (6,6%), et ce, en lien avec la récession de l'économie mondiale à partir de 2009. La croissance de la demande mondiale adressée au Maroc atteindrait 5,4% pour l'année 2018 et 4,5% pour l'année 2019.

Quant à elle, la demande étrangère adressée au Maroc émanant de l'Union Européenne a baissé son rythme de croissance de 5,3 points, passant de 6,4% durant la période 2000-2007 à 1,1% durant la période 2008-2017.

4. Secteur financier



Le secteur financier occupe une place vitale dans le processus d'accumulation du capital et de hausse de la productivité confirmée par son rôle déterminant dans le financement de l'investissement productif. Il contribue à la dynamique de l'activité économique en favorisant une meilleure mobilisation de l'épargne et son allocation vers le financement de la compétitivité du secteur industriel, la création et le développement des PME et vers le financement de l'innovation et du capital immatériel en vue de développer les secteurs à forte productivité.

4.1. Monnaie et crédits

À fin 2017, les facteurs autonomes de liquidité bancaires ont exercé un effet restrictif sur les trésoreries bancaires, sous l'effet essentiellement de la chute des avoirs extérieurs nets de Bank Al-Maghrib. L'encours de besoin des banques en liquidité s'est élevé à 42,2 milliards de dirhams au lieu de 14,7 milliards de dirhams à fin 2016 et de 16,5 milliards de dirhams à fin 2015.

Par ailleurs, les réserves en devises, ayant atteint 9,3 mois d'importation de biens et services en moyenne durant la période 2000-2007 grâce, essentiellement, aux flux importants des IDE, aux transferts des MRE et aux recettes touristiques, ont diminué pour se situer à 6,3 mois d'importation durant la période 2008-2017. Elles ont même atteint un niveau alarmant de 4,4 et 4,6 mois d'importation en 2012 et 2013 et ce, suite au tarissement des ressources d'approvisionnement en devises et au creusement du déficit commercial.

Concernant les créances sur l'économie, leur poids dans le PIB nominal s'est amélioré de 45,3% durant la période 1995-1999 à 57,4% durant la période 2000-2007, pour atteindre 92,6% durant la période 2008-2017. Cette amélioration est due à l'amplification du rythme haussier des crédits accordés aux entreprises et aux particuliers (crédits immobiliers, crédits à la consommation et les créances diverses sur la clientèle), et des concours aux sociétés de financement.

Entre les mêmes périodes et suite à la maîtrise du déficit budgétaire, la part des créances nettes sur l'Administration Centrale dans l'agrégat monétaire M3 a connu une réduction remarquable. Elle est passée de 24,3% en 2001 à 13,2% en 2017.

4.2. Secteur bancaire

Accompagnant la performance de l'activité économique, les banques ont accordé un total de crédits d'environ 843 milliards de dirhams en 2017 contre 818 milliards de dirhams en 2016 et 526 milliards en 2008, marquant un taux de progression annuel moyen de 7,1% durant la période 2008-2017. Rapportés au PIB, les crédits à l'économie ont représenté 79,3% en 2017 contre 73,4% en 2008.

La structure des crédits fait ressortir une baisse de la part des comptes débiteurs et crédits de trésorerie dans le total des crédits bancaires de 5,7 points entre 2008 et 2017 pour se situer à 19,9%. Par contre, les crédits immobiliers ont enregistré une forte progression avec un taux de croissance annuel moyen de l'ordre de 7,9% durant la période 2008-2017. Cette expansion a amélioré le poids de

ces crédits dans le total des créances sur l'économie de 21% durant la période 2001-2007 à 30,4% durant la période 2008-2017, en raison des mesures d'encouragement à l'acquisition de logements et la baisse des taux d'intérêt.

De même, la part des crédits à l'équipement dans le total des crédits accordés à l'économie a augmenté, passant de 18,7% durant la période 2001-2007 à 19,3% durant la période 2008-2017. Quant à la part des crédits destinés à la consommation, elle a augmenté de 4,2% à 5,6% entre les mêmes périodes.

S'agissant de la part des créances en souffrance dans les créances sur l'économie, elle a connu une baisse remarquable puisqu'elle a atteint 6,2% durant la période 2008-2017 contre 14,3% durant la période 2001-2007. Cette diminution s'explique par une meilleure gestion, à la fois, du risque du crédit et du risque de taux, constituant les principaux risques de l'activité bancaire. Toutefois, depuis 2012, ce ratio a pris un trend haussier, s'accroissant au cours des quatre dernières années, atteignant 5,9% en 2013, 7,5% en 2016 et 7,6% en 2017 et ce, en lien avec une conjoncture économique peu favorable au niveau national et à l'export.

4.3. Bourse des valeurs

Le nombre de sociétés cotées à la bourse des valeurs de Casablanca a augmenté pour atteindre 74 sociétés en 2017 contre 53 sociétés en 2000 et 73 en 2007. Il reste, cependant, faible en comparaison avec certains pays comme l'Égypte (254) ou la Jordanie (194).

En outre, la capitalisation boursière a connu un ralentissement de son rythme de croissance durant la période 2008-2017, enregistrant un taux de croissance annuel moyen de 0,6% comparativement à la période 2000-2007 où elle a connu un taux de croissance de 26,2%. Le poids de la capitalisation boursière dans le PIB s'est amélioré pour atteindre 58,7% durant la période 2008-2017 contre 45,3% durant la période 2000-2007.

En substance, la capitalisation de la bourse marocaine se caractérise par une forte concentration par secteur et par taille des sociétés cotées. En 2017, la part des 10 plus grandes capitalisations boursières est de l'ordre de 72,3%, alors qu'en termes de répartition par secteur, la bourse de Casablanca est dominée par le secteur bancaire (34,4%), l'industrie (20,2%), les télécommunications (18,8%), le secteur de l'énergie et mines (11,8%) et les services (8,4%).

Par ailleurs, les indices boursiers MASI et MADEX ont régressé durant la période 2008-2017, enregistrant des taux de croissance annuel moyen de -0,2% et de -0,3% respectivement contre une croissance positive de +22,2% et de +23,4% pour la période 2000-2007.

5. Prix et taux d'intérêts



Globalement, la sphère économique nationale a évolué dans un contexte de maîtrise des prix comme l'indique l'évolution du niveau général des prix, appréhendé par l'indice du prix du PIB.

5.1. Les prix

L'inflation au Maroc mesuré par la variation de l'indice des prix à la consommation, est maîtrisée autour de 1,4% durant la période 2008-2017, en lien, notamment, avec le repli des cours des produits pétroliers, de la baisse notable de l'indice des produits alimentaires et de la baisse des prix de la majorité des produits de base au niveau des marchés mondiaux.

Par types de produit, le rythme de croissance de l'IPC alimentaire a connu une légère baisse de 0,1 point pour s'établir à 1,9% durant la période 2008-2017. De même, l'inflation des produits non alimentaires a ralenti de 0,7 point, passant de 1,7% durant la période 2000-2007 à 1% l'an durant la période 2008-2017. Cette baisse observée concerne, essentiellement, les produits de communication (-6,9 points), les transports (-1,9 point) et d'habitation (-0,5 point).

Le rythme de croissance du déflateur du PIB a connu une légère diminution passant de 1,21% durant la période 2000-2007 à 1,13% durant la période 2008-2017.

Concernant les prix à la production, l'indice des prix à la production énergétique a affiché des taux de croissance de 1,7% en 2014, 6,2% en 2015 et 3% en 2017, suite à la hausse des prix de l'électricité et de l'eau.

Parallèlement, le rythme de croissance des prix à la production du secteur minier est en baisse de 3 points, passant de 3,7% en moyenne durant la période 2000-2007 à 0,7% durant la période 2008-2017.

Par ailleurs, le rythme de croissance des prix à la production (IPP) du secteur industriel hors raffinage de pétrole a affiché une stagnation enregistrant 1,3% durant les deux périodes (2000-2007 et 2008-2017).

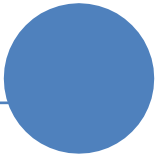
5.2. Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt des comptes sur carnet a légèrement baissé de 30 points de base en moyenne entre les périodes 2000-2007 (3,1%) et 2008-2017 (2,8%). Dans le même sillage, le taux des comptes sur livret de la Caisse d'Épargne Nationale a baissé de 50 points de base, passant de 2,4% à 1,9% durant les mêmes périodes.

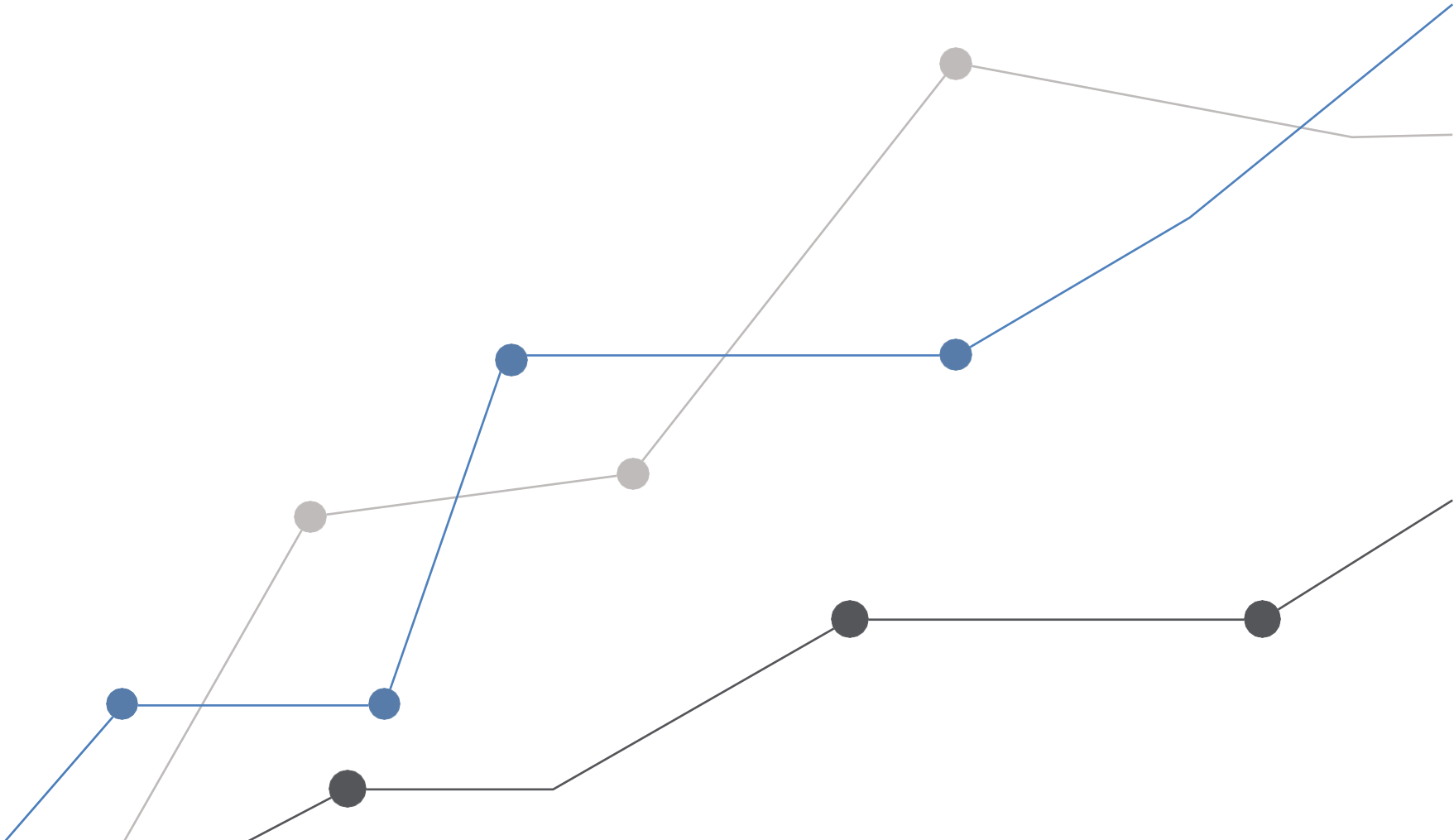
Toutefois, les taux de refinancement de Bank Al-Maghrib, qui ont stagné entre 2003 et 2011, à l'exception du taux des reprises de liquidité, ont baissé de 25 points de base en 2012 et de 75 points de base entre 2014 et 2017. En effet, ils sont actuellement de 2,25% pour le taux d'appel d'offre, 3,25% pour les avances à 24 heures, 1,25% pour les dépôts à 24 heures et 1,75% pour les taux des reprises de liquidité.

Quant au taux d'intérêt créditeur, correspondant aux dépôts 6-12 mois, il est passé de 3,9% durant la période 2000-2007 à 3,8% durant la période 2008-2017. Le taux interbancaire a également baissé de 20 points de base entre les deux périodes pour s'établir à 3%.

Principaux indicateurs



Macro-économiques



Synthèse des principaux indicateurs macroéconomiques

Comptabilité nationale	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Taux de croissance économique nationale (En %)	1,9	7,3	3,1	6,0	4,8	3,3	7,6	3,5	5,9	4,2	3,8	5,2	3,0	4,5	2,6	4,5	1,1	4,1
Croissance du PIB du secteur primaire	-12,2	19,1	4,3	20,3	4,5	-11,1	21,1	-20,0	18,6	23,9	1,1	6,7	-7,8	17,8	-2,3	13,0	-12,5	13,2
Croissance du PIB hors primaire	4,2	5,7	2,9	3,8	4,9	5,5	5,8	7,2	4,3	1,5	4,2	5,0	4,6	2,6	3,4	3,6	3,1	2,9
Taux d'investissement brut (FBCF+VS en % du PIB)	26,4	27,6	27,2	29,0	30,9	30,3	30,9	33,9	39,1	35,0	34,1	35,8	35,0	34,7	32,4	31,0	32,6	32,6
Epargne nationale brute en % du PIB	25,2	31,7	30,8	32,2	32,7	32,4	33,5	33,8	34,1	29,7	29,7	27,9	25,5	27,0	26,5	28,8	28,4	28,9
Capacité (+) ou besoin de financement (-) en % du PIB	-1,2	4,1	3,6	3,2	1,8	2,1	2,6	-0,1	-5,0	-5,3	-4,4	-7,9	-9,5	-7,7	-6,1	-2,0	-4,3	-3,7
Taux d'ouverture de l'économie (biens et services)(X+M/PIB)	59,2	59,4	60,5	58,3	61,6	67,9	71,5	78,5	85,7	67,9	75,2	83,4	85,1	80,0	81,2	76,4	80,6	83,7
Consommation finale intérieure en % du PIB	79,2	75,4	75,5	74,3	74,4	75,8	75,1	75,5	75,1	76,9	76,7	78,2	80,2	79,8	80,3	77,2	77,6	76,9
Consommation finale des ménages (1) en % du PIB	61,6	57,5	57,8	56,9	56,5	57,2	57,2	57,9	58,3	58,6	58,8	59,5	60,4	59,9	60,4	58,3	58,3	58,0

(1) y compris la consommation des ISBL

Echanges extérieurs

Taux de croissance des exportations (En %)	7,1	2,2	6,9	-2,9	4,7	13,5	12,8	12,1	24,1	-27,4	32,4	17,0	5,7	0,3	8,3	8,6	3,5	10,1
Part du Groupe OCP dans les exportations (En %)	16,4	16,4	14,9	14,2	15,9	16,3	15,8	17,8	33,0	16,0	24,0	27,7	26,2	20,1	19,1	20,4	17,5	17,8
Taux de croissance des importations (En %)	15,7	1,8	4,4	4,4	15,8	17,1	14,2	24,1	24,8	-19,0	12,9	20,1	8,2	-0,8	2,0	-4,9	10,3	6,5
Part de l'énergie et lubrifiants dans les importations (En %)	17,7	17,6	15,5	15,6	16,7	21,4	21,3	20,7	22,3	20,5	23,0	25,3	27,6	26,7	23,7	17,8	13,3	15,9
Part du blé dans les importations (En %)	4,5	5,0	4,5	2,7	3,1	2,3	1,5	3,6	3,8	2,1	2,5	3,3	3,1	2,1	3,3	2,3	3,1	1,9
Facture énergétique en % du PIB	5,2	4,9	4,3	4,2	5,0	7,1	7,4	8,3	10,1	7,2	8,7	11,0	12,6	11,4	10,0	6,7	5,4	6,5
Facture énergétique en % des exportations	27,5	27,3	23,4	25,3	30,0	39,8	40,1	43,0	46,7	47,9	45,8	51,6	57,7	55,2	46,2	30,4	24,2	28,0
Taux de couverture de marchandises (En %)	64,3	64,6	66,1	61,5	55,6	53,8	53,2	48,0	47,8	42,8	50,2	48,9	47,8	48,3	51,3	58,6	55,0	56,8
Solde commercial de biens et services en % du PIB	-5,4	-2,8	-2,6	-3,3	-5,4	-6,3	-6,4	-9,3	-13,9	-11,7	-10,6	-13,8	-15,1	-14,6	-12,3	-7,8	-10,5	-9,8
Solde des biens en % du PIB	-10,6	-9,9	-9,5	-10,5	-13,2	-15,4	-16,3	-21,0	-23,8	-20,2	-18,9	-22,3	-23,8	-22,1	-20,6	-15,6	-18,2	-17,8
Recettes voyages en % du PIB	5,2	6,5	6,3	6,2	6,6	7,4	8,7	9,1	7,7	7,1	7,2	7,2	6,8	6,4	6,4	6,2	6,6	6,6
Solde du compte courant en % du PIB										-5,3	-4,4	-7,9	-9,5	-7,9	-5,7	-2,1	-4,2	-3,6

Monnaie, bourse et prix

Taux de croissance de M3 (En %)	8,6	16,6	10,3	7,9	8,4	14,1	18,1	17,5	13,3	7,0	4,2	6,4	4,5	3,1	6,2	5,7	4,7	5,8
Avoirs extérieurs nets en mois d'importations de marchandises	5,4	8,8	9,3	11,1	11,0	10,8	10,9	9,6	7,3	8,8	7,8	5,7	4,4	4,4	5,3	7,2	7,1	7,2
Taux de croissance de l'indice de la bourse MASI (En %)	-15,3	-7,4	-16,5	24,0	14,7	22,5	71,1	33,9	-13,5	-4,9	21,2	-12,9	-15,1	-2,6	5,6	-7,2	30,5	6,4
Taux d'inflation (En %)	1,9	0,6	2,8	1,2	1,5	1,0	3,3	2,5	3,7	1,0	0,9	0,9	1,3	1,9	0,4	1,6	1,6	0,7
Taux de change Euro/DH	9,81	10,13	10,39	10,81	11,02	11,02	11,04	11,22	11,35	11,25	11,15	11,25	11,09	11,15	11,16	10,83	10,85	10,94
Taux de change dollar US/DH	10,60	11,36	11,02	9,58	8,87	8,87	8,79	8,20	7,74	8,09	8,42	8,09	8,63	8,41	8,41	9,77	9,81	9,69

Finances publiques

Solde budgétaire en % du PIB	-5,0	-2,4	-3,9	-2,9	-3,0	-3,9	-1,7	0,5	0,4	-2,1	-4,6	-5,9	-6,8	-5,1	-4,7	-4,2	-4,3	-3,9
Solde budgétaire hors compensation	-4,1	-0,8	-3,0	-2,0	-1,5	-1,8	0,5	3,1	4,8	-0,4	-1,1	0,1	-0,3	-0,5	-1,2	-2,8	-2,9	-2,5
Masse salariale en % du PIB	10,2	10,8	10,4	10,7	10,7	11,2	10,5	10,1	9,8	10,1	10,0	10,8	11,4	11,0	11,0	10,4	10,3	9,8
Taux d'endettement public (Trésor + garantie en % du PIB)	77,5	75,9	71,7	67,6	64,1	67,7	63,2	59,6	54,6	55,9	59,4	63,5	69,5	73,4	78,2	79,9	81,6	82,0
Taux d'endettement direct du Trésor (en % du PIB)	64,9	64,2	61,0	58,2	55,6	59,3	54,8	50,9	45,4	46,1	49,0	52,5	58,2	61,8	63,4	63,7	64,9	65,1

Indicateurs sociaux

Taux de chômage global (En %)	13,4	12,3	11,3	11,5	10,8	11,1	9,7	9,8	9,6	9,1	9,1	8,9	9,0	9,2	9,9	9,7	9,9	10,2
Taux de chômage urbain	21,4	19,5	18,3	19,3	18,4	18,4	15,5	15,4	14,7	13,8	13,7	13,4	13,4	14,0	14,8	14,6	14,2	14,7
Taux de chômage urbain des jeunes (15-24)	37,6	35,5	34,2	34,5	33,3	32,9	31,7	31,6	31,8	31,8	31,3	32,2	33,5	36,0	38,1	39,0	41,8	42,8
Taux de chômage urbain des diplômés	29,7	26,8	25,6	26,5	25,6	25,7	20,8	20,8	20,0	18,6	18,1	18,3	18,2	18,2	19,5	19,5	19,4	19,6
Taux d'analphabétisme (En %)	49,9	45,0			42,7	41,9	38,5	41,3	40,5	39,7	36,8		36,7	35,4	32,0			
Taux de pauvreté de la population (En %)		15,3			14,2			8,9	8,8			6,2			4,2			

Comptes et agrégats de la nation

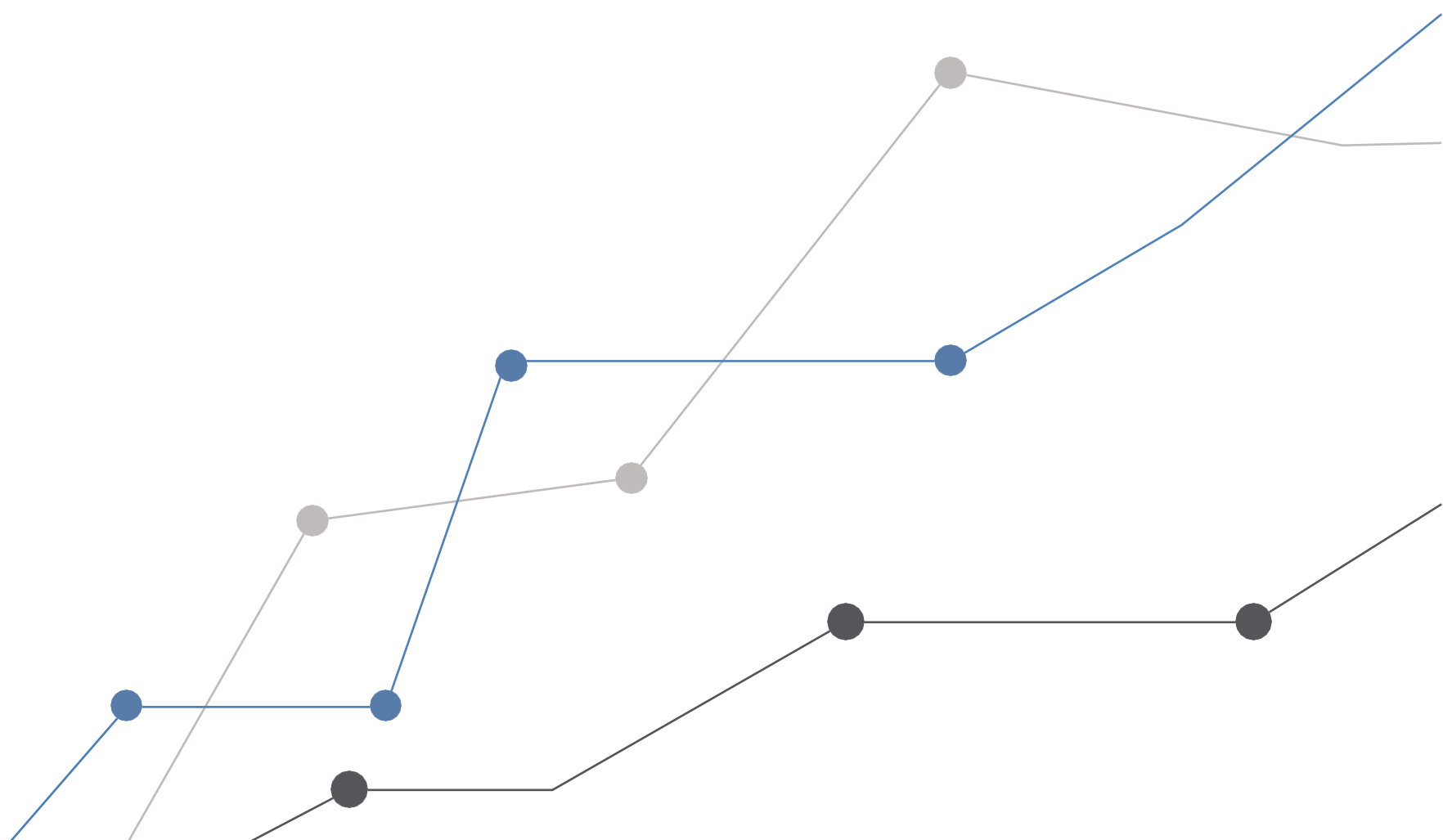
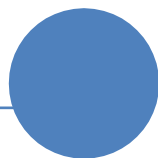


Tableau de bord annuel de l'économie marocaine : Comptes et agrégats de la nation

Croissance des valeurs ajoutées par branche d'activité en volume (prix de l'année précédente)

(Evolution annuelle en %)	Moyennes																				Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-07	08-17
Secteur primaire	2,3	-3,1	-12,2	19,1	4,3	20,3	4,5	-11,1	21,1	-20,0	18,6	23,9	1,1	6,7	-7,8	17,8	-2,3	13,0	-12,5	13,2	2,1	6,5
Agriculture, chasse et services annexes											18,9	26,0	2,3	5,7	-9,1	17,2	-2,2	12,8	-13,7	15,4		6,6
Pêche, aquaculture											15,0	0,4	-15,9	24,8	9,7	26,8	-4,0	15,2	1,1	-8,3		5,6
Secteur secondaire	2,7	3,5	3,9	4,1	2,8	3,9	3,6	4,7	4,4	6,4	5,9	-6,6	10,2	6,3	0,8	0,6	3,5	1,8	1,0	3,1	4,2	2,6
Industrie d'extraction	2,3	8,8	1,7	3,8	-0,6	1,6	15,8	7,4	1,6	9,1	-1,5	-28,9	42,1	5,0	-2,1	-1,2	3,4	-5,1	0,1	16,5	4,9	1,5
Industrie de transformation	3,1	2,9	3,0	2,4	3,7	2,2	1,1	3,8	3,0	4,5	6,8	-3,0	8,4	6,8	1,8	-0,7	4,1	2,3	0,7	2,2	3,0	2,9
Electricité et eau	6,4	4,4	6,2	9,4	2,1	10,2	5,3	7,7	6,9	5,8	7,0	-13,5	18,2	8,3	-6,7	14,9	-0,4	6,0	2,5	3,3	6,7	3,6
Bâtiment et travaux publics	-1,4	3,7	8,4	8,7	1,0	8,0	8,0	6,1	8,7	11,7	5,6	4,5	2,4	4,9	2,2	1,6	2,6	0,8	1,6	0,7	7,5	2,7
Services	3,4	3,2	5,4	6,1	2,4	4,5	5,6	6,4	5,5	7,0	4,4	3,7	2,9	6,2	6,3	1,9	2,3	1,7	2,9	2,7	5,4	3,5
Commerce	2,4	1,6	1,7	3,5	3,5	2,5	5,0	4,0	4,6	2,5	11,2	-1,3	-3,3	7,4	4,1	-2,0	1,7	1,8	5,2	2,6	3,4	2,7
Hôtels et restaurants	2,0	2,8	4,2	-0,3	0,2	-0,4	9,0	7,8	8,7	4,1	1,2	0,4	7,7	-1,1	2,6	4,7	2,2	-3,2	3,6	11,5	4,1	2,9
Transports	4,8	5,1	7,5	1,1	0,6	0,5	12,8	9,5	5,2	8,4	0,9	2,8	4,9	7,0	2,4	1,0	3,7	2,4	0,7	4,3	5,6	3,0
Postes et télécommunications	6,6	5,8	46,0	40,8	5,3	11,4	10,7	5,4	10,4	10,4	6,4	6,6	5,2	9,5	29,5	2,9	5,3	3,7	6,9	0,7	16,7	7,4
Activités financières et assurances	4,9	3,0	3,7	3,7	-0,8	5,3	4,1	13,0	8,9	18,7	3,7	2,5	13,0	8,6	4,2	0,2	2,5	-2,2	0,2	3,6	6,9	3,6
Administration publique générale et sécurité sociale	2,9	2,6	0,3	3,9	1,3	2,9	4,7	4,8	3,2	2,4	6,5	11,4	0,8	9,9	5,1	3,7	2,7	0,4	1,6	3,1	2,9	4,5
Education, santé et action sociale	3,3	3,6	4,9	10,7	-0,6	5,5	1,5	6,6	2,6	8,0	3,2	1,6	4,4	1,6	7,1	5,0	1,4	0,5	1,4	-2,1	4,8	2,4
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	3,4	4,1	4,5	3,6	7,1	7,5	5,8	7,9	7,5	8,3	-0,1	4,9	1,7	5,6	4,5	1,5	2,4	3,2	4,4	4,0	6,5	3,2
Autres services non financiers	3,2	2,0	1,4	2,2	3,4	4,7	8,4	-3,0	3,0	3,9	4,5	2,3	2,4	2,1	3,0	2,9	0,2	4,7	3,0	1,0	3,0	2,6
PIB hors primaire	3,5	3,2	4,2	5,7	2,9	3,8	4,9	5,5	5,8	7,2	4,3	1,5	4,2	5,0	4,6	2,6	3,4	3,6	3,1	2,9	5,0	3,5
Produit intérieur brut	3,6	2,6	1,9	7,3	3,1	6,0	4,8	3,3	7,6	3,5	5,9	4,2	3,8	5,2	3,0	4,5	2,6	4,5	1,1	4,1	4,7	3,9

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

Contribution annuelle moyenne des principales branches d'activité à la croissance du PIB en volume (prix de l'année précédente)

(En nombre de points de la croissance)	Moyennes																				Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-07	08-17
Secteur primaire	0,3	-0,5	-1,7	2,3	0,6	2,7	0,6	-1,5	2,5	-2,7	2,0	2,9	0,1	0,9	-1,0	2,2	-0,3	1,5	-1,6	1,6	0,3	0,8
Agriculture, chasse et services annexes											1,9	2,9	0,3	0,7	-1,1	2,0	-0,3	1,4	-1,6	1,7		0,8
Pêche, aquaculture											0,1	0,0	-0,1	0,2	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	-0,1		0,1
Secteur secondaire	0,7	0,9	1,0	1,1	0,7	1,0	0,9	1,3	1,2	1,6	1,5	-1,8	2,5	1,6	0,2	0,2	0,9	0,5	0,3	0,8	1,1	0,7
Industrie d'extraction	0,0	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	-1,3	0,7	0,1	-0,1	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,3	0,1	0,0
Industrie de transformation	0,6	0,5	0,6	0,4	0,6	0,4	0,2	0,7	0,5	0,7	1,0	-0,5	1,3	1,1	0,3	-0,1	0,6	0,4	0,1	0,3		0,5
Electricité et eau	0,1	0,1	0,1	0,2	0,0	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	-0,2	0,3	0,2	-0,1	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Bâtiment et travaux publics	-0,1	0,1	0,3	0,4	0,0	0,4	0,4	0,3	0,5	0,6	0,3	0,2	0,1	0,3	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,4	0,1
Services	1,6	1,5	2,6	3,1	1,2	2,3	2,8	3,3	2,9	3,6	2,4	1,9	1,5	3,2	3,3	1,0	1,2	0,9	1,4	1,4	2,8	1,8
Commerce	0,3	0,2	0,2	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,2	1,0	-0,1	-0,3	0,6	0,4	-0,2	0,1	0,2	0,4	0,2	0,3	0,2
Hôtels et restaurants	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0	-0,1	0,1	0,3	0,1	0,1
Transports	0,2	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,5	0,4	0,2	0,3	0,0	0,1	0,2	0,3	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,2	0,2	0,1
Postes et télécommunications	0,1	0,1	1,1	1,0	0,2	0,4	0,4	0,2	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,3	1,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,6	0,2
Activités financières et assurances	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,2	0,2	0,5	0,4	0,8	0,2	0,1	0,6	0,4	0,2	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,2	0,3	0,2
Administration publique générale et sécurité sociale	0,2	0,2	0,0	0,3	0,1	0,2	0,4	0,4	0,3	0,2	0,5	0,9	0,1	0,8	0,5	0,3	0,3	0,0	0,1	0,3	0,2	0,4
Education, santé et action sociale	0,2	0,3	0,4	0,9	0,0	0,5	0,1	0,6	0,2	0,7	0,3	0,1	0,4	0,1	0,6	0,4	0,1	0,0	0,1	-0,2	0,4	0,2
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	0,2	0,3	0,4	0,3	0,6	0,7	0,5	0,7	0,8	0,9	0,0	0,5	0,2	0,6	0,5	0,2	0,3	0,3	0,5	0,4	0,6	0,3
Autres services non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
PIB hors primaire	3,0	2,7	3,6	5,1	2,6	3,3	4,2	4,8	5,1	6,3	3,9	1,3	3,7	4,3	4,0	2,3	2,9	3,2	2,7	2,5	4,4	3,1
Produit intérieur brut	3,6	2,6	1,9	7,3	3,1	6,0	4,8	3,3	7,6	3,5	5,9	4,2	3,8	5,2	3,0	4,5	2,6	4,5	1,1	4,1	4,7	3,9

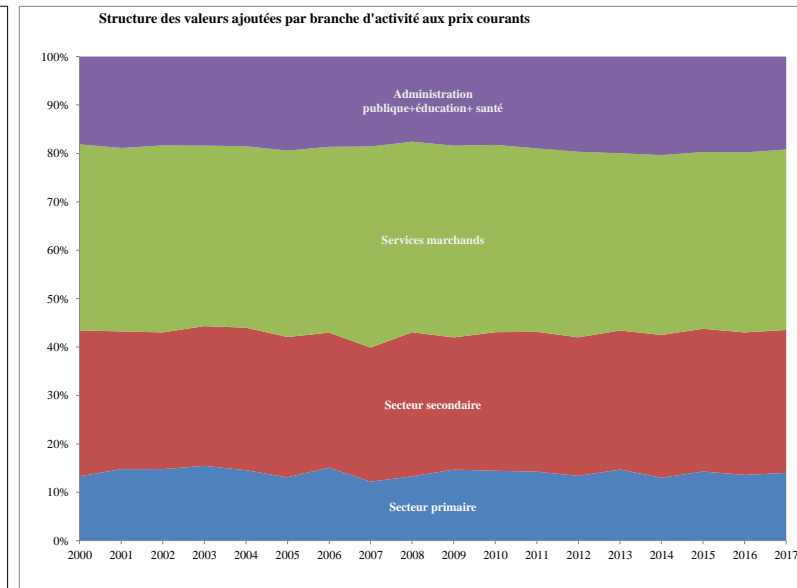
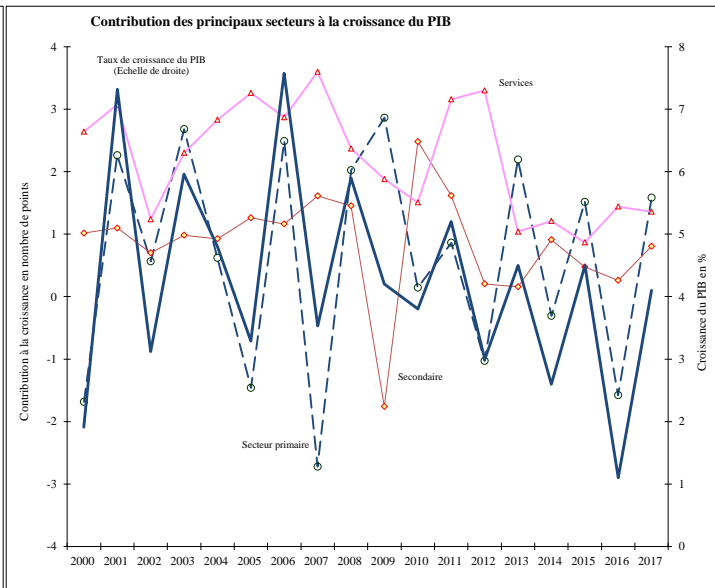
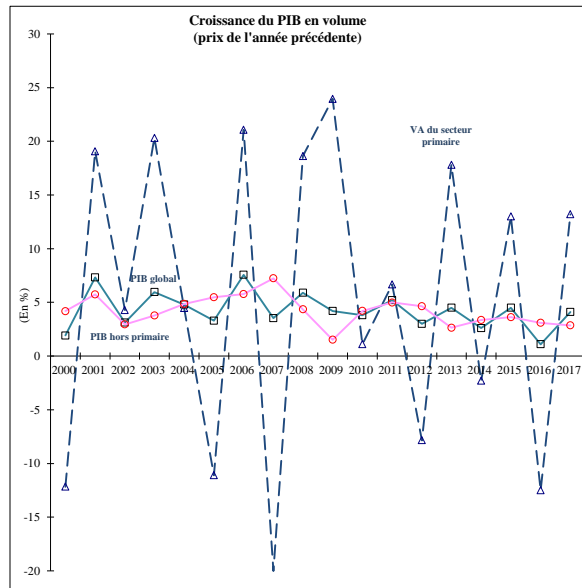
Source : Calcul de la DEPF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

Tableau de bord annuel de l'économie marocaine : Comptes et agrégats de la nation

Structure des valeurs ajoutées par branche d'activité aux prix courants

(En % du total des valeurs ajoutées)	Moyennes																				Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-07	08-17
Secteur primaire	17,7	17,3	13,3	14,8	14,8	15,5	14,6	13,1	15,1	12,2	13,3	14,7	14,4	14,2	13,4	14,7	13,0	14,3	13,6	14,0	14,1	13,9
Agriculture, chasse et services annexes										11,3	12,2	13,7	13,7	13,3	12,5	13,7	11,9	13,1	12,4	12,8		12,9
Pêche, aquaculture										0,9	1,1	0,9	0,7	1,0	0,9	1,0	1,1	1,1	1,2	1,2		1,0
Secteur secondaire	30,1	29,5	30,2	28,4	28,2	28,9	29,4	29,0	27,9	27,7	29,8	27,3	28,6	28,9	28,6	28,7	29,5	29,5	29,4	29,5	28,6	29,0
Industrie d'extraction	2,2	2,0	2,1	2,1	1,9	1,6	1,6	1,6	1,8	2,1	5,1	2,0	3,2	4,2	4,3	3,7	2,7	2,6	2,3	2,6	1,8	3,2
Industrie de transformation	21,4	20,8	20,7	18,9	18,9	19,4	19,7	18,7	17,9	17,0	16,8	17,5	17,4	16,8	16,5	17,0	18,4	18,2	17,9	17,8	18,8	17,5
Electricité et eau	2,2	2,7	2,7	2,5	2,5	2,6	2,4	2,6	2,4	2,4	1,8	1,9	2,1	1,8	1,6	1,9	2,0	2,4	2,8	2,9	2,5	2,2
Bâtiment et travaux publics	4,3	3,9	4,7	5,1	5,0	5,3	5,8	6,1	5,8	6,2	6,0	5,9	5,9	6,0	6,2	6,2	6,4	6,2	6,5	6,3	5,6	6,2
Services	52,3	53,2	56,6	56,8	57,0	55,7	56,0	57,9	57,0	60,1	57,0	58,0	56,9	56,9	58,0	56,6	57,5	56,2	57,0	56,5	57,3	57,0
Commerce	12,5	11,9	12,3	11,8	11,9	10,9	10,6	10,5	10,4	10,5	10,8	10,0	9,4	9,5	9,9	9,3	9,3	8,8	9,1	9,0	11,0	9,5
Hôtels et restaurants	2,3	2,0	2,2	2,1	2,0	2,0	2,1	2,3	2,2	2,5	2,3	2,3	2,5	2,3	2,3	2,4	2,5	2,4	2,5	2,8	2,2	2,5
Transports	4,2	5,2	4,8	4,6	4,7	4,3	4,3	4,0	3,8	4,5	3,8	4,2	4,0	3,7	3,8	3,7	3,9	4,2	4,2	4,3	4,4	4,0
Postes et télécommunications	1,6	2,2	2,6	3,3	3,6	3,7	3,9	4,0	4,0	4,2	3,9	4,0	4,0	3,7	3,4	2,8	2,7	2,4	2,4	2,2	3,7	3,1
Activités financières et assurances	5,5	4,8	4,8	4,7	4,6	4,4	4,4	4,8	4,9	5,6	5,4	5,5	5,6	5,4	5,6	5,3	5,3	5,4	5,2	5,1	4,8	5,3
Administration publique générale et sécurité sociale	8,9	8,7	9,1	9,2	9,0	8,7	9,0	9,4	9,1	8,8	8,5	9,3	9,1	9,8	10,2	10,3	10,6	10,4	10,4	9,0	10,0	
Education, santé et action sociale	8,5	8,1	9,1	9,7	9,4	9,7	9,5	10,0	9,5	9,8	9,1	9,1	9,2	9,1	9,5	9,7	9,8	9,4	9,3	8,8	9,6	9,3
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	7,3	8,7	9,9	9,6	10,1	10,3	10,5	11,3	11,5	12,7	11,6	12,0	11,7	11,7	11,9	11,6	11,9	11,8	12,2	12,3	10,9	11,9
Autres services non financiers	1,5	1,6	1,7	1,6	1,6	1,6	1,7	1,6	1,6	1,6	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,6	1,5	1,6	1,5	1,6	1,6
VA hors primaire en % du total des VA	82,3	82,7	86,7	85,2	85,2	84,5	85,4	86,9	84,9	87,8	86,7	85,3	85,6	85,8	86,6	85,3	87,0	85,7	86,4	86,0	85,9	86,1
PIB hors primaire en % du PIB total	96,8	95,3	88,1	86,8	86,8	86,1	86,8	88,2	86,4	89,1	88,0	87,0	87,1	86,9	87,7	86,6	88,3	87,4	88,0	87,6	87,3	87,5

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.



Contribution annuelle moyenne des éléments de la demande à la croissance du PIB en volume (prix de l'année précédente)

(En points de croissance)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Ressources																						
Produit intérieur brut	3,6	2,6	1,9	7,3	3,1	6,0	4,8	3,3	7,6	3,5	5,9	4,2	3,8	5,2	3,0	4,5	2,6	4,5	1,1	4,1	4,7	3,9
Importations	1,0	1,5	3,0	0,4	2,0	2,2	3,0	3,2	3,0	5,8	6,1	-4,2	3,1	3,9	1,6	-0,1	1,6	-1,5	6,2	3,4	2,9	2,1
Emplois																						
Dépenses de consommation finale	3,0	1,5	1,5	1,6	2,2	3,7	3,4	2,6	4,3	3,5	5,1	4,4	2,6	3,8	4,1	2,8	2,2	1,8	2,5	2,3	2,8	3,2
Ménages (y compris ISBL)	3,3	1,5	1,1	0,7	2,0	3,5	2,5	1,9	3,7	2,6	4,4	2,3	2,4	3,2	2,5	1,9	1,9	1,4	2,2	2,0	2,3	2,4
Administrations publiques	-0,4	0,0	0,4	0,9	0,2	0,3	0,8	0,7	0,6	0,9	0,7	2,0	0,2	0,6	1,6	0,8	0,4	0,4	0,3	0,3	0,6	0,7
Formation brute de capital fixe	0,4	2,0	0,8	0,1	1,9	1,7	2,4	2,0	2,8	4,2	4,9	-0,9	-0,5	2,4	1,1	-0,2	-0,6	0,4	2,5	-0,2	2,0	0,9
Exportations de biens et services	1,4	0,7	2,7	3,6	1,6	0,2	1,7	3,8	3,7	1,7	-0,9	-3,3	5,0	1,8	0,9	0,0	2,8	2,1	1,9	3,8	2,4	1,5
Solde commercial des biens et services	0,5	-0,8	-0,3	3,1	-0,5	-2,0	-1,3	0,5	0,6	-4,1	-6,9	0,9	1,9	-2,1	-0,7	0,1	1,2	3,5	-4,3	0,5	-0,5	-0,6

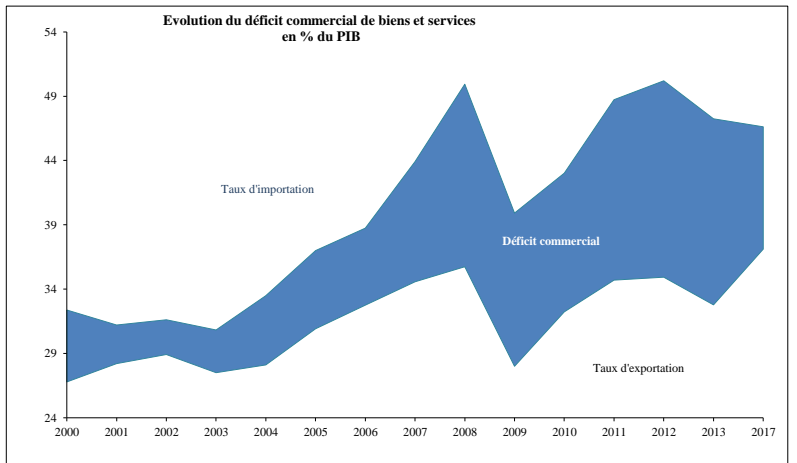
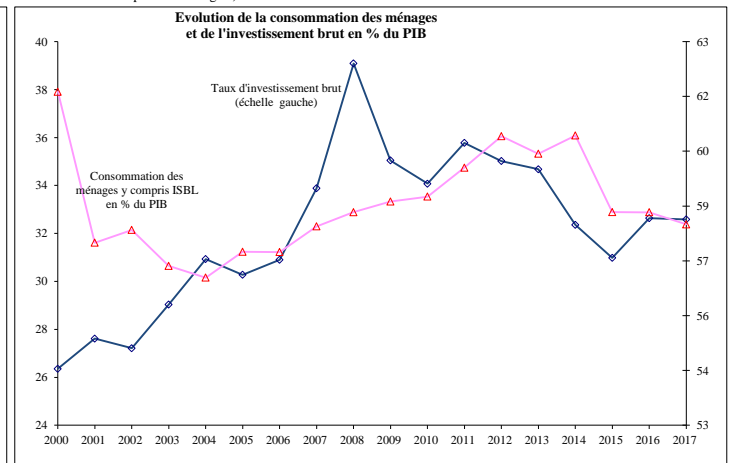
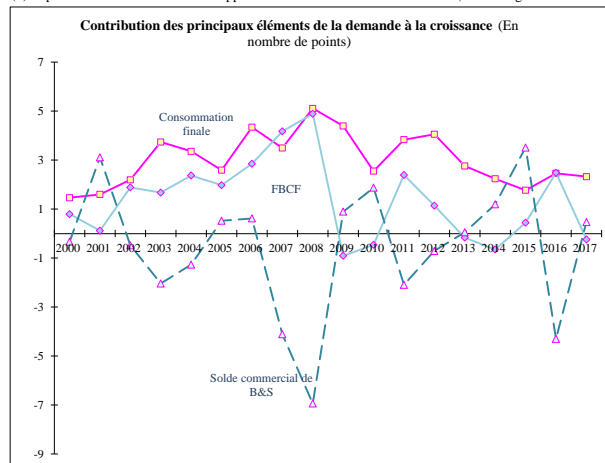
Source : Calcul de la DEPF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

Éléments de la demande de biens et services en % du PIB aux prix courants

(En %)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Importations de biens et services	27,8	27,5	32,4	31,2	31,6	30,8	33,5	37,0	38,7	43,9	49,9	39,9	43,0	48,7	50,2	47,2	46,8	42,1	45,4	46,6	35,5	46,0
Propension moyenne à consommer	78,0	78,4	79,2	75,4	75,5	74,3	74,4	75,8	75,1	75,5	75,1	76,9	76,7	78,2	80,2	79,8	80,3	77,2	77,6	76,9	75,5	78,0
Ménages (y compris ISBL)	61,4	61,6	61,6	57,5	57,8	56,9	56,5	57,2	57,9	58,3	58,6	58,6	58,8	59,5	60,4	59,9	60,4	58,3	58,3	58,0	57,7	59,1
Administrations publiques	16,7	16,7	17,6	17,9	17,6	17,4	17,9	18,5	17,8	17,5	16,8	18,2	17,9	18,7	19,8	19,9	19,9	19,2	19,3	18,9	17,8	18,9
Taux d'investissement (1)	24,9	23,8	27,0	25,9	26,3	25,9	27,3	28,5	29,2	32,2	34,4	31,7	30,7	31,5	32,6	30,8	29,7	28,5	29,9	28,4	28,0	30,6
Taux d'investissement brut (2)	27,5	25,7	26,4	27,6	27,2	29,0	30,9	30,3	30,9	33,9	39,1	35,0	34,1	35,8	35,0	34,7	32,4	31,0	32,6	32,6	29,8	34,0
Taux d'exportation	22,3	23,4	26,8	28,2	28,9	27,5	28,1	30,9	32,8	34,6	35,7	28,0	32,2	34,7	34,9	32,8	34,3	34,3	35,2	37,1	30,1	34,1
Déficit commercial de biens et services	5,5	4,1	5,6	3,0	2,7	3,3	5,4	6,1	6,0	9,3	14,2	11,9	10,8	14,0	15,3	14,5	12,5	7,8	10,3	9,5	5,4	11,9
Taux d'ouverture de biens et services (3)	50,1	51,0	59,2	59,4	60,5	58,3	61,6	67,9	71,5	78,5	85,7	67,9	75,2	83,4	85,1	80,0	81,2	76,4	80,6	83,7	65,5	80,1
Taux de pénétration de biens et services (4)	26,4	26,5	30,7	30,3	30,8	29,8	31,8	34,9	36,6	40,2	43,7	35,7	38,8	42,7	43,5	41,3	41,6	39,0	41,2	42,6	33,6	41,1

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

- (1) FBCF rapportée au PIB (2) FBCF + variation des stocks rapportées au PIB (3) Total des exportations et des importations des B & S rapporté au PIB (4) Importations de biens et services rapportées à la demande intérieure de B&S, c'est le degré d'ouverture du marché intérieur aux produits étrangers)



Croissance de la FBCF en volume (prix de l'année précédente)

(Evolution annuelle en %)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
FBCF Totale	1,5	8,3	2,6	0,4	7,3	6,3	9,2	7,2	10,0	14,3	15,2	-2,6	-1,4	7,8	3,6	-0,5	-2,1	1,5	8,7	-0,8	7,1	2,8
Produits de l'agriculture, chasse et services annexes			-17,9	-4,0	-29,4	17,8	-0,2	-9,6	-6,9	-8,9	10,3	12,8	-0,5	7,4	0,4	1,8	1,4	4,1	-31,3	26,8	-8,3	2,3
Produits de l'industrie											24,8	-9,4	-9,0	8,7	9,3	-4,8	-6,9	2,0	24,8	-3,5	2,9	
Produits du bâtiment et travaux publics											7,1	1,5	3,0	5,2	2,1	1,5	2,1	1,4	1,7	0,6	2,6	
Produits des services											16,3	3,9	6,4	15,1	-4,9	3,5	-5,4	0,9	0,4	-0,6	3,3	

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

Structure de la FBCF en valeur par produit

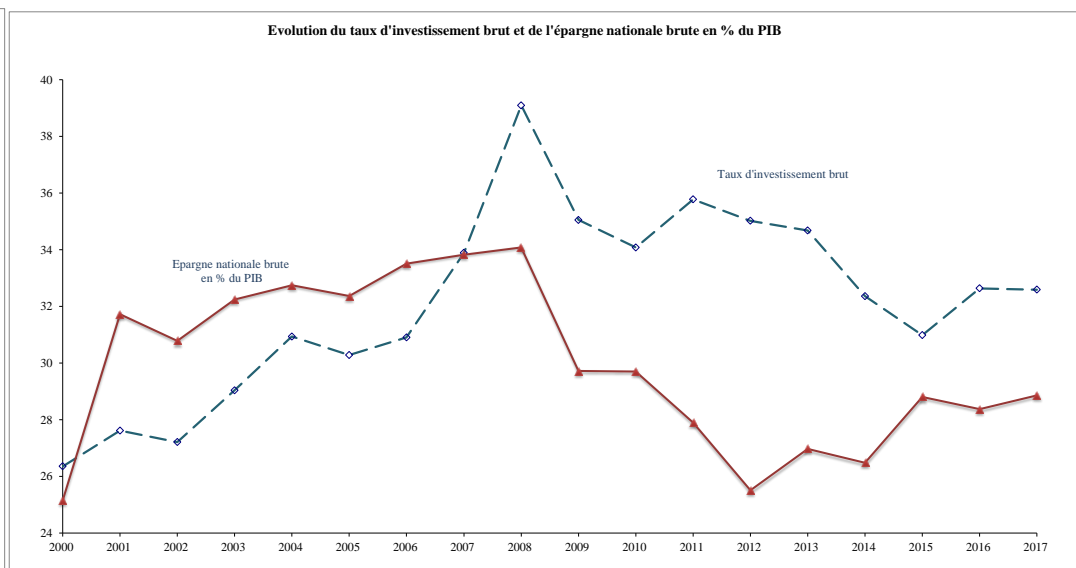
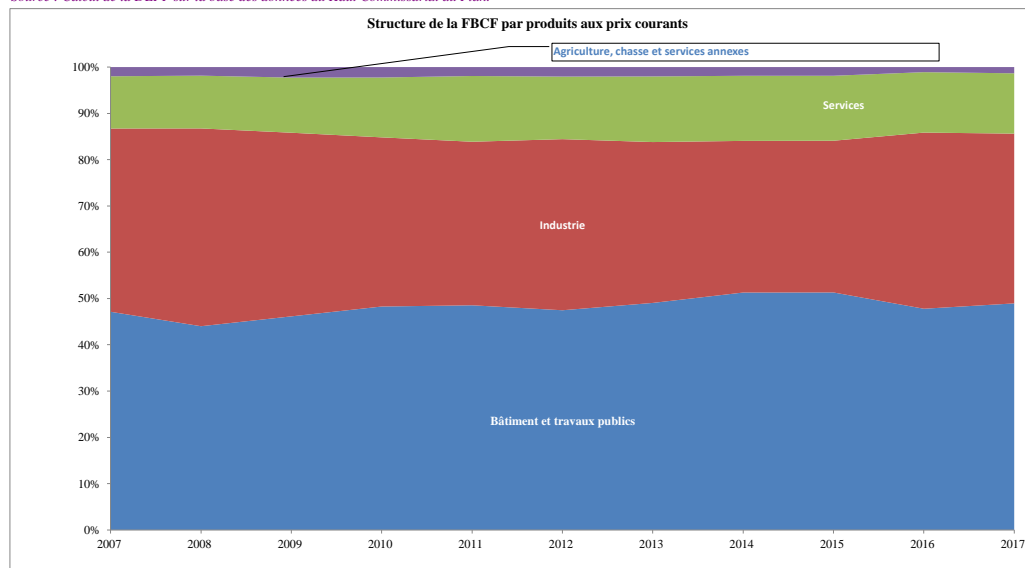
(En %)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Produits de l'agriculture, chasse et services annexes			4,2	4,4	3,0	3,0	2,9	2,8	2,6	2,0	1,9	2,3	2,3	1,9	2,1	2,0	1,9	1,9	1,1	1,3	3,0	1,8
Produits de l'industrie										39,6	42,7	39,7	36,5	35,3	37,0	34,8	32,8	32,9	38,1	36,7		36,6
Produits du bâtiment et travaux publics										47,1	44,0	46,1	48,3	48,5	47,5	49,0	51,3	51,5	47,8	48,9		48,4
Produits des services										11,3	11,4	11,9	12,9	14,2	13,5	14,2	14,1	14,1	13,1	13,0		13,3

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

FBCF par produit en % du PIB

(En %)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
FBCF Totale			27,0	25,9	26,3	25,9	27,3	28,5	29,2	32,2	34,4	31,7	30,7	31,5	32,6	30,8	29,6	28,4	29,9	28,4	28,0	30,6
Produits de l'agriculture, chasse et services annexes			1,1	1,1	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,3	0,4	0,8	0,6
Produits de l'industrie										12,7	14,7	12,6	11,2	11,1	12,0	10,7	9,7	9,3	11,4	10,4		11,2
Produits du bâtiment et travaux publics										15,2	15,1	14,6	14,8	15,3	15,5	15,1	15,2	14,6	14,3	13,9		14,8
Produits des services										3,6	3,9	3,8	4,0	4,5	4,4	4,4	4,2	4,0	3,9	3,7		4,1

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.



Revenu national brut disponible aux prix courants

(En millions DH)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Revenu national brut disponible	299765	390638	431006	477699	494675	531014	566772	597769	655595	707622	782745	797744	834897	870504	896669	958628	987597	1045607	1074399	1124759	557769	937355
Ressources																						
Revenu national brut	279420	369628	404783	437728	458312	491857	523693	550242	600404	645213	715437	738156	773816	806244	830762	885680	903712	969663	994743	1040255	514029	865847
PIB	287941	378434	412897	446012	465492	498482	528764	552671	603737	647530	716959	748483	784624	820077	847881	897923	925376	988021	1013559	1063297	519448	880620
Revenu de la propriété net externe	-8521	-8806	-8115	-8284	-7180	-6625	-5070	-2429	-3333	-2317	-1522	-10327	-10808	-13833	-17119	-12243	-21664	-18358	-18816	-23042	-5419	-14773
Transferts courants nets externes	20346	21010	26223	39971	36363	39157	43079	47527	55191	62409	67308	59588	61081	64260	65907	72948	83885	75944	79656	84504	43740	71508
Emplois																						
Dépenses de consommation finale	219440	287728	327144	336226	351387	370297	393649	418908	453306	488616	538429	575303	601863	641708	680397	716454	742051	761694	786848	817898	392441	686265
Ménages (y compris ISBL)	176659	233226	254457	256447	269273	283444	298974	316404	345589	375204	418215	438781	461040	488348	512207	538145	558210	572974	591204	616700	299974	519582
Administrations publiques	47977	63352	72687	79779	82114	86852	94676	102504	107717	113412	120214	136522	140823	153360	168190	178309	183841	188720	195644	201198	92468	166682
Épargne nationale brute	75129	94060	103862	141473	143288	160717	173123	178862	202290	219006	244316	222441	233034	228796	216272	242174	245045	284583	287551	306861	165327	251107

Source : Haut Commissariat au Plan.

Variation du revenu national brut disponible aux prix courants

(Evolution annuelle en %)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Revenu national brut disponible	8,3	4,5	2,2	10,8	3,6	7,3	6,7	5,5	9,7	7,9	10,6	1,9	4,7	4,3	3,0	6,9	3,0	5,9	2,8	4,7	6,7	4,7
Ressources																						
Revenu national brut	8,4	4,7	1,0	8,1	4,7	7,3	6,5	5,1	9,1	7,5	10,9	3,2	4,8	4,2	3,0	6,6	2,0	7,3	2,6	4,6	6,1	4,9
Transferts courants nets externes	7,0	0,4	25,4	52,4	-9,0	7,7	10,0	10,3	16,1	13,1	7,8	-11,5	2,5	5,2	2,6	10,7	15,0	-9,5	4,9	6,1	14,6	3,1
Emplois																						
Dépenses de consommation finale	10,0	4,0	3,0	2,8	4,5	5,4	6,3	6,4	8,2	7,8	10,2	6,8	4,6	6,6	6,0	5,3	3,6	2,6	3,3	3,9	5,5	5,3
Ménages (y compris ISBL)	10,3	3,9	2,7	0,8	5,0	5,3	5,5	5,8	9,2	8,6	11,5	4,9	5,1	5,9	4,9	5,1	3,7	2,6	3,2	4,3	5,3	5,1
Administrations publiques	9,2	4,2	4,0	9,8	2,9	5,8	9,0	8,3	5,1	5,3	6,0	13,6	3,2	8,9	9,7	6,0	3,1	2,7	3,7	2,8	6,2	5,9
Épargne nationale brute	3,1	6,1	0,0	36,2	1,3	12,2	7,7	3,3	13,1	8,3	11,6	-9,0	4,8	-1,8	-5,5	12,0	1,2	16,1	1,0	6,7	9,8	3,4

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

Structure du revenu national brut disponible aux prix courants

(En % du revenu national brut disponible)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Ressources																						
Revenu national brut	71,5	94,6	93,9	91,6	92,6	92,6	92,4	92,0	91,6	91,2	91,4	92,5	92,7	92,6	92,6	92,4	91,5	92,7	92,6	92,5	92,2	92,4
PIB	73,7	96,9	95,8	93,4	94,1	93,9	93,3	92,5	92,1	91,5	91,6	93,8	94,0	94,2	94,6	93,7	93,7	94,5	94,3	94,5	93,1	93,9
Revenu de la propriété net externe	-2,2	-2,3	-1,9	-1,7	-1,5	-1,2	-0,9	-0,4	-0,5	-0,3	-0,2	-1,3	-1,3	-1,6	-1,9	-1,3	-2,2	-1,8	-1,8	-2,0	-1,0	-1,6
Transferts courants nets externes	5,2	5,4	6,1	8,4	7,4	7,4	7,6	8,0	8,4	8,8	8,6	7,5	7,3	7,4	7,4	7,6	8,5	7,3	7,4	7,5	7,8	7,6
Emplois																						
Dépenses de consommation finale	57,5	75,9	75,9	70,4	71,0	69,7	69,5	70,1	69,1	69,1	68,8	72,1	72,1	73,7	75,9	74,7	75,1	72,8	73,2	72,7	70,4	73,2
Ménages (y compris la consommation de ISBL)	45,2	59,7	59,0	53,7	54,4	53,4	52,8	52,9	52,7	53,0	53,4	55,0	55,2	56,1	57,1	56,1	56,5	54,8	55,0	54,8	53,8	55,4
Administrations publiques	12,3	16,2	16,9	16,7	16,6	16,4	16,7	17,1	16,4	16,0	15,4	17,1	16,9	17,6	18,8	18,6	18,6	18,0	18,2	17,9	16,6	17,8
Épargne nationale brute	19,2	24,1	24,1	29,6	29,0	30,3	30,5	29,9	30,9	30,9	31,2	27,9	27,9	26,3	24,1	25,3	24,8	27,2	26,8	27,3	29,6	26,8

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

Structure de l'épargne nationale brute

(En %)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Épargne intérieure brute	84,3	87,0	82,6	77,6	79,6	79,8	78,0	74,8	74,4	72,6	73,1	77,9	78,4	78,0	77,4	74,9	75,6	80,6	78,8	80,0	76,8	77,6
Épargne de l'Etat (1)	13,5	11,9	6,0	17,7	3,9	6,1	6,1	1,4	10,0	16,0	18,6	15,0	12,3	7,2	2,6	6,6	10,0	10,3	12,0	14,7	8,7	11,1
Autres épargnes intérieures	70,8	75,2	76,5	59,9	75,7	73,7	72,0	73,4	64,3	56,5	54,5	62,9	66,1	70,8	74,9	68,3	65,6	70,2	66,8	65,3	68,1	66,5
Épargne extérieure	15,7	13,0	17,4	22,4	20,4	22,0	25,2	25,6	27,4	26,9	22,1	21,6	22,0	22,6	25,1	24,4	19,4	21,2	20,0	23,2	22,4	22,4
Épargne nationale brute	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Taux d'épargne nationale brute (2)	19,2	24,1	24,1	29,6	29,0	30,3	30,5	29,9	30,9	30,9	31,2	27,9	27,9	26,3	24,1	25,3	24,8	27,2	26,8	27,3	29,6	26,8
Taux d'épargne intérieure brute (3)	22,0	21,6	20,8	24,6	24,5	25,7	25,6	24,2	24,9	24,5	24,9	23,1	23,3	21,8	19,8	20,2	20,0	23,2	22,4	23,1	24,5	22,1
Épargne nationale brute en % du PIB	26,1	24,9	25,2	31,7	30,8	32,2	32,7	32,4	33,5	33,8	34,1	29,7	29,7	27,9	25,5	27,0	26,5	28,8	28,4	28,9	31,8	28,5

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

(1) c'est le solde ordinaire du budget de l'Etat

(2) L'épargne nationale brute rapportée au revenu national brut disponible

(3) L'épargne intérieure brute rapportée au PIB

Evolution des éléments du compte capital de la nation aux prix courants

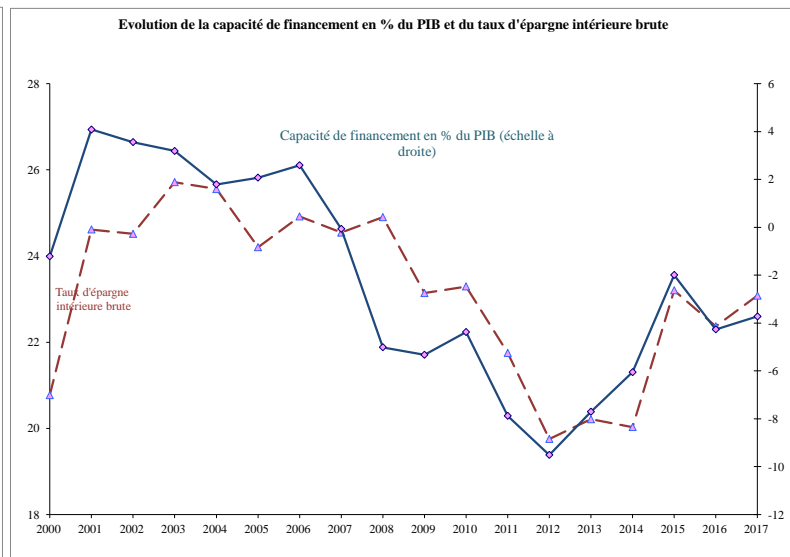
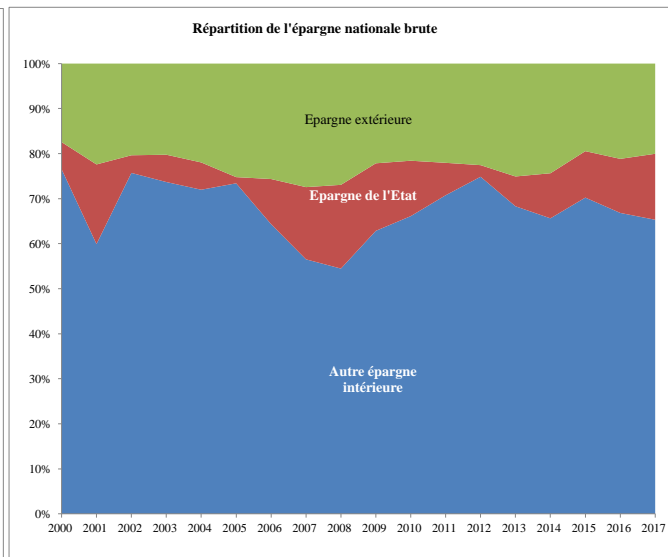
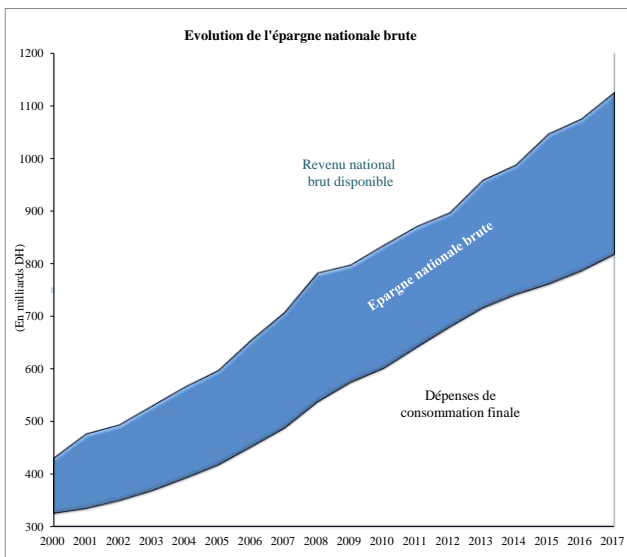
(En millions DH)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Ressources																						
Epargne nationale brute	75129	94060	103862	141473	143288	160717	173123	178862	202290	219006	244316	222441	233034	228796	216272	242174	245045	284583	287551	306861	165327	251107
Transferts nets en capital	-37	73	-63	-101	-67	-97	-71	-50	-81	-25	-15	-4	-1	-2	1	-1	19	9	0	0	-69	1
Total des ressources	75092	94133	103799	141372	143221	160620	173052	178812	202209	218981	244301	222437	233033	228794	216273	242173	245064	284592	287551	306861	165258	251108
Emplois																						
FBCF	71623	90246	111370	115314	122557	129243	144314	157439	176105	208216	246757	236985	240536	258285	276390	276496	276237	280271	303237	302226	145570	269742
Variation des stocks	7548	7101	-2548	7851	4111	15492	19254	9908	10464	11202	33496	25330	26820	35114	20530	34860	24861	24027	27564	44284	9467	29689
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-4079	-3214	-5023	18207	16553	15884	9483	11465	15640	-437	-35952	-39878	-34323	-64605	-80647	-69183	-56034	-19706	-43250	-39649	10222	-48323
Total des emplois	75092	94133	103799	141372	143221	160620	173052	178812	202209	218981	244301	222437	233033	228794	216273	242173	245064	284592	287551	306861	165258	251108

Source : Haut Commissariat au Plan.

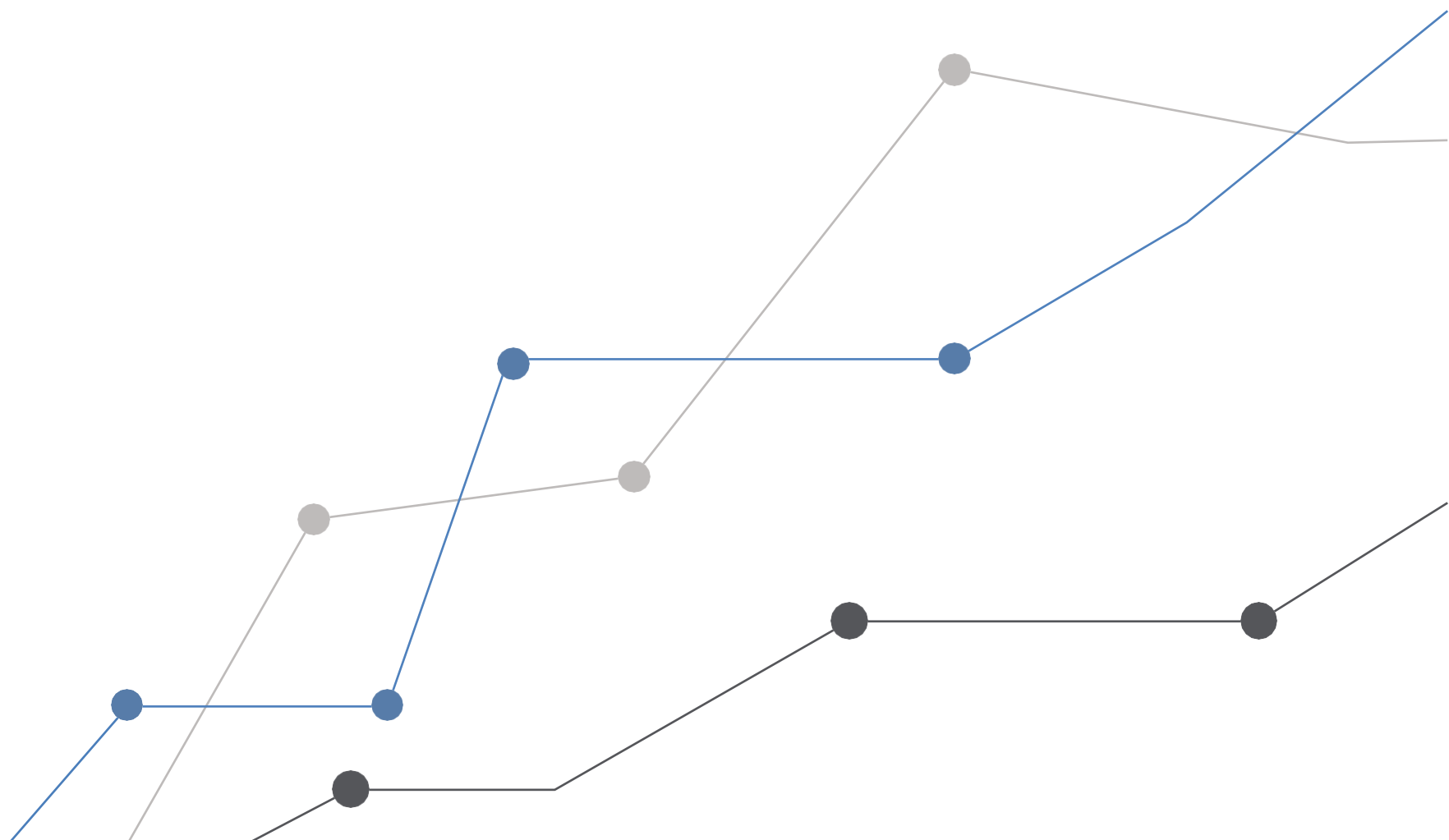
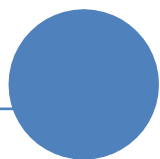
Structure du compte capital de la nation aux prix courants

(En %)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Ressources																						
Epargne nationale brute	100,0	99,9	100,1	100,1	100,0	100,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Transferts nets en capital	0,0	0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des ressources	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Emplois																						
FBCF	95,4	95,9	107,3	81,6	85,6	80,5	83,4	88,0	87,1	95,1	101,0	106,5	103,2	112,9	127,8	114,2	112,7	98,5	105,5	98,5	88,1	107,4
Variation des stocks	10,1	7,5	-2,5	5,6	2,9	9,6	11,1	5,5	5,2	5,1	13,7	11,4	11,5	15,3	9,5	14,4	10,1	8,4	9,6	14,4	5,7	11,8
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-5,4	-3,4	-4,8	12,9	11,6	9,9	5,5	6,4	7,7	-0,2	-14,7	-17,9	-14,7	-28,2	-37,3	-28,6	-22,9	-6,9	-15,0	-12,9	6,2	-19,2
Total des emplois	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement en % du PIB	-1,4	-0,8	-1,2	4,1	3,6	3,2	1,8	2,1	2,6	-0,1	-5,0	-5,3	-4,4	-7,9	-9,5	-7,7	-6,1	-2,0	-4,3	-3,7	2,0	-5,5

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.



Echanges Extérieurs



Variation annuelle des importations ⁽¹⁾ selon les principaux produits (en valeur)

(En %)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Alimentations, boissons et tabacs	8,5	8,9	23,1	8,2	-1,5	-24,5	19,0	14,8	-1,3	73,4	19,2	-24,0	20,2	33,4	7,7	-14,1	16,5	-14,8	25,2	-4,7	11,1	4,8
Dont : Produits laitiers	6,1	-8,0	34,4	44,9	0,0	-9,1	6,9	23,4	0,2	45,1	28,7	-29,9	31,4	12,8	0,5	10,6	23,1	-39,5	1,2	31,0	16,5	3,9
Thé	1,9	0,8	4,1	-9,3	-4,6	-4,8	6,1	16,0	4,2	1,6	-1,7	11,2	8,0	50,1	2,4	10,6	-0,3	20,7	2,0	9,4	1,4	10,4
Blé	-3,9	20,7	43,7	12,9	-6,0	-36,9	34,5	-15,9	-25,6	204,5	32,1	-55,9	34,9	57,3	3,7	-31,9	55,1	-32,9	49,4	-34,7	11,9	-1,2
Sucre	11,6	2,6	10,3	5,2	3,7	-31,2	-0,2	21,7	72,6	-14,3	13,0	53,2	-3,2	46,0	5,8	-27,2	-22,4	16,7	37,7	7,0	5,1	9,7
Energie et lubrifiants	7,4	4,9	66,6	1,5	-8,2	5,0	23,8	50,7	13,7	20,2	34,7	-25,6	26,5	31,9	18,0	-4,1	-9,3	-28,5	-17,7	27,4	19,5	2,6
Dont : pétrole brute	2,5	5,3	64,5	-1,5	-11,2	-28,3	57,6	64,7	5,1	4,3	16,9	-44,1	46,2	25,2	19,7	-3,1	-22,4	-61,3			14,4	-10,4
Huile de pétrole et lubrifiants	5,0	-2,5	2,8	14,9	335,3	116,8	-24,2	-0,7	23,2	28,4	13,7	-9,7	-9,3	8,4	4,8	-21,7	175,2	47,2	34,1	26,5	38,1	19,0
Produits bruts	7,1	-0,2	7,9	-2,2	13,7	13,9	6,1	11,3	5,6	24,8	68,5	-48,4	15,6	41,6	2,0	-22,4	12,3	3,5	-14,0	16,1	9,9	2,7
D'origine animale et végétale	9,4	0,5	3,8	0,4	14,4	10,2	4,1	7,3	8,7	23,4	15,2	-17,5	3,0	21,9	-3,0	-11,5	5,2	-3,5	2,2	11,5	8,8	1,7
D'origine minérale	2,4	-2,2	19,7	-8,9	11,8	24,4	11,1	20,9	-0,9	28,2	188,4	-76,2	54,8	82,7	8,9	-35,9	24,5	13,7	-33,7	24,9	12,6	4,7
Demi-produits	7,7	3,5	11,5	9,1	7,2	8,3	18,7	11,6	22,3	19,8	17,4	-23,6	17,3	21,8	0,8	4,5	2,0	4,5	6,5	4,4	13,4	4,8
Biens finis d'équipement	8,3	8,5	3,5	-15,6	13,3	11,9	18,2	11,2	18,2	20,2	25,6	-8,1	0,7	1,7	2,2	9,4	-2,3	9,9	27,0	4,8	9,5	6,6
Agricole	12,5	-2,2	-4,1	22,0	14,6	0,6	22,4	8,7	58,2	30,9	32,7	-12,1	-37,2	-9,9	-4,0	26,5	-7,8	5,9	-19,1	20,0	17,8	-2,7
Industriel	8,1	8,9	3,7	-16,5	13,3	12,3	18,1	11,3	16,8	19,7	25,2	-7,9	2,6	2,1	2,3	9,0	-2,2	10,0	28,2	4,5	9,2	6,9
Biens finis de consommation	14,9	11,7	4,8	12,4	4,1	5,1	7,2	6,5	11,1	19,1	10,7	-0,9	5,6	12,2	12,0	3,1	12,5	2,4	20,1	2,0	8,7	7,8
Importations totales	8,9	6,8	15,7	1,8	4,4	4,4	15,8	17,1	14,2	24,1	24,8	-19,0	12,9	20,1	8,2	-0,8	2,0	-4,9	10,3	6,5	11,9	5,3

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes

(1) Importations globales y compris les admissions temporaires

Structure des importations selon les principaux produits (en valeur)

(En %)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Alimentations, boissons et tabacs	10,0	12,1	11,6	12,3	11,6	8,4	8,6	8,5	7,3	10,2	9,8	9,2	9,8	10,8	10,8	9,4	10,7	9,6	10,9	9,7	9,6	10,1
Dont : Produits laitiers	1,0	0,7	0,6	0,8	0,8	0,7	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Thé	0,9	0,7	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
Blé	3,0	4,1	4,5	5,0	4,5	2,7	3,1	2,3	1,5	3,6	3,8	2,1	2,5	3,3	3,1	2,1	3,3	2,3	3,1	1,9	3,2	2,7
Sucre	1,2	1,5	1,2	1,2	1,2	0,8	0,7	0,7	1,1	0,8	0,7	1,3	1,1	1,3	1,3	1,0	0,7	0,9	1,1	1,1	0,9	1,1
Energie et lubrifiants	13,7	11,9	17,7	17,6	15,5	15,6	16,7	21,4	21,3	20,7	22,3	20,5	23,0	25,3	27,6	26,7	23,7	17,8	13,3	15,9	18,8	21,4
Dont : pétrole brute	10,6	7,9	12,0	11,6	9,9	6,8	9,2	13,0	12,0	10,0	9,4	6,5	8,4	8,8	9,7	9,5	7,2	2,9	0,0	0,0	10,6	6,0
Huile de pétrole et lubrifiants	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,7	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,3	0,3	0,7	1,1	1,3	1,6	0,4	0,7	
Produits bruts	10,1	8,7	6,6	6,3	6,9	7,5	6,9	6,5	6,0	6,1	8,2	5,2	5,3	6,3	5,9	4,6	5,1	5,6	4,3	4,7	6,5	5,5
D'origine animale et végétale	6,2	6,2	4,7	4,7	5,1	5,4	4,8	4,4	4,2	4,2	3,9	3,9	3,6	3,7	3,3	2,9	3,0	3,1	2,8	3,0	4,6	3,3
D'origine minérale	3,9	2,4	1,8	1,6	1,8	2,1	2,0	2,1	1,8	1,9	4,3	1,3	1,7	2,6	2,7	1,7	2,1	2,5	1,5	1,8	1,9	2,2
Demi-produits	23,4	22,6	19,8	21,3	21,8	22,6	23,2	22,1	23,7	22,9	21,5	20,3	21,1	21,4	19,9	21,0	21,0	23,1	22,3	21,9	22,4	21,4
Biens finis d'équipement	25,0	22,9	23,5	19,5	21,2	22,7	23,1	22,0	22,7	22,0	22,2	25,2	22,4	19,0	18,0	19,8	19,0	21,9	25,2	24,8	22,1	21,7
Agricole	0,9	0,8	0,6	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7	1,0	1,1	1,1	1,2	0,7	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	0,4	0,5	0,8	0,6
Industriel	24,2	22,1	22,9	18,8	20,4	21,9	22,4	21,2	21,7	21,0	21,0	23,9	21,8	18,5	17,5	19,2	18,5	21,4	24,8	24,4	21,3	21,1
Biens finis de consommation	17,7	21,8	20,8	22,9	22,9	23,0	21,3	19,4	18,8	18,1	16,0	19,7	18,4	17,2	17,8	18,5	20,4	22,0	23,9	22,9	20,4	19,9

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes

Variation des importations du Maroc selon les principaux partenaires (en valeur)

(En %)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
France	8,9	7,0	7,9	-4,8	-4,5	4,6	4,2	14,9	10,9	12,0	17,6	-16,1	12,9	9,9	-5,8	4,0	-2,3	-5,5	18,0	-4,6	5,4	2,2
Espagne	9,5	11,1	2,7	-1,4	27,2	11,3	14,1	11,4	12,5	20,5	25,3	-11,8	-1,7	24,2	29,8	1,6	4,7	-1,0	19,7	14,9	12,0	9,8
Italie	10,1	2,6	3,1	11,1	17,2	28,1	6,4	7,7	19,8	25,5	30,2	-20,5	2,5	4,7	2,2	8,3	-4,9	3,0	10,8	13,9	14,5	4,3
Allemagne	12,1	2,3	-6,6	7,4	7,7	2,3	31,8	-5,0	10,5	31,7	17,8	-5,3	-4,8	16,8	15,5	-0,9	11,7	5,5	15,9	5,7	9,2	7,4
Union Européenne (28 pays)	9,8	8,2	10,0	-4,5	9,5	8,3	9,0	9,9	14,1	23,5	22,4	-18,3	6,1	16,2	7,7	5,1	4,3	-1,1	15,1	8,7	9,7	6,0
Royaume-Uni	10,1	2,6	32,1	-10,1	-5,6	-16,5	-2,6	-20,9	5,8	62,9	27,1	-46,9	31,7	13,5	18,2	-13,0	-5,4	14,1	-1,8	26,7	2,7	3,4
U.S.A	12,7	3,5	-1,3	-32,6	21,8	-1,8	17,9	-6,1	55,5	62,7	7,7	10,0	14,7	38,1	-14,8	17,4	-7,2	-11,9	9,6	15,1	10,5	6,8
Chine			17,6	10,5	19,3	24,1	41,8	42,4	17,8	36,8	22,4	11,2	21,3	-6,7	9,8	3,7	11,2	4,0	21,6	6,0	25,8	10,1
Turquie			-11,9	19,6	30,4	21,6	60,3	10,5	54,3	26,2	20,0	-30,7	11,6	47,0	3,8	23,0	19,8	9,5	14,7	6,1	24,5	10,8

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes

Structure des importations du Maroc selon les principaux partenaires (en valeur)

(En %)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
France	25,5	25,3	24,0	22,5	20,6	20,6	18,5	18,2	17,6	15,9	15,0	15,6	15,6	14,3	12,4	13,1	12,5	12,4	13,3	11,9	19,1	13,4
Espagne	9,1	9,8	9,9	9,6	11,6	12,4	12,2	11,6	11,5	11,1	11,2	12,2	10,6	11,0	13,2	13,6	13,8	14,4	15,6	16,9	11,3	13,5
Italie	6,4	5,9	4,7	5,2	5,8	7,1	6,6	6,0	6,3	6,4	6,7	6,5	6,0	5,2	4,9	5,4	5,0	5,4	5,4	5,8	6,1	5,6
Allemagne	6,7	6,5	4,9	5,1	5,3	5,2	5,9	4,8	4,7	4,9	4,7	5,5	4,6	4,5	4,8	4,8	5,2	5,8	6,1	6,0	5,1	5,2
Union Européenne (28 pays)	58,5	59,4	59,1	55,4	58,1	60,3	56,7	53,2	53,2	52,9	51,9	52,4	49,2	47,6	47,4	50,6	51,4	53,4	55,7	56,9	55,5	51,8
Royaume-Uni	6,4	5,9	6,2	5,4	4,9	3,9	3,3	2,2	2,1	2,7	2,8	1,8	2,1	2,0	2,2	1,9	1,8	2,1	1,9	2,3	3,5	2,1
U.S.A	6,8	6,2	5,6	3,7	4,3	4,1	4,1	3,3	4,5	5,9	5,1	6,9	7,0	8,1	6,4	7,6	6,9	6,4	6,3	6,8	4,5	6,8
Chine			2,3	2,5	2,9	3,4	4,2	5,1	5,3	5,8	5,7	7,8	8,4	6,5	6,6	7,0	7,5	8,2	9,1	9,0	4,3	7,6
Turquie			0,9	1,0	1,3	1,5	2,0	1,9	2,6	2,7	2,5	2,2	2,2	2,6	2,5	3,2	3,7	4,2	4,4	4,4	1,9	3,3
Iraq			4,1	3,7	2,3	0,0	0,4	0,3	0,0	0,0	1,1	2,0	2,0	2,6	2,6	3,0	1,8	1,0	0,0	0,0	1,1	1,6
Région MENA			15,5	14,7	14,2	9,4	10,4	14,1	15,5	13,6	15,5	11,8	14,1	15,3	15,0	14,9	13,4	9,3	7,0	6,4	13,5	12,0
Afrique Susaharienne			1,8	2,2	2,2	1,8	1,8	1,9	1,7	1,7	1,3	1,0	1,5	1,1	0,9	0,8	0,7	1,4	0,9	0,7	1,8	1,0
Amérique du Sud			3,2	4,2	4,1	4,3	4,9	4,2	4,0	4,1	4,4	4,5	4,3	4,6	4,5	3,6	3,7	3,7	3,7	4,2	4,1	4,1

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes

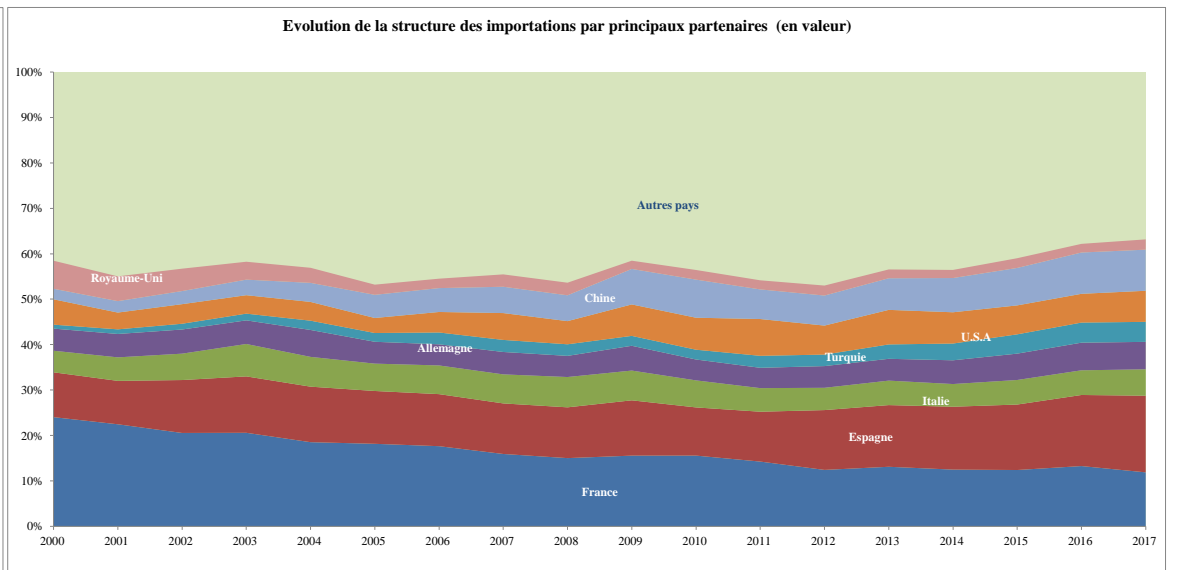
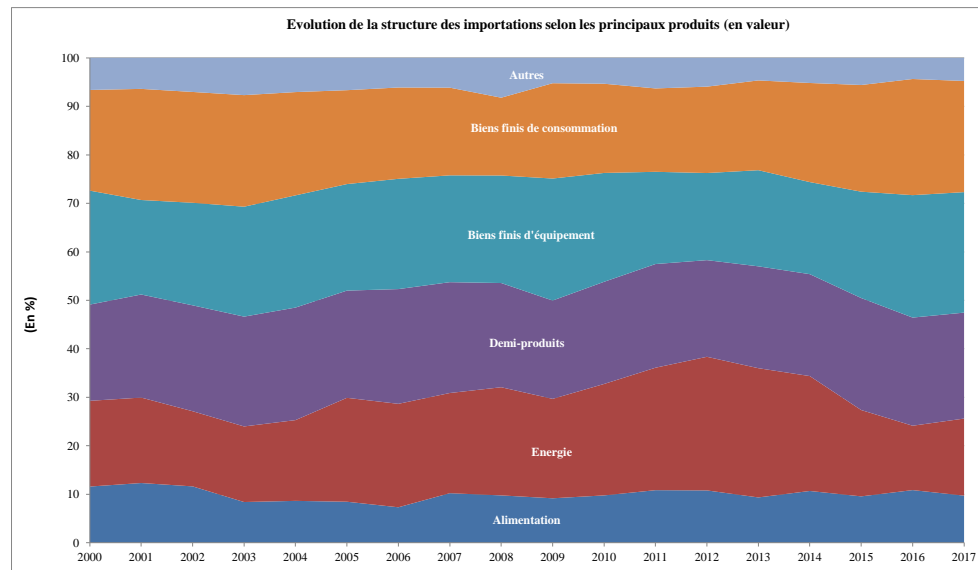


Tableau de bord annuel de l'économie marocaine : Echanges extérieurs

Variation annuelle des exportations ⁽¹⁾ selon les principaux produits (en valeur)

(En %)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Alimentations, boissons et tabacs	7,7	7,0	12,8	-0,4	8,8	-3,8	-10,8	24,7	9,0	14,1	8,4	-3,8	6,4	6,9	5,1	11,8	6,3	15,8	10,2	7,8	6,3	7,4
Dont : Produits de la mer (2)	10,4	4,3	40,0	-9,0	8,5	-10,0	-21,5	29,3	13,3	6,3	10,4	-6,2	0,6	-1,0	18,0	5,0	2,9	14,0	10,2	5,8	5,4	5,7
Agrumes	3,5	13,6	-21,6	1,6	2,7	8,7	-4,0	35,6	-5,4	5,3	6,9	-22,1	27,8	23,7	-30,3	16,8	-2,7	21,2	-6,7	4,8	1,8	2,1
Énergie et lubrifiants	1,0	20,9	44,8	18,2	-28,9	-63,4	98,2	34,2	-10,7	33,0	19,6	-21,6	-39,6	186,9	63,0	23,1	-28,4	-53,0	-39,0	21,2	4,4	-2,1
Dont : Huile de pétrole et lubrifiants	3,6	-13,8	-15,4	91,4	-5,8	-13,7	38,6	45,2	22,8	6,8	56,3	-45,6	42,8	178,6	59,5	6,6	-23,0	-43,5	-40,3	28,9	16,9	6,8
Produits bruts	-3,6	7,3	-3,7	-5,1	4,9	-6,6	23,5	21,9	14,6	6,6	85,3	-58,9	85,4	25,9	-3,0	-19,6	-1,3	18,3	-16,8	19,0	6,4	4,8
D'origine animale et végétale	1,9	4,5	-4,2	-20,1	22,9	16,2	29,6	31,1	-5,5	-18,9	-7,9	-0,1	58,1	-10,5	-3,5	-13,4	23,5	37,2	-1,1	11,7	4,5	7,4
D'origine minérale	-5,3	8,3	-3,6	-0,6	0,5	-13,4	21,0	18,0	24,1	15,8	108,9	-65,5	94,2	35,4	-2,9	-20,7	-6,0	13,5	-21,5	21,7	7,0	4,0
Dont : Phosphates	-9,5	12,2	-7,5	2,1	-5,0	-13,4	7,5	23,2	10,6	19,8	190,6	-74,8	101,7	40,4	1,7	-29,1	-9,8	21,7	-25,7	12,9	4,0	3,2
Demi-produits	10,8	4,7	24,7	1,1	14,0	-0,9	17,8	14,4	13,2	13,1	52,9	-48,9	65,0	24,3	-2,2	-14,4	7,3	2,5	-6,0	12,1	11,9	4,5
Dont : Engrais naturels et chimiques	-1,3	4,5	10,4	15,1	-7,5	-2,6	7,6	3,1	19,2	53,0	52,4	-48,7	134,0	42,5	11,6	-22,6	7,0	5,9	14,6	19,9	11,0	13,4
Acide phosphorique	22,0	8,0	-7,1	-5,4	1,0	-5,3	30,1	20,9	3,3	14,9	151,7	-64,7	70,8	24,4	-14,3	-17,8	6,0	25,8	-30,6	-4,7	5,8	1,6
Produits finis d'équipement	13,6	19,2	-29,1	-6,6	24,0	15,8	2,5	36,9	29,1	33,5	8,0	-5,4	44,3	10,0	3,8	9,8	12,1	15,4	6,1	14,3	11,0	11,2
Dont : Agricole	7,3	25,5	-22,6	-3,7	47,7	2,2	17,5	66,1	-20,7	31,2	18,5	33,4	-14,5	2,7	18,5	25,3	-8,9	5,4	76,0	21,0	10,9	15,5
Industriel	13,6	19,2	-29,1	-6,7	24,0	15,8	2,4	36,9	29,3	33,5	7,9	-5,5	44,5	10,0	3,8	9,8	12,2	15,4	5,9	14,3	11,0	11,2
Produits finis de consommation	15,2	6,9	4,6	5,7	3,4	-1,3	-0,9	-1,0	11,3	3,8	-6,6	-3,2	7,1	11,6	17,0	9,3	18,0	9,4	13,2	6,6	3,1	8,0
Vêtements confectionnés	18,8	6,6	1,9	5,0	-0,5	1,3	0,4	-3,5	15,6	-0,8	-7,2	-6,4	0,1	2,2	5,9	-2,4	5,8	0,2	8,7	6,1	2,3	1,2
Exportations totales	9,3	7,6	7,1	2,2	6,9	-2,9	4,7	13,5	12,8	12,1	24,1	-27,4	32,4	17,0	5,7	0,3	8,3	8,6	3,5	10,1	6,9	7,1

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes

(1) Exportations globales y compris les admissions temporaires

(2) Les produits de la mer comprennent: Poissons frais, salés, séchés ou fumés, Poissons vivants, Crustacés, mollusques et coquillages et les Préparations et conserves de poissons et crustacés.

1,8

Structure des exportations selon les principaux produits (en valeur)

(En %)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Alimentations, boissons et tabacs	21,2	20,7	21,3	20,7	21,1	20,9	17,8	19,6	18,9	19,2	16,8	22,3	17,9	16,4	16,3	18,2	17,8	19,0	20,2	19,8	19,8	18,4
Dont : Produits de la mer	11,3	10,5	13,0	11,6	11,8	10,9	8,2	9,3	9,4	8,9	7,9	10,2	7,8	6,6	7,3	7,7	7,3	7,7	8,2	7,8	10,2	7,8
Agrumes	3,3	3,7	2,6	2,6	2,5	2,8	2,6	3,1	2,6	2,4	2,1	2,2	2,1	2,3	1,5	1,7	1,6	1,7	1,6	1,5	2,6	1,8
Énergie et lubrifiants	2,2	1,6	3,7	4,2	2,8	1,1	2,0	2,4	1,9	2,2	2,2	2,3	1,1	2,6	4,0	4,9	3,3	1,4	0,8	0,9	2,5	2,3
Dont : Huile de pétrole et lubrifiants	2,0	0,8	0,4	0,7	0,6	0,5	0,7	0,9	1,0	0,9	1,2	0,9	0,9	2,3	3,4	3,6	2,6	1,3	0,8	0,9	0,7	1,8
Produits bruts	11,7	10,7	9,5	8,8	8,7	8,4	9,9	10,6	10,7	10,2	15,3	8,6	12,1	13,0	11,9	9,6	8,7	9,5	7,6	8,2	9,7	10,2
D'origine animale et végétale	2,8	2,6	2,2	1,7	2,0	2,4	2,9	3,4	2,9	2,1	1,5	2,1	2,5	1,9	1,8	1,5	1,7	2,2	2,1	2,1	2,5	2,0
D'origine minérale	8,9	8,1	7,3	7,1	6,7	6,0	6,9	7,2	7,9	8,2	13,7	6,5	9,6	11,1	10,2	8,1	7,0	7,3	5,5	6,1	7,2	8,3
Dont : Phosphates	6,3	5,6	5,2	5,2	4,7	4,1	4,3	4,6	4,5	4,8	11,4	3,9	6,0	7,2	6,9	4,9	4,1	4,6	3,3	3,4	4,7	5,4
Demi-produits	22,0	20,7	21,7	21,4	22,9	23,3	26,3	26,5	26,6	26,8	33,0	23,3	29,0	30,8	28,5	24,4	24,1	22,8	20,7	21,1	24,7	25,3
Dont : Engrais naturels et chimiques	6,5	4,9	4,4	4,9	4,2	4,3	4,4	4,0	4,2	5,7	7,0	5,0	8,8	10,7	11,3	8,7	8,6	8,4	9,3	10,1	4,5	9,0
Acide phosphorique	7,6	7,7	6,8	6,3	6,0	5,8	7,2	7,7	7,0	7,2	14,7	7,1	9,2	9,8	7,9	6,5	6,4	7,4	4,9	4,3	6,8	7,5
Produits finis d'équipement	4,8	7,4	6,1	5,6	6,5	7,7	7,6	9,1	10,4	12,4	10,8	14,1	15,4	14,5	14,2	15,6	16,1	17,1	17,6	18,2	8,5	15,7
Industriel	4,8	7,4	6,1	5,6	6,5	7,7	7,5	9,1	10,4	12,4	10,8	14,1	15,4	14,4	14,2	15,5	16,1	17,1	17,5	18,2	8,5	15,6
Produits finis de consommation	38,1	38,7	37,7	39,0	37,7	38,4	36,3	31,7	31,3	29,0	21,8	29,1	23,5	22,5	24,9	27,1	29,6	29,8	32,6	31,6	34,6	27,7
Dont : Vêtements confectionnés	21,2	22,5	22,4	23,0	21,4	22,3	21,4	18,2	18,7	16,5	12,4	15,9	12,1	10,5	10,6	10,3	10,0	9,3	9,7	9,4	20,2	10,7
Articles de bonneterie	9,0	10,3	9,6	9,4	9,2	9,6	8,7	6,9	6,4	6,3	4,3	5,7	4,7	4,4	4,4	3,9	3,7	3,2	3,3	3,0	8,0	3,9

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes

Variation des exportations du Maroc par destination (en valeur)

(Evolution annuelle en %)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
France	12,2	7,4	0,3	-0,8	11,1	-1,4	2,9	1,0	9,0	7,8	-10,5	-10,4	19,3	9,8	7,6	0,6	3,8	7,9	7,7	17,9	3,6	4,9
Espagne	11,5	10,7	29,9	15,6	14,4	10,7	2,6	29,2	14,0	13,0	9,0	-15,4	7,3	26,3	-4,9	15,9	24,6	11,8	7,8	11,2	15,9	8,7
Italie	7,0	5,9	50,4	-17,8	1,2	-7,6	-5,1	21,0	12,6	16,0	12,0	-27,2	27,2	9,2	-7,6	4,4	21,3	10,8	8,9	10,4	7,1	5,9
Allemagne	10,5	4,5	-6,5	-3,1	-5,0	-8,4	-9,0	5,8	7,7	8,3	8,9	-5,2	22,4	6,7	13,1	-9,2	11,5	-2,6	10,9	13,3	-1,5	6,6
Grande Bretagne	16,8	8,5	15,7	-12,1	2,8	-10,6	9,8	-6,3	9,2	-7,0	-16,3	-29,6	15,3	12,6	10,1	-5,3	17,7	0,3	9,3	-10,6	-0,3	-0,8
Union Européenne (28 pays)	7,2	6,7	9,2	-1,0	8,4	0,1	2,2	12,0	11,9	9,9	2,4	-19,4	20,0	14,8	2,1	7,2	12,9	9,3	5,7	12,5	6,5	6,2
U.S.A	16,9	11,5	7,3	16,1	-15,0	-11,7	45,7	-25,9	-11,1	32,9	103,2	-41,5	58,4	40,9	-0,8	-8,7	-0,1	7,0	1,3	25,5	2,2	12,6
Japon	13,6	1,7	12,3	-20,4	28,5	-46,4	-60,9	56,5	-11,7	46,9	35,6	-25,5	-15,9	11,5	43,5	30,1	-21,2	-12,3	15,4	4,3	-8,5	3,9

Structure des exportations du Maroc par destination (en valeur)

	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
France	35,3	34,4	33,5	32,5	33,8	34,3	33,7	30,0	29,0	27,9	20,2	24,9	22,4	21,1	21,4	21,5	20,6	20,5	21,3	22,9	31,5	21,6
Espagne	9,1	10,1	13,0	14,7	15,7	17,9	17,6	20,0	20,2	20,4	17,9	20,9	16,9	18,3	16,4	19,0	21,9	22,5	23,5	23,7	17,8	20,4
Italie	5,7	5,5	7,1	5,7	5,4	5,2	4,7	5,0	5,0	5,2	4,7	4,7	4,5	4,2	3,7	3,8	4,3	4,4	4,6	4,6	5,4	4,3
Allemagne	6,4	6,3	5,0	4,7	4,2	3,9	3,4	3,2	3,1	3,0	2,6	3,4	3,1	2,9	3,1	2,8	2,8	2,6	2,7	2,8	3,7	2,8
Royaume-Uni	7,0	9,3	9,6	8,3	7,9	7,3	7,7	6,3	6,1	5,1	3,4	3,3	2,9	2,8	2,9	2,7	3,0	2,8	2,9	2,4	7,1	2,9
Union Européenne (28 pays)	74,8	75,9	75,8	73,5	74,5	76,9	75,1	74,1	73,5	72,1	59,5	66,1	59,9	58,8	56,8	60,8	63,3	63,7	65,1	66,5	74,3	62,2
U.S.A	2,6	2,9	3,4	3,9	3,1	2,8	3,9	2,6	2,0	2,4	3,9	3,1	3,8	4,5	4,3	3,9	3,6	3,5	3,5	3,9	2,9	3,8
Japon	4,2	4,2	3,8	3,0	3,6	2,0	0,7	1,0	0,8	1,0	1,1	1,2	0,7	0,7	1,0	1,3	0,9	0,7	0,8	0,8	1,9	0,5
Région MENA			3,8	4,2	3,8	3,5	3,4	3,6	3,8	3,4	3,8	4,7	5,0	3,6	5,0	4,0	3,9	4,6	5,1	3,8	3,7	4,3
Afrique Susaharienne			1,8	2,2	2,6	2,7	2,6	3,0	3,2	3,4	3,5	4,7	4,8	4,4	6,9	6,4	6,6	7,0	6,9	7,2	2,8	6,0
Afrique du Sud			1,7	2,2	2,9	2,9	3,6	3,4	3,5	4,5	6,3	2,9	5,6	6,6	7,4	6,8	5,5	3,9	3,8	4,3	3,2	5,3

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes

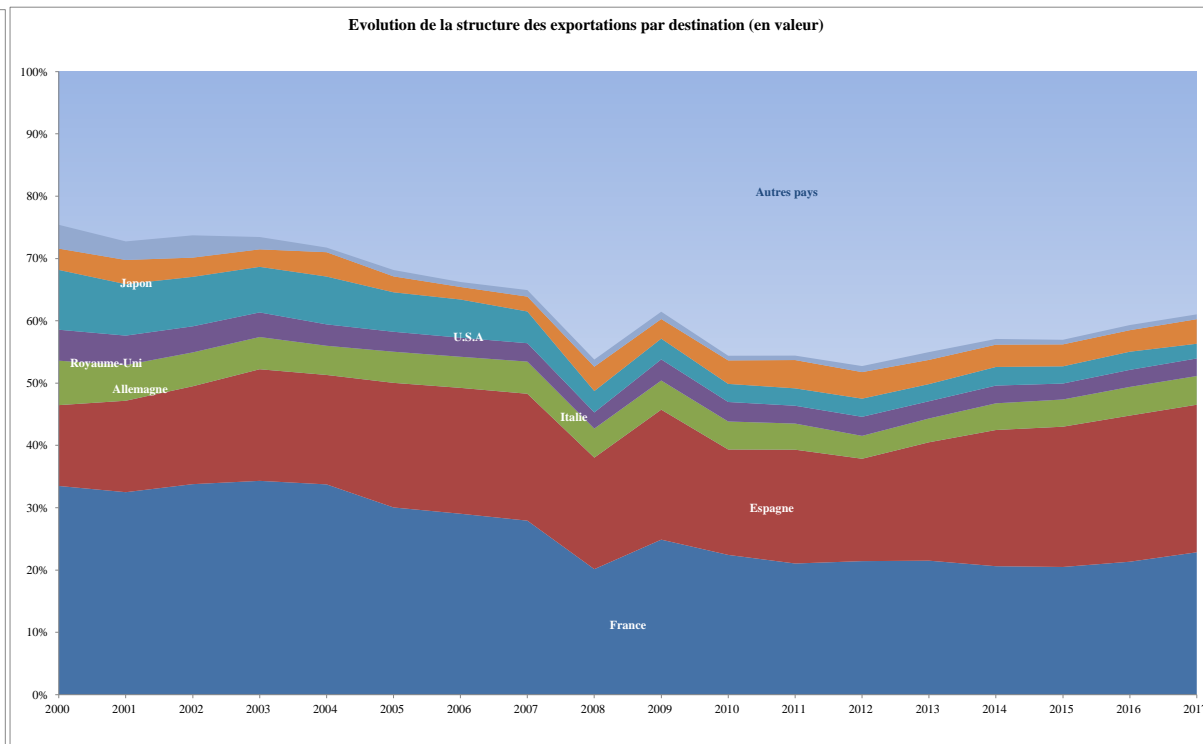
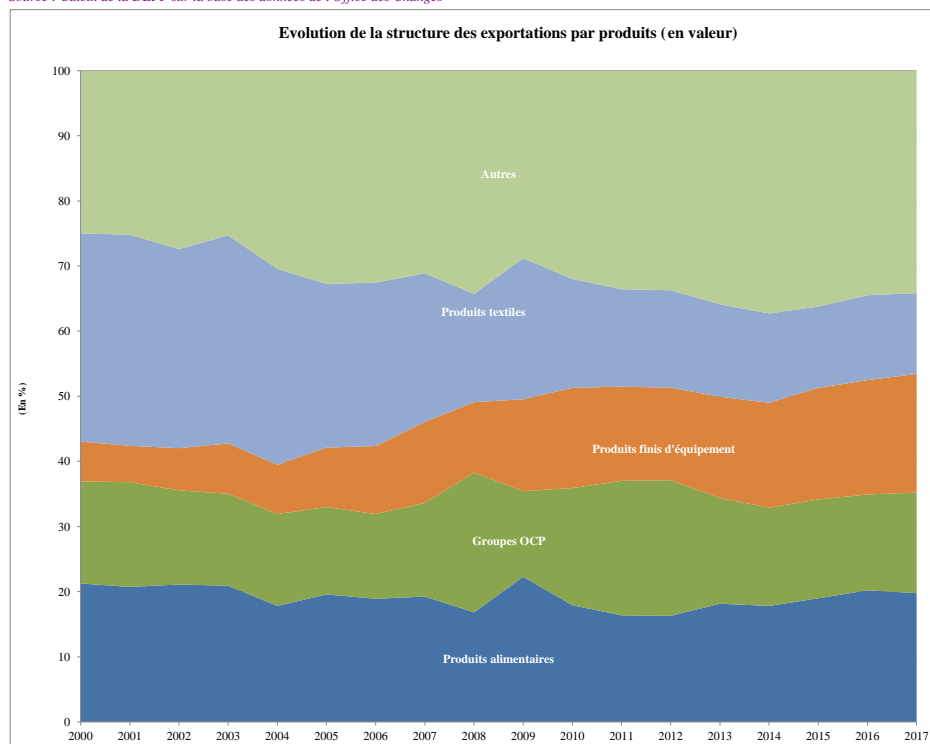


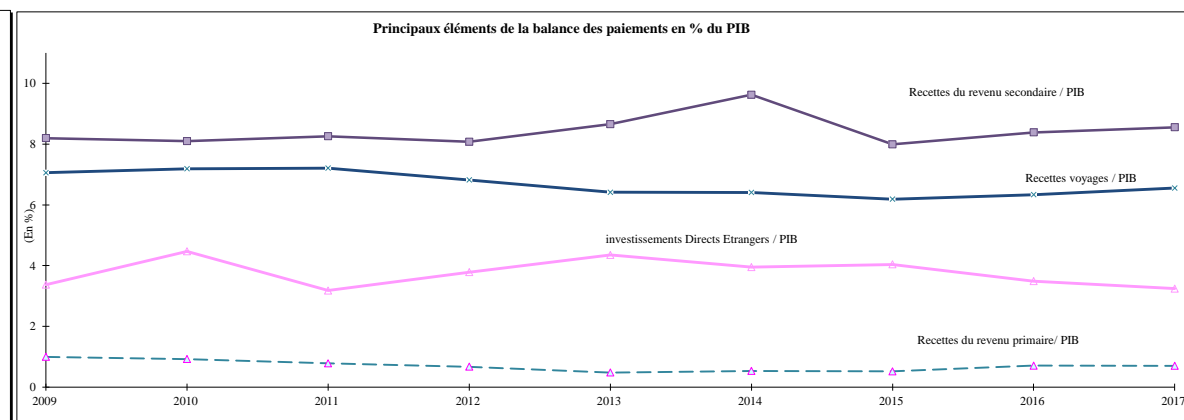
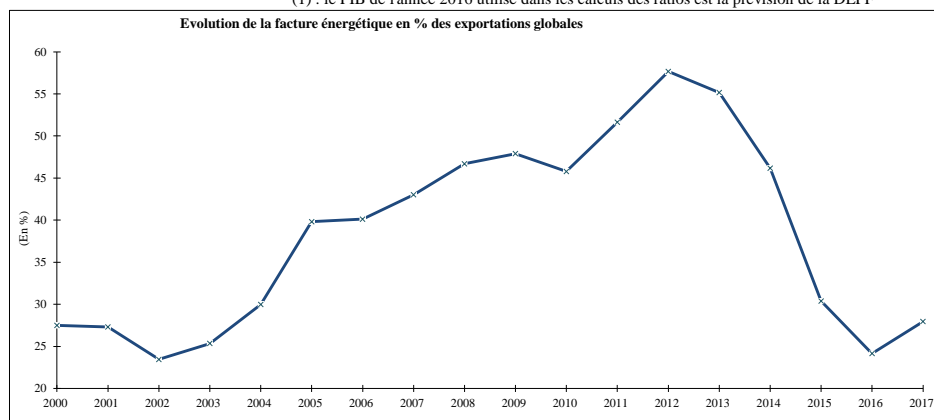
Tableau de bord annuel de l'économie marocaine : Echanges extérieurs

Principaux indicateurs du commerce extérieur

En %	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Taux de couverture																						
Balance commerciale globale	65,8	70,5	64,3	64,6	66,1	61,5	55,6	53,8	53,2	48,0	47,8	42,8	50,2	48,9	47,8	48,3	51,3	58,6	55,0	56,8	56,8	51,2
Balance commerciale hors énergie	74,6	78,8	75,3	75,1	76,0	72,1	65,3	66,9	66,3	59,2	60,2	52,6	64,5	63,7	63,3	62,6	65,1	70,3	62,8	66,9	68,2	63,6
Balance commerciale alimentaire	139,6	121,1	117,9	108,6	120,0	152,9	114,6	124,5	137,4	90,4	82,2	104,0	92,1	73,8	72,1	93,8	85,5	116,2	102,2	115,5	117,2	93,5
Balance des biens finis d'équipement	12,6	22,9	16,7	18,5	20,2	21,0	18,2	22,4	24,4	27,1	23,3	24,0	34,4	37,2	37,8	37,9	43,5	45,7	38,2	41,7	21,9	36,9
Balance des produits finis de consommation	141,5	125,2	116,9	109,9	109,2	102,5	94,8	88,2	88,3	76,9	64,9	63,4	64,3	63,9	66,7	70,8	74,2	79,3	74,8	78,2	96,0	71,3
Solde commercial/PIB (1)	-8,1	-7,2	-10,6	-9,9	-9,5	-10,5	-13,2	-15,4	-16,3	-21,0	-23,8	-20,2	-18,9	-22,3	-23,8	-22,1	-20,6	-15,6	-18,2	-17,8	-13,8	-20,1
Facture énergétique/PIB(1)	3,3	2,9	5,2	4,9	4,3	4,2	5,0	7,1	7,4	8,3	10,1	7,2	8,7	11,0	12,6	11,4	10,0	6,7	5,4	6,5	6,0	8,8
Facture énergétique en % des exportations	20,9	16,9	27,5	27,3	23,4	25,3	30,0	39,8	40,1	43,0	46,7	47,9	45,8	51,6	57,7	55,2	46,2	30,4	24,2	28,0	33,1	41,9
Importations des biens d'équipement/PIB(1)	5,9	5,6	7,0	5,4	5,9	6,2	6,9	7,3	7,9	8,9	10,1	8,9	8,5	8,3	8,2	8,5	8,0	8,3	10,2	10,2	7,1	8,9

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes

(1) : le PIB de l'année 2016 utilisé dans les calculs des ratios est la prévision de la DEPF



Balance des paiements (1) en % du PIB

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne 09-17
Solde du compte courant	-5,3	-4,4	-7,9	-9,5	-7,9	-5,7	-2,1	-4,2	-3,6	-5,5
Solde des biens	-20,2	-18,4	-21,0	-22,3	-20,5	-18,7	-14,5	-17,1	-16,5	-18,6
Solde des services	8,5	7,8	7,2	7,2	6,0	6,4	6,7	6,6	6,8	7,0
Solde des du revenu primaire	-1,6	-1,6	-2,0	-2,3	-1,5	-2,4	-1,9	-1,6	-1,8	-1,9
Solde des du revenu secondaire	8,0	7,8	7,9	7,8	8,1	9,1	7,6	7,9	8,0	8,0
Variation des recettes des voyages	-4,9	6,8	4,8	-2,2	-0,5	3,0	3,1	5,0	8,5	2,5
Recettes des voyages/PIB	7,1	7,2	7,2	6,8	6,4	6,4	6,2	6,3	6,6	6,7
Recettes du revenu primaire/PIB	1,0	0,9	0,8	0,7	0,5	0,5	0,5	0,7	0,7	0,7
Recettes du revenu secondaire/PIB	8,2	8,1	8,3	8,1	8,7	9,6	8,0	8,4	8,6	8,4
Inv. Directs Étrangers au Maroc/PIB	3,4	4,5	3,2	3,8	4,4	3,9	4,0	3,5	3,2	3,8

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes

(1) Balance des paiements ventilé selon la nomenclature de la 6ème édition du manuel de la Balance des paiements du FMI.

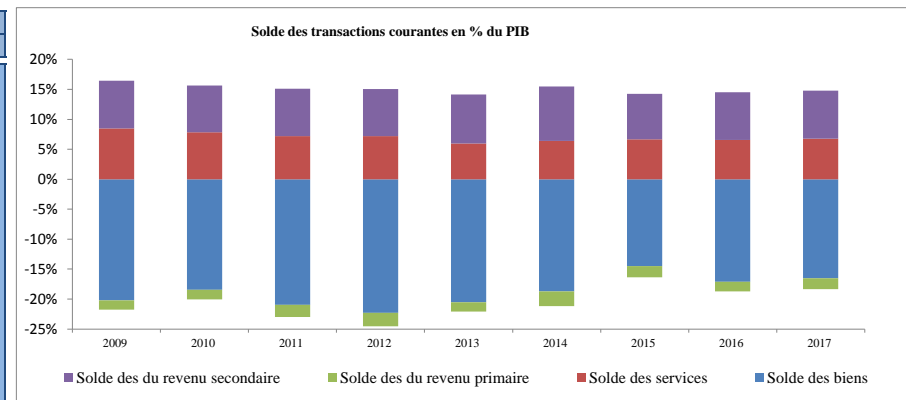
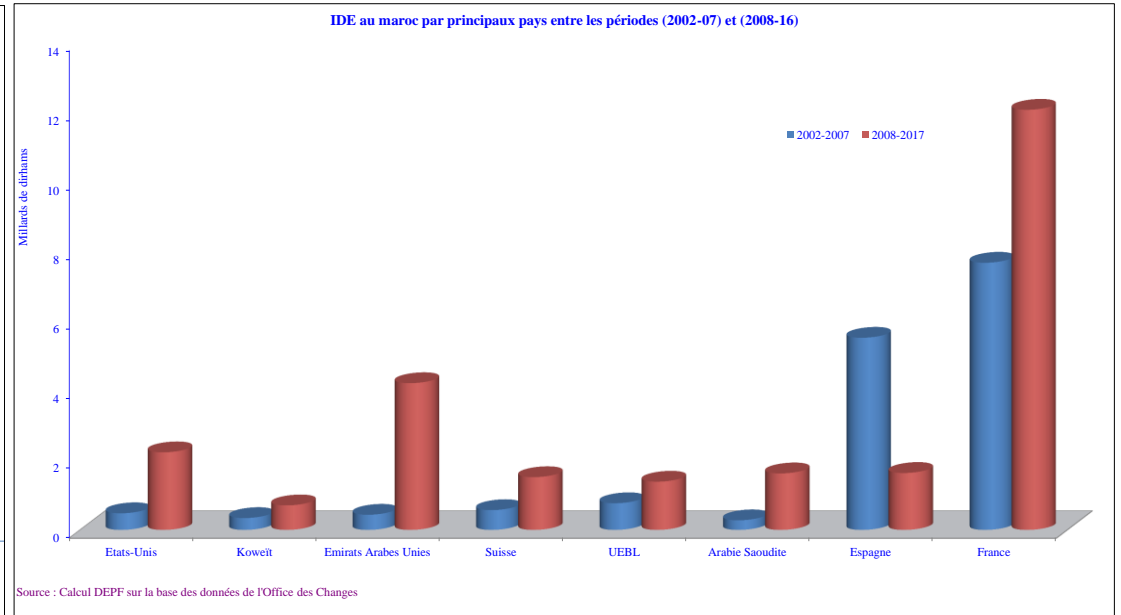
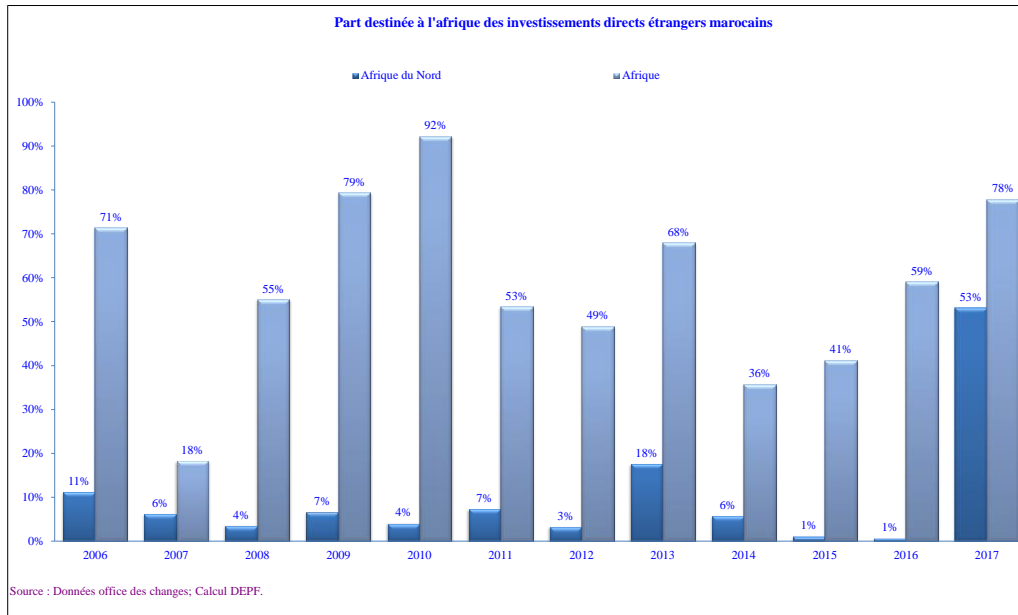


Tableau de bord annuel de l'économie marocaine : Echanges extérieurs

Recettes des investissements étrangers au Maroc par nature

	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Investissements directs Etrangers	2857	7561	4998	32486	5876	23257	9485	26708	26070	37959	27963	25250	35068	26060	32092	39077	36550	39920	35351	34478	20855	33181
Structure des IDE par principaux secteurs d'activité																						
Industrie			18,2	7,0	20,0	80,8	18,9	10,2	34,4	8,7	6,4	10,8	13,6	23,5	25,5	39,2	27,1	21,8	27,4	22,8	24,0	22,6
Banque			13,9	0,5	1,1	0,2	16,1	0,2	5,6	4,8	17,7	25,5	13,0	5,2	5,5	2,5	2,4	2,1	1,8	2,3	3,5	7,0
Immobilier			11,5	2,5	31,1	7,2	21,5	9,1	15,8	20,0	32,7	22,0	20,7	31,2	22,8	19,4	29,5	28,1	31,7	28,2	12,6	26,5
Tourisme			3,7	1,0	7,0	0,8	15,1	11,5	30,0	32,7	20,3	11,4	11,6	9,8	5,2	8,5	9,3	5,9	3,1	2,8	15,5	8,4
Télécommunication			24,6	81,2	7,2	2,7	7,6	57,3	0,1	8,1	0,8	21,2	25,0	1,6	0,2	0,3	0,5	6,5	0,5	1,0	28,6	5,5
Assurances			0,0	0,3	0,0	0,7	1,7	4,3	5,6	0,1	0,7	1,8	0,6	0,6	6,5	0,3	0,4	0,4	0,9	10,8	1,8	2,3
Holding			3,3	0,2	0,2	0,0	0,3	0,8	0,6	2,2	7,9	0,7	2,7	4,5	2,6	4,4	5,2	6,6	4,5	1,6	0,9	4,1
Energie et mines			1,5	0,0	3,1	0,5	3,5	1,4	0,4	7,4	5,6	0,6	2,2	6,9	17,4	5,8	3,9	5,2	1,4	6,3	2,4	5,5
Commerce			13,2	3,4	4,3	2,1	6,5	1,7	4,0	0,9	0,6	0,7	3,5	6,7	4,6	5,8	7,1	6,4	13,2	7,8	3,0	5,9
Structure des IDE par principaux pays																						
France			32,5	85,1	38,3	12,4	50,0	74,3	33,2	37,6	37,7	51,3	58,4	34,3	38,2	36,4	32,3	22,6	31,3	27,3	49,1	36,4
Grande Bretagne			9,8	0,9	6,1	1,1	4,8	1,7	3,6	6,8	4,3	3,9	2,9	3,8	2,4	6,4	5,3	3,9	7,3	5,9	3,5	4,7
Portugal			17,1	4,4	4,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,7	0,2	0,6	0,5	0,3	0,7	1,6	0,4
Etats Unis			5,9	2,2	6,5	2,0	4,7	0,8	3,3	4,1	3,0	2,9	1,8	4,1	5,8	5,1	7,4	10,6	6,6	17,0	3,0	6,7
Emirats Arabes Unies			1,3	0,0	2,0	1,0	3,5	2,7	3,0	10,0	16,9	4,6	7,4	17,8	24,3	7,8	12,4	16,7	10,2	9,9	3,6	12,7
Arabie-Saoudite			2,9	0,3	2,9	0,7	3,7	1,4	1,3	1,7	1,8	1,0	1,7	6,0	3,8	5,0	10,6	5,9	6,6	4,6	1,3	4,9
Espagne			11,3	2,9	6,6	77,8	5,0	5,4	27,6	16,1	9,4	6,1	5,4	6,6	4,9	3,3	4,0	4,9	3,3	3,1	21,1	4,9
Allemagne			3,9	0,8	8,4	0,6	5,0	3,2	3,6	4,3	4,7	2,8	1,9	2,6	1,7	3,4	1,8	5,1	3,2	1,2	3,0	2,9
U.E.B.L			3,4	0,3	4,4	0,8	3,6	1,6	10,0	3,5	3,7	4,0	3,1	5,0	2,3	6,4	3,5	4,0	4,2	5,3	3,2	4,2
Koweït			0,7	0,4	7,3	0,1	0,2	0,8	3,9	4,1	0,4	11,2	3,3	4,1	0,3	0,2	2,6	1,1	0,6	0,4	2,1	2,1
Suisse			2,4	1,0	4,1	1,1	7,1	2,8	3,5	3,5	5,9	4,1	4,4	4,6	3,9	7,1	5,3	4,5	3,5	2,2	2,8	4,6

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes



Recettes des MRE par principaux pays d'accueil

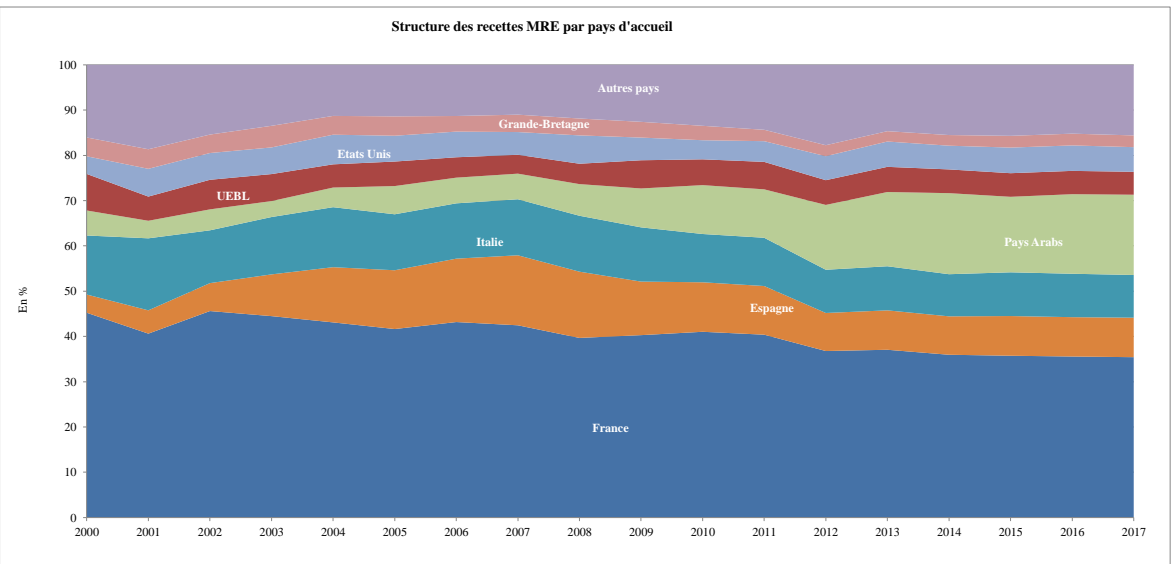
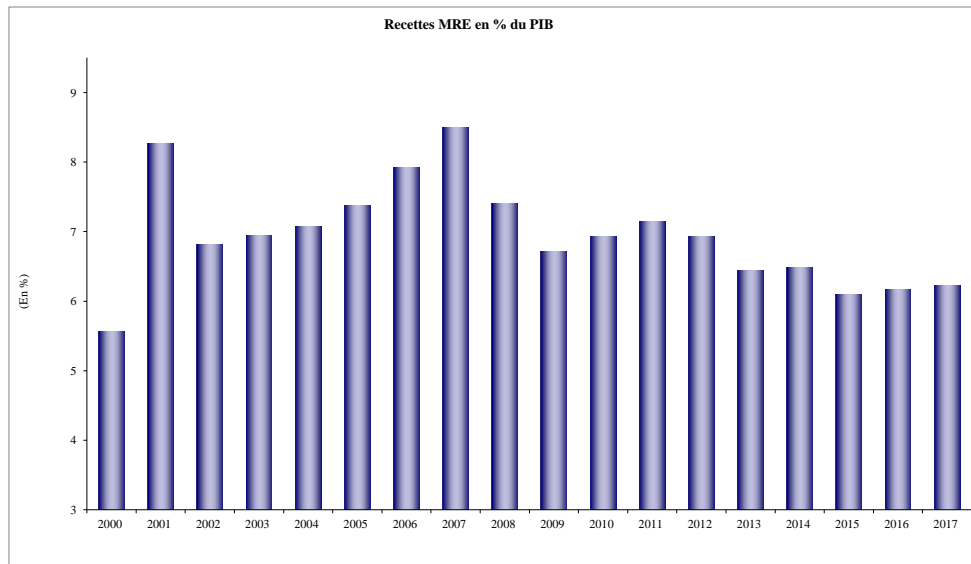
(En millions de DH)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne		
	90-94	95-99																			00-07	08-17	
Recettes des MRE (En millions de DH)	17485	18408	22962	36858	31708	34582	37423	40738	47834	55001	53072	50211	54387	58630	58751	57867	59977	60157	62561	66124	66124	38388	58174
Europe	1633	1431	20497	32822	28077	30971	32947	35383	41896	48461	45279	42527	44751	47967	42277	42180	42446	43197	44652	46190	2606	3839	
France	11159	10516	10386	14974	14462	15385	16131	16961	20655	23353	21058	20228	22314	23680	21610	21443	21565	21498	22253	23420	16538	21907	
Italie	719	1617	2994	5864	3698	4380	4959	5037	5845	6809	6555	6014	5801	6251	5606	5638	5580	5810	5998	6241	4948	5949	
Espagne	217	538	924	1895	1957	3189	4563	5290	6697	8505	7765	5941	5948	6300	4938	5038	5089	5276	5436	5767	4127	5750	
Belgique+Luxembourg	1293	1335	1854	1970	2073	2062	1919	2207	2153	2293	2391	3128	3099	3557	3211	3215	3143	3137	3224	3347	2066	3145	
Amérique du Nord	112	365	986	2378	1982	2186	2655	2619	3080	3192	3727	2941	3131	3637	3931	4099	3967	4208	4341	4453	2385	3800	
Etats Unis	112	313	896	2258	1874	2036	2451	2320	2712	2761	3320	2514	2292	2682	3115	3239	3145	3402	3515	3601	2164	3083	
Pays Arabes	281	155	1268	1428	1466	1220	1624	2539	2713	3110	3709	4315	5872	6271	8413	9490	10740	10034	10994	11721	213	1133	
Emirats Arabes Unis	377	519	558	628	620	525	843	1460	1429	1569	2146	2311	2826	2923	3522	3806	4191	3522	3903	4345	954	3349	
Arabie Saoudite	389	394	573	628	654	560	591	797	859	1029	1094	1278	1825	2140	2843	3202	3664	3921	4299	4696	711	2896	
Recettes MRE en % du PIB	6,1	4,9	5,6	8,3	6,8	6,9	7,1	7,4	7,9	8,5	7,4	6,7	6,9	7,1	6,9	6,4	6,5	6,1	6,2	6,2	7,4	6,6	

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes

Structure des recettes MRE par principaux pays d'accueil

(En %)	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Pays européen	9,3	7,8	89,3	89,1	88,5	89,6	88,0	86,9	87,6	88,1	85,3	84,7	82,3	81,8	72,0	72,9	70,8	71,8	71,4	69,9	88,3	75,9
France	63,8	57,1	45,2	40,6	45,6	44,5	43,1	41,6	43,2	42,5	39,7	40,3	41,0	40,4	36,8	37,1	36,0	35,7	35,6	35,4	43,1	37,7
Italie	4,1	8,8	13,0	15,9	11,7	12,7	13,3	12,4	12,2	12,4	12,4	10,7	10,7	9,5	9,7	9,3	9,7	9,6	9,4	12,9	10,2	
Espagne	1,2	2,9	4,0	5,1	6,2	9,2	12,2	13,0	14,0	15,5	14,6	11,8	10,9	10,7	8,4	8,7	8,5	8,8	8,7	8,7	10,8	9,9
Belgique+Luxembourg	7,4	7,2	8,1	5,3	6,5	6,0	5,1	5,4	4,5	4,2	4,5	6,2	5,7	6,1	5,5	5,6	5,2	5,2	5,2	5,1	5,4	5,4
Amérique du Nord	0,6	2,0	4,3	6,5	6,3	6,3	7,1	6,4	6,4	5,8	7,0	5,9	5,8	6,2	6,7	7,1	6,6	7,0	6,9	6,7	6,2	6,6
Etats Unis	0,6	1,7	3,9	6,1	5,9	5,9	6,5	5,7	5,7	5,0	6,3	5,0	4,2	4,6	5,3	5,6	5,2	5,7	5,6	5,4	5,6	5,3
Pays Arabes	1,6	0,8	5,5	3,9	4,6	3,5	4,3	6,2	5,7	5,7	7,0	8,6	10,8	10,7	14,3	16,4	17,9	16,7	17,6	17,7	5,0	14,0
Emirats Arabes Unis	2,2	2,8	2,4	1,7	2,0	1,5	2,3	3,6	3,0	2,9	4,0	4,6	5,2	5,0	6,0	6,6	7,0	5,9	6,2	6,6	2,5	5,8
Arabie Saoudite	2,2	2,1	2,5	1,7	2,1	1,6	1,6	2,0	1,8	1,9	2,1	2,5	3,4	3,6	4,8	5,5	6,1	6,5	6,9	7,1	1,9	5,0

Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes



Evolution des avoirs de la position extérieure globale ⁽¹⁾

	Avoirs															
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Position extérieure nette (En milliards de DH)	124,5	154,8	169,9	196,7	226,5	252,1	245,9	241,7	249,3	235,6	202,4	220,8	281,2	360,4	388,0	388,9
Investissements directs	4,6	4,9	5,6	6,2	8,9	10,3	13,8	14,6	16,0	17,0	18,2	20,7	37,9	46,0	54,1	55,3
Investissements de portefeuille	0,9	1,0	1,3	1,6	1,5	7,1	8,3	5,7	8,0	6,8	6,5	6,2	10,4	14,4	17,8	10,8
Autres investissements	13,7	25,2	26,3	36,7	40,0	44,0	39,6	36,0	27,9	34,8	29,7	36,9	47,6	56,1	58,9	78,2
Avoirs de réserve	105,3	123,7	136,8	152,3	176,0	190,6	184,3	185,3	197,3	177,1	147,9	156,9	184,5	242,8	256,1	244,3
Structure en (%)																
Investissements directs	3,7	3,2	3,3	3,1	3,9	4,1	5,6	6,1	6,4	7,2	9,0	9,4	13,5	12,8	13,9	14,2
Investissements de portefeuille	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	2,8	3,4	2,4	3,2	2,9	3,2	2,8	3,7	4,0	4,6	2,8
Autres investissements	11,0	16,2	15,5	18,7	17,7	17,5	16,1	14,9	11,2	14,8	14,7	16,7	16,9	15,6	15,2	20,1
Avoirs de réserve	84,6	79,9	80,5	77,4	77,7	75,6	75,0	76,7	79,2	75,1	73,1	71,1	65,6	67,4	66,0	62,8

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes

(1) la PEG selon la nomenclature du 5ème manuel du FMI de 2002 à 2012, et selon la nomenclature du 6ème manuel du FMI à partir de 2013.

Evolution des engagements de la position extérieure globale

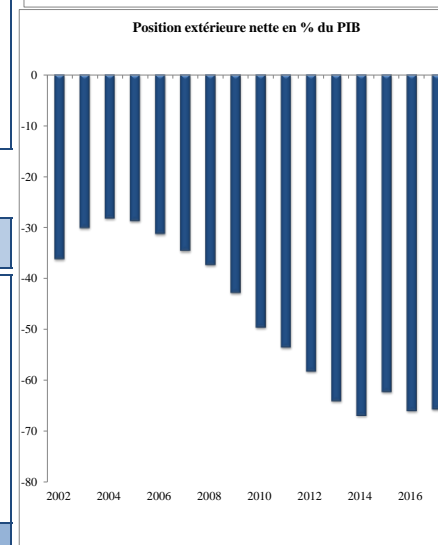
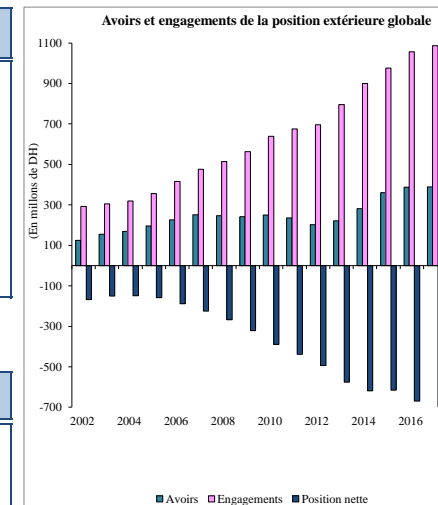
	Engagements															
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Position extérieure nette (En milliards de DH)	293,1	305,0	319,2	355,7	415,3	476,2	513,9	562,4	638,6	674,8	696,1	796,1	900,4	975,4	1056,8	1087,3
Investissements directs	123,3	149,7	163,4	191,9	253,2	297,8	319,0	334,7	376,7	381,8	381,6	422,3	467,2	503,6	553,1	588,7
Investissements de portefeuille	6,5	7,4	14,1	18,8	17,8	25,3	26,0	28,8	29,9	27,8	25,3	63,3	96,7	103,9	108,3	110,2
Autres investissements	163,3	148,0	141,7	144,9	144,2	153,1	168,9	199,0	231,9	265,1	289,2	310,0	335,2	367,3	394,4	388,1
Avoirs de réserve																
Structure en (%)																
Investissements directs	42,1	49,1	51,2	54,0	61,0	62,5	62,1	59,5	59,0	56,6	54,8	53,0	51,9	51,6	52,3	54,1
Investissements de portefeuille	2,2	2,4	4,4	5,3	4,3	5,3	5,1	5,1	4,7	4,1	3,6	8,0	10,7	10,7	10,2	10,1
Autres investissements	55,7	48,5	44,4	40,7	34,7	32,1	32,9	35,4	36,3	39,3	41,6	38,9	37,2	37,7	37,3	35,7
Avoirs de réserve																

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes

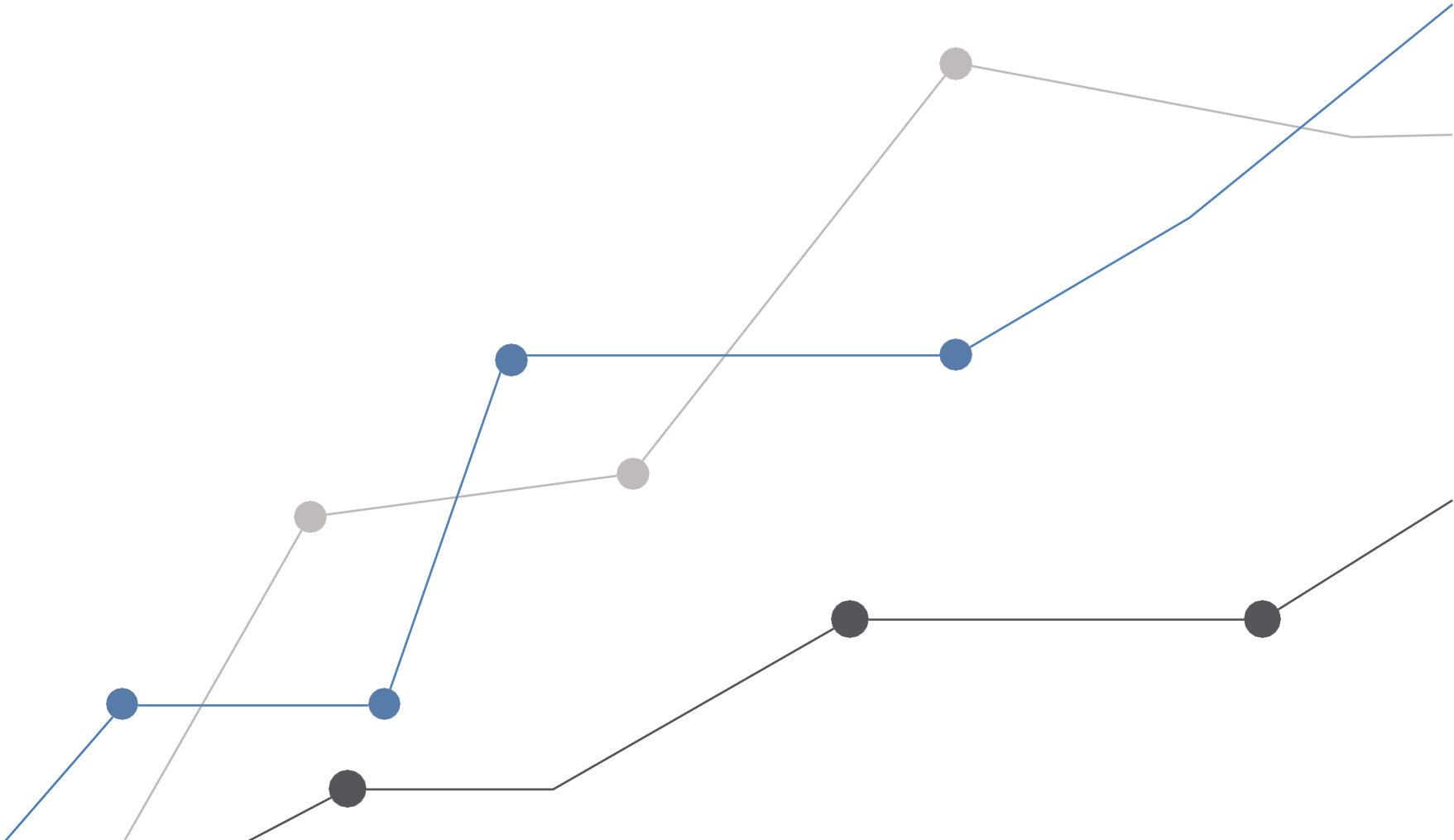
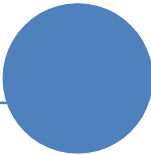
Evolution de la position nette extérieure globale

	Position nette															
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Position extérieure nette (En milliards de DH)	-168,6	-150,2	-149,3	-158,9	-188,8	-224,2	-268,0	-320,7	-389,3	-439,1	-493,7	-575,4	-619,1	-615,0	-668,9	-698,4
Investissements directs	-118,7	-144,8	-157,8	-185,8	-244,3	-287,5	-305,2	-320,1	-360,7	-364,8	-363,4	-401,7	-429,2	-457,5	-499,0	-533,3
Investissements de portefeuille	-5,6	-6,3	-12,8	-17,2	-16,3	-18,2	-17,7	-23,1	-21,9	-21,0	-18,7	-57,1	-86,4	-89,6	-90,5	-99,4
Autres investissements	-149,5	-122,8	-115,4	-108,2	-104,2	-109,1	-129,4	-162,9	-204,0	-230,3	-259,5	-273,1	-287,7	-311,2	-335,6	-309,9
Avoirs de réserve	105,3	123,7	136,8	152,3	176,0	190,6	184,3	185,3	197,3	177,1	147,9	156,9	184,5	242,8	256,1	244,3
Structure en (%)																
Investissements directs	70,4	96,4	105,7	116,9	129,4	128,3	113,9	99,8	92,7	83,1	73,6	69,8	69,3	74,4	74,6	76,4
Investissements de portefeuille	3,3	4,2	8,6	10,8	8,7	8,1	6,6	7,2	5,6	4,8	3,8	9,9	14,0	14,6	13,5	14,2
Autres investissements	88,7	81,8	77,3	68,1	55,2	48,7	48,3	50,8	52,4	52,5	52,6	47,5	46,5	50,6	50,2	44,4
Avoirs de réserve	-62,4	-82,4	-91,6	-95,8	-93,2	-85,0	-68,8	-57,8	-50,7	-40,3	-30,0	-27,3	-29,8	-39,5	-38,3	-35,0
Position extérieure nette/PIB	-36,2	-30,1	-28,2	-28,8	-31,3	-34,6	-37,4	-42,9	-49,6	-53,5	-58,2	-64,1	-66,9	-62,2	-66,0	-65,7

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes



Indicateurs de compétitivité



Evolution des parts de marché absolues ⁽¹⁾ du Maroc et d'un échantillon de pays concurrents

	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Maroc	0,14	0,13	0,12	0,11	0,12	0,11	0,11	0,11	0,10	0,11	0,12	0,11	0,12	0,12	0,12	0,12	0,126	0,135	0,144	0,145	0,11	0,13
PSEM																						
Algérie	0,30	0,22	0,34	0,31	0,29	0,31	0,34	0,44	0,45	0,43	0,49	0,36	0,37	0,40	0,39	0,34	0,32	0,21	0,19	0,20	0,36	0,33
Egypte	0,08	0,06	0,08	0,08	0,09	0,10	0,10	0,12	0,14	0,14	0,16	0,18	0,17	0,17	0,16	0,15	0,14	0,13	0,16	0,14	0,11	0,16
Grèce	0,23	0,20	0,18	0,19	0,16	0,18	0,17	0,16	0,17	0,17	0,16	0,16	0,18	0,18	0,19	0,19	0,19	0,17	0,18	0,18	0,17	0,18
Jordanie	0,03	0,03	0,03	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05	0,04	0,04	0,04	0,04	0,05	0,05	0,04	0,04	0,05
Tunisie	0,10	0,10	0,09	0,11	0,11	0,11	0,10	0,10	0,10	0,11	0,12	0,12	0,11	0,10	0,09	0,09	0,09	0,09	0,08	0,08	0,10	0,10
Turquie	0,39	0,45	0,43	0,51	0,55	0,62	0,68	0,70	0,71	0,76	0,82	0,81	0,74	0,74	0,82	0,80	0,83	0,87	0,89	0,89	0,62	0,82
PECO																						
République Tchèque	0,37	0,43	0,45	0,54	0,59	0,64	0,75	0,74	0,78	0,87	0,91	0,90	0,87	0,89	0,85	0,86	0,92	0,96	1,02	1,02	0,67	0,92
Bulgarie	0,11	0,09	0,08	0,08	0,09	0,10	0,11	0,11	0,12	0,13	0,14	0,13	0,13	0,15	0,14	0,16	0,15	0,15	0,17	0,17	0,10	0,15
Hongrie	0,27	0,35	0,44	0,49	0,53	0,57	0,60	0,60	0,62	0,68	0,67	0,66	0,62	0,61	0,56	0,57	0,58	0,60	0,64	0,64	0,57	0,62
Pologne	0,39	0,47	0,49	0,58	0,63	0,71	0,81	0,85	0,91	1,00	1,05	1,09	1,04	1,03	1,00	1,08	1,16	1,21	1,26	1,30	0,75	1,12
Roumanie	0,13	0,15	0,16	0,18	0,21	0,23	0,26	0,26	0,27	0,29	0,31	0,32	0,32	0,34	0,31	0,35	0,37	0,37	0,40	0,40	0,23	0,35
Asie																						
Chine	2,26	3,14	3,86	4,30	5,01	5,78	6,43	7,25	7,99	8,70	8,85	9,57	10,31	10,35	11,08	11,66	12,35	13,76	13,09	12,77	6,16	11,38
Corée du Sud	2,06	2,43	2,67	2,43	2,50	2,55	2,75	2,71	2,68	2,65	2,61	2,89	3,05	3,03	2,96	2,95	3,02	3,19	3,09	3,24	2,62	3,00
Inde	0,54	0,61	0,66	0,70	0,76	0,78	0,83	0,95	1,00	1,07	1,21	1,31	1,48	1,65	1,60	1,66	1,70	1,62	1,65	1,68	0,84	1,56
Indonésie	0,87	0,92	1,01	0,93	0,91	0,84	0,77	0,83	0,85	0,84	0,86	0,95	1,03	1,11	1,03	0,96	0,93	0,91	0,90	0,95	0,87	0,96
Malaisie	1,10	1,42	1,52	1,42	1,45	1,38	1,37	1,35	1,33	1,25	1,23	1,25	1,30	1,24	1,23	1,20	1,23	1,21	1,18	1,23	1,38	1,23
Philippines	0,27	0,47	0,59	0,52	0,54	0,48	0,43	0,39	0,39	0,36	0,30	0,31	0,34	0,26	0,28	0,30	0,33	0,36	0,36	0,36	0,46	0,32
Amérique latine																						
Argentine	0,35	0,44	0,41	0,43	0,39	0,39	0,37	0,38	0,38	0,40	0,43	0,44	0,45	0,46	0,43	0,40	0,36	0,34	0,36	0,33	0,40	0,40
Brésil	0,95	0,90	0,85	0,94	0,93	0,96	1,05	1,13	1,14	1,15	1,22	1,22	1,32	1,40	1,31	1,28	1,19	1,16	1,16	1,23	1,02	1,25
Chili	0,25	0,31	0,30	0,30	0,28	0,29	0,35	0,39	0,48	0,48	0,40	0,44	0,46	0,44	0,42	0,41	0,40	0,38	0,38	0,39	0,36	0,41
Mexique	1,28	1,96	2,58	2,56	2,47	2,18	2,04	2,04	2,06	1,94	1,80	1,83	1,95	1,91	2,00	2,01	2,09	2,30	2,33	2,31	2,23	2,05

Source : Calcul DEPF sur la base des données de l'OMC.

(1) Part des exportations d'un pays de l'échantillon dans les exportations mondiales en valeur

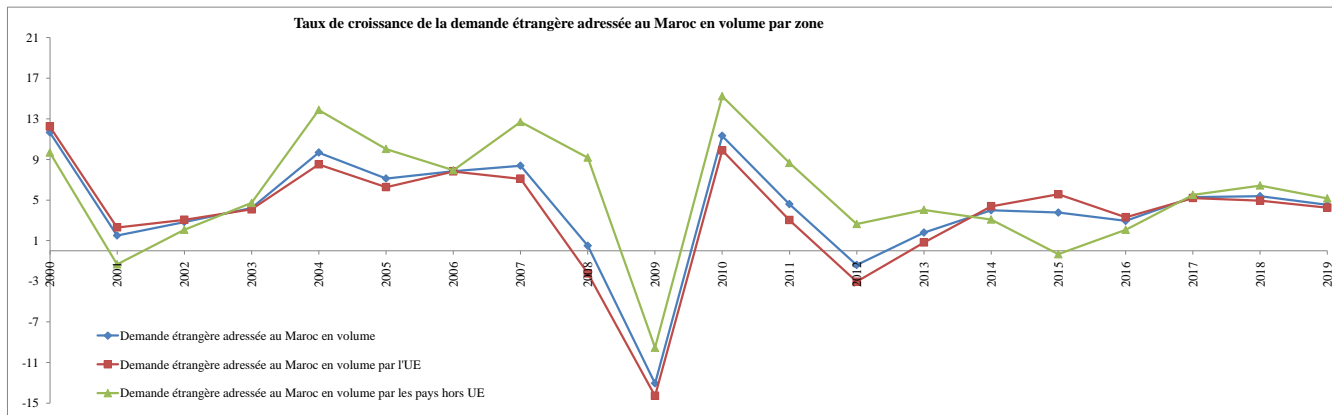
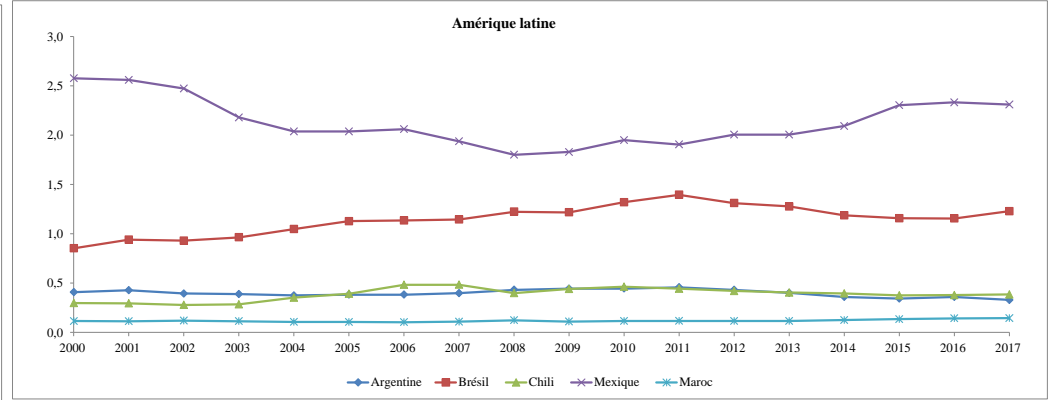
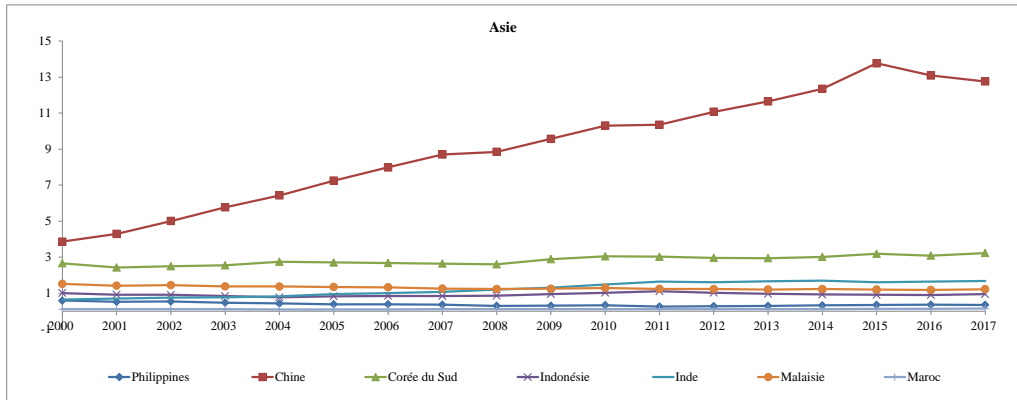
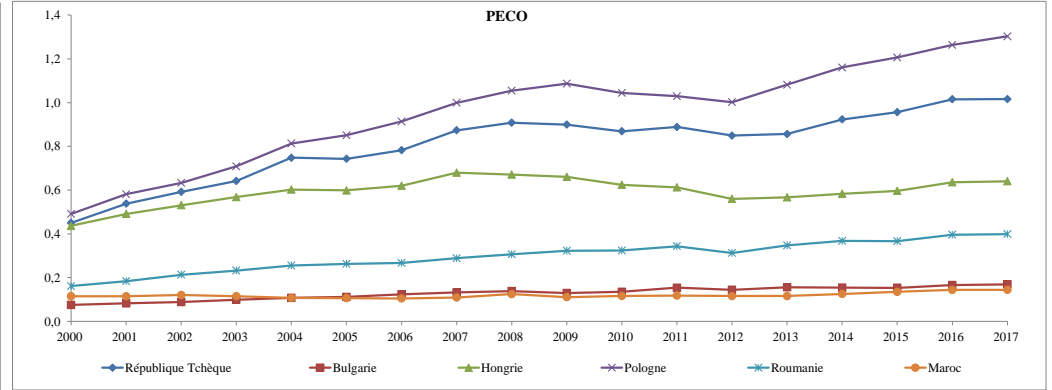
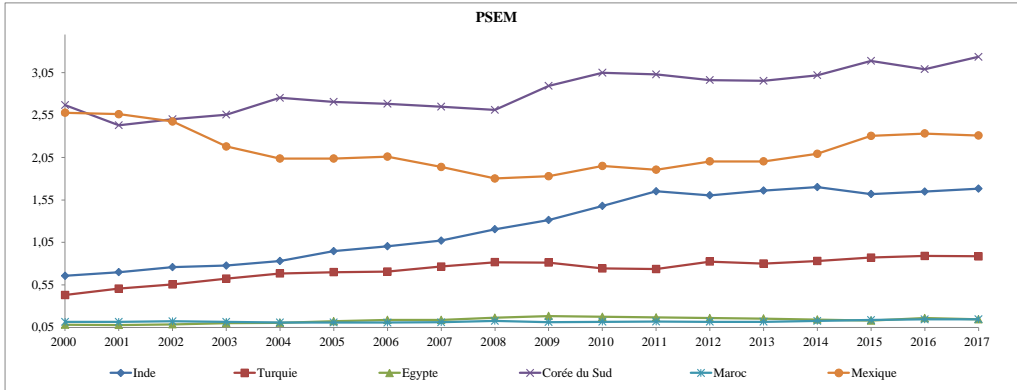
Evolution en pourcentage de la demande étrangère adressée au Maroc en volume

	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Prévision	
	90-94	95-99																			2018	2019
Demande adressée au Maroc en volume	4,3	8,8	11,7	1,5	2,8	4,2	9,7	7,1	7,8	8,4	0,5	-13,1	11,3	4,6	-1,4	1,8	4,0	3,8	2,9	5,3	5,4	4,5
Union européenne	3,8	9,3	12,2	2,3	3,1	4,1	8,5	6,3	7,8	7,1	-2,2	-14,3	9,9	3,0	-3,0	0,8	4,4	5,6	3,3	5,2	4,9	4,3
Hors union européenne	6,0	7,2	9,7	-1,3	2,1	4,7	13,9	10,0	7,9	12,7	9,2	-9,5	15,2	8,7	2,6	4,0	3,1	-0,3	2,1	5,5	6,4	5,2

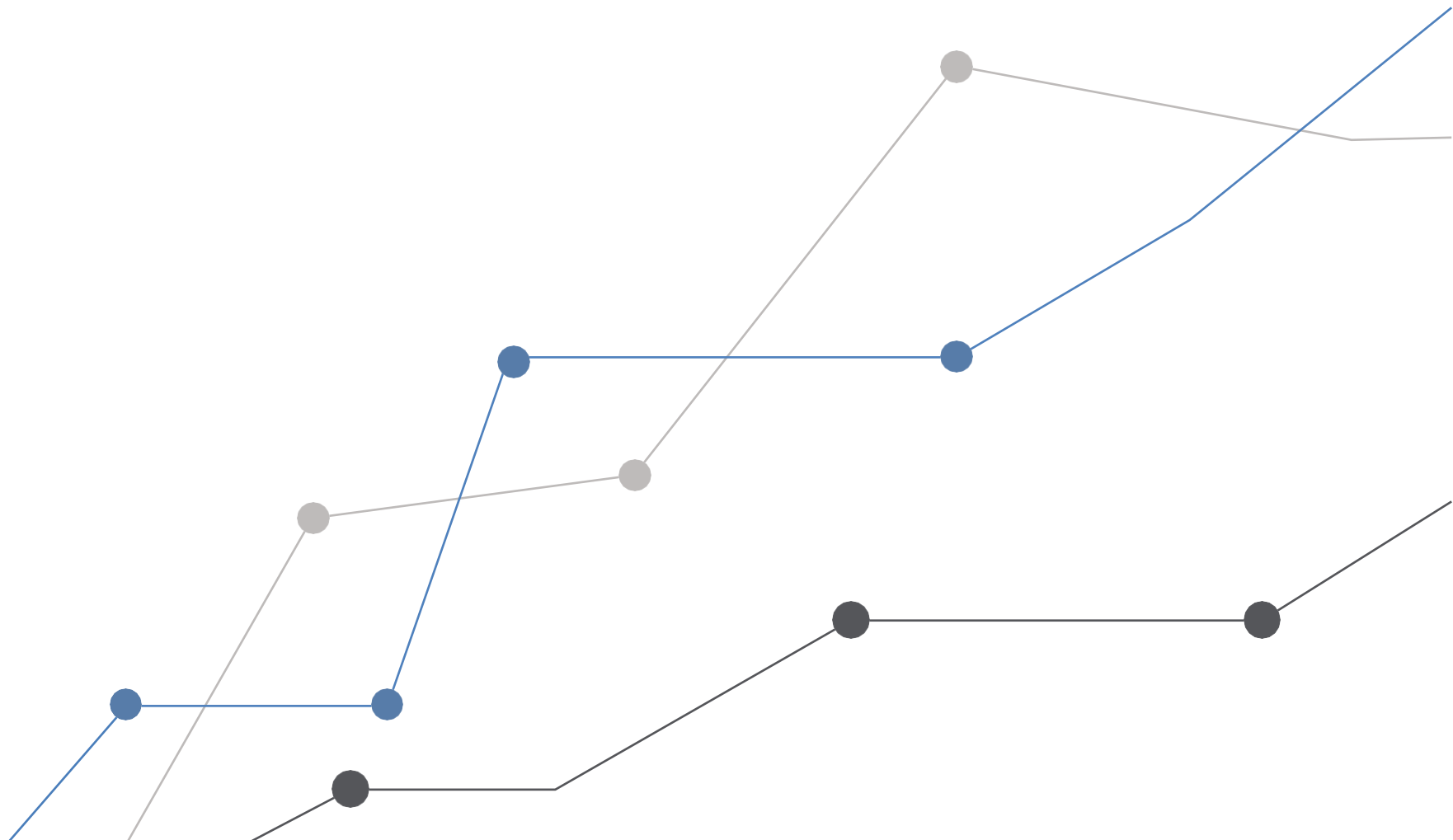
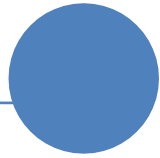
Source : Calcul de la DEPF.

(1) Somme des importations en volume des pays partenaires pondérées par les parts de marchés détenues à une année de base (2014) par le Maroc dans les différents pays de l'échantillon

Evolution des parts de marché mondial du Maroc et d'un échantillon de pays émergents



Monnaie et Bourse



Principaux indicateurs de la monnaie et crédit

En %	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Accroissement de l'agrégat monétaire M3	12,9	8,0	8,6	16,6	10,3	7,9	8,4	14,1	18,1	17,5	13,3	7,0	4,2	6,4	4,5	3,1	6,2	5,7	4,7	5,8	12,6	6,1
Agrégat monétaire M3 / PIB	56,0	64,7	71,8	77,5	82,0	82,6	84,3	92,0	99,5	109,0	111,6	114,4	113,7	115,8	117,0	113,9	117,4	116,2	118,6	119,6	93,1	116,1
Créances nettes sur l'AC/ recettes ordinaires de l'Etat (1)	103,2	106,4	121,5	72,9	94,4	84,5	73,1	71,2	66,2	60,5	52,0	50,9	46,6	53,1	62,2	72,4	66,9	70,1	65,2	75,5	75,9	62,3
Réserves Internationales Nettes en mois d'imp. de marchandises	5,3	5,4	5,2	9,6	9,7	10,9	10,3	9,8	9,9	8,7	6,7	8,3	7,9	5,7	4,4	4,6	5,5	7,2	7,3	6,6	9,3	6,3
Créances nettes sur l'AC/ PIB	21,6	22,5	20,8	18,3	18,6	17,2	15,0	15,8	14,9	14,6	13,5	11,7	10,4	12,5	14,8	16,6	15,5	15,0	14,0	16,1	17,4	14,2
Créances sur l'économie / PIB	36,1	45,3	51,5	48,6	49,1	48,0	49,6	53,5	59,4	71,4	80,5	86,1	91,2	96,3	97,9	95,6	96,2	91,5	94,5	93,4	57,4	92,7
Taux de liquidité totale de l'économie (M3+PL)/PIB								134,2	142,2	147,1	147,0	149,5	156,6	159,2	161,9	159,4	169,2	171,4	176,6	179,1		157,1

Source : Calcul DEPF sur la base des données de Bank Al-Maghrib.

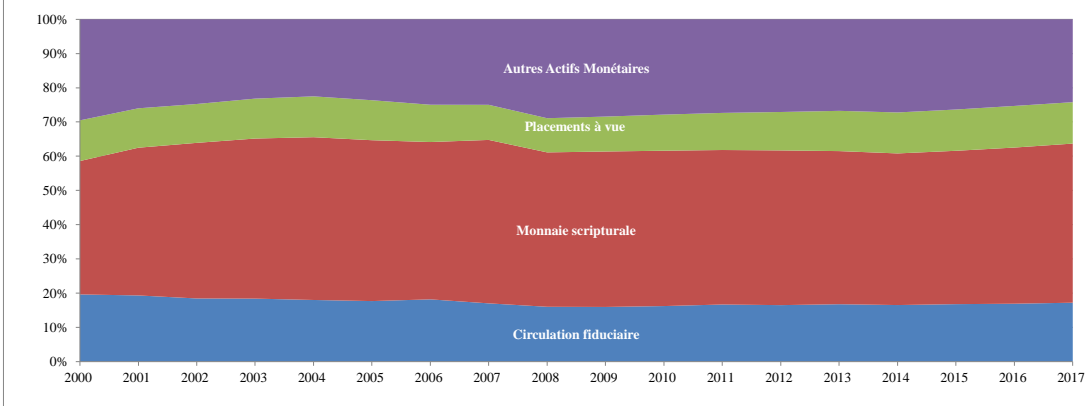
(1) non compris TVA des CL

Structure de l'agrégat monétaire M3

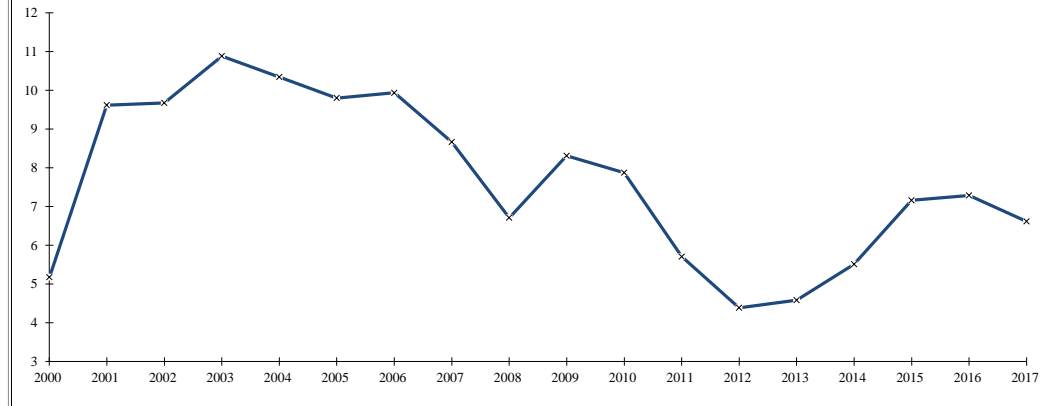
En %		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
																				00-07	08-17
	Circulation fiduciaire	19,6	19,3	18,4	18,4	18,0	17,7	18,2	17,0	16,0	16,0	16,2	16,7	16,5	16,8	16,5	16,8	16,9	17,2	18,1	16,6
	Monnaie scripturale	39,0	43,2	45,5	46,8	47,6	47,0	46,0	47,8	45,1	45,4	45,4	45,1	45,2	44,7	44,3	44,8	45,6	46,5	45,9	45,2
	Placements à vue	11,9	11,5	11,4	11,7	11,9	11,7	10,9	10,3	10,0	10,2	10,5	10,8	11,2	11,8	12,0	12,1	12,2	12,1	11,3	11,4
	Autres Actifs Monétaires	29,5	26,0	24,7	23,2	22,5	23,6	25,0	25,0	28,9	28,4	27,8	27,3	27,1	26,7	27,2	26,4	25,3	24,2	24,7	26,8

Source : Calcul DEPF sur la base des données de Bank Al-Maghrib.

Structure de l'agrégat monétaire M3



Avoirs extérieurs en mois d'importations de marchandises



Variation des contreparties de l'agrégat monétaire M3

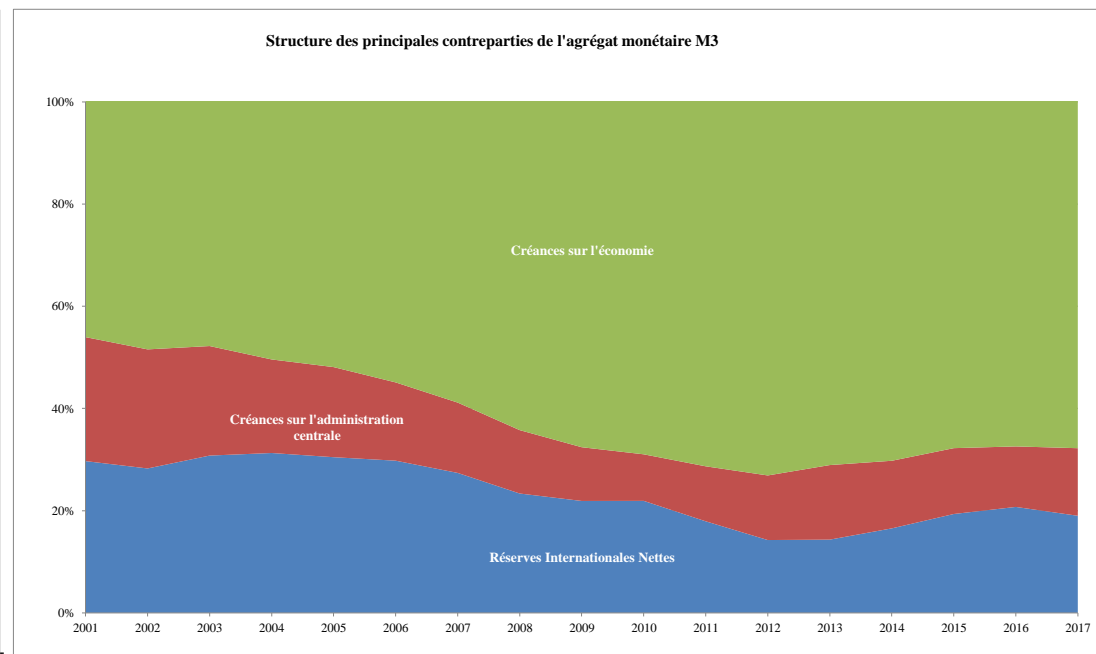
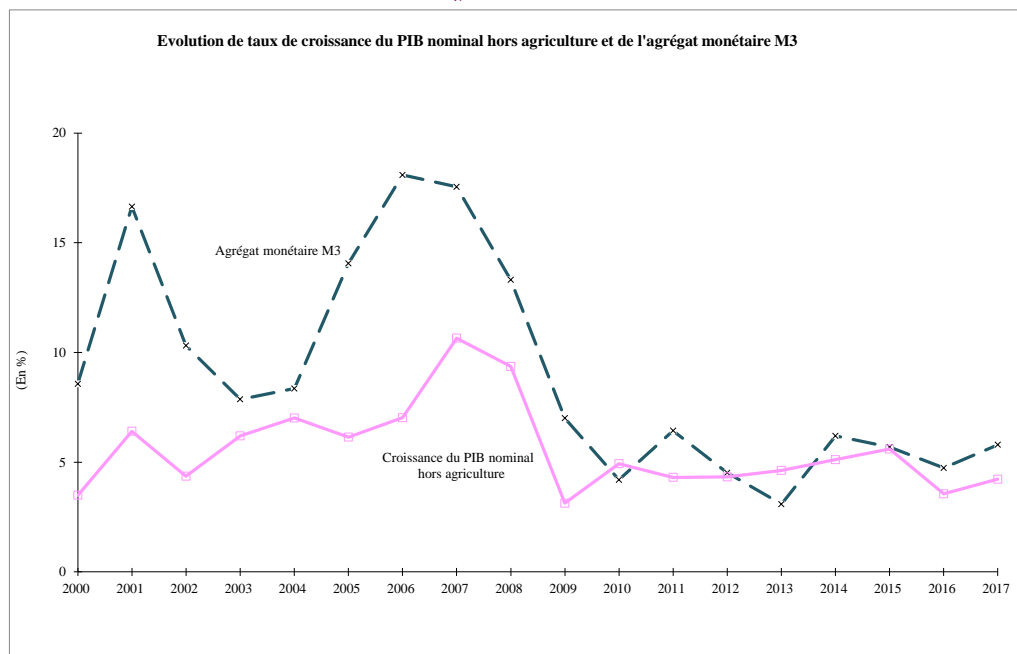
En %	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			00-07	08-17
Contreparties de M3																						
Créances sur l'économie	14,4	10,4	7,7	2,0	5,3	4,8	9,7	12,7	21,3	28,9	24,8	11,6	11,0	10,4	5,1	3,4	3,7	1,6	5,9	3,3	11,2	7,9
Créances nettes sur l'Administration Centrale					6,0	-0,9	-7,5	9,8	2,9	5,7	2,1	-9,3	-7,5	25,8	22,8	19,0	-3,7	3,0	-3,8	17,8	1,9	5,9
Réserves Internationales Nettes	60,9	7,6	-10,6	89,3	5,0	17,4	10,1	11,0	15,7	8,2	-3,4	0,3	6,9	-13,0	-16,8	3,6	22,6	23,7	12,2	-3,3	15,6	2,5
Ressources à caractère non monétaire					-4,3	0,2	-2,2	-14,0	29,5	24,5	32,3	8,7	5,4	10,5	7,0	2,0	5,1	2,3	9,8	8,5	3,3	8,9
Autres contreparties de M3					243,2	3,9	17,8	-21,7	121,7	-8,2	30,6	15,2	-30,3	3,3	57,5	-47,7	46,5	12,8	-9,6	85,1		9,5

Source : Calcul DEPF sur la base des données de Bank Al-Maghrib.

Part des contreparties dans l'agrégat monétaire M3

En %	Moyenne		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	90-94	95-99																			01-07	08-17
Contreparties de l'agrégat M3																						
Créances sur l'économie				64,4	61,5	59,8	60,5	59,8	61,3	67,1	74,0	77,2	80,2	83,2	83,7	83,9	82,0	78,8	79,6	78,0	62,3	80,1
Créances nettes sur l'Administration Centrale				24,3	23,3	21,4	18,3	17,6	15,3	13,8	12,4	10,5	9,1	10,8	12,6	14,6	13,2	12,9	11,8	13,2	18,3	12,2
Réserves Internationales Nettes				29,7	28,3	30,8	31,3	30,5	29,8	27,4	23,4	21,9	21,9	17,9	14,3	14,3	16,5	19,3	20,7	19,0	29,5	18,8
Ressources à caractère non monétaire				19,7	17,1	15,9	14,3	10,8	11,8	12,5	14,6	14,8	14,6	15,2	15,6	15,4	15,2	14,7	15,5	15,9	14,0	15,2

Source : Calcul DEPF sur la base des données de Bank Al-Maghrib.



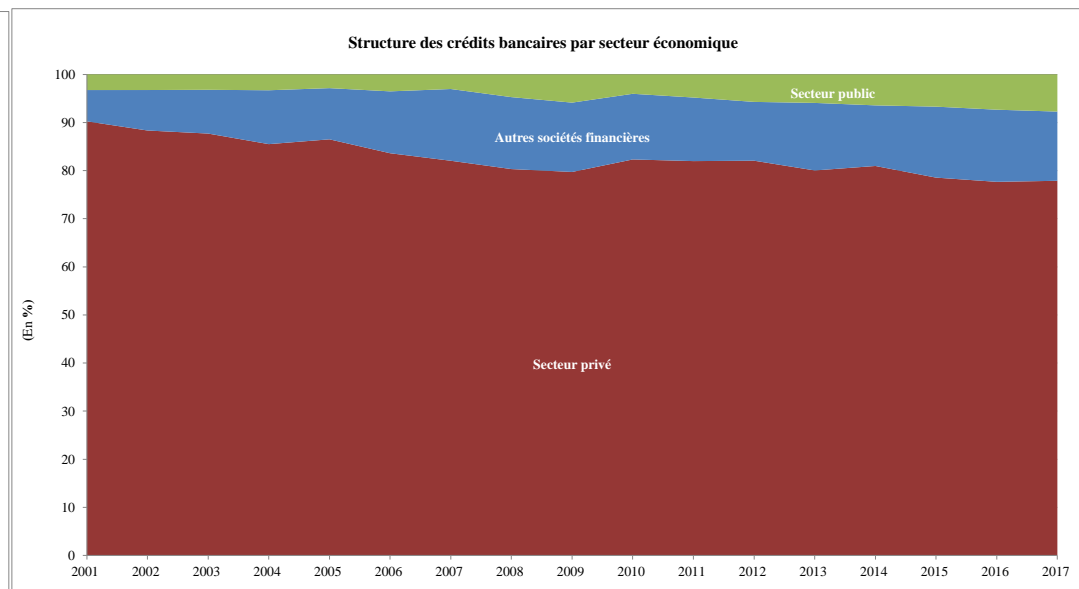
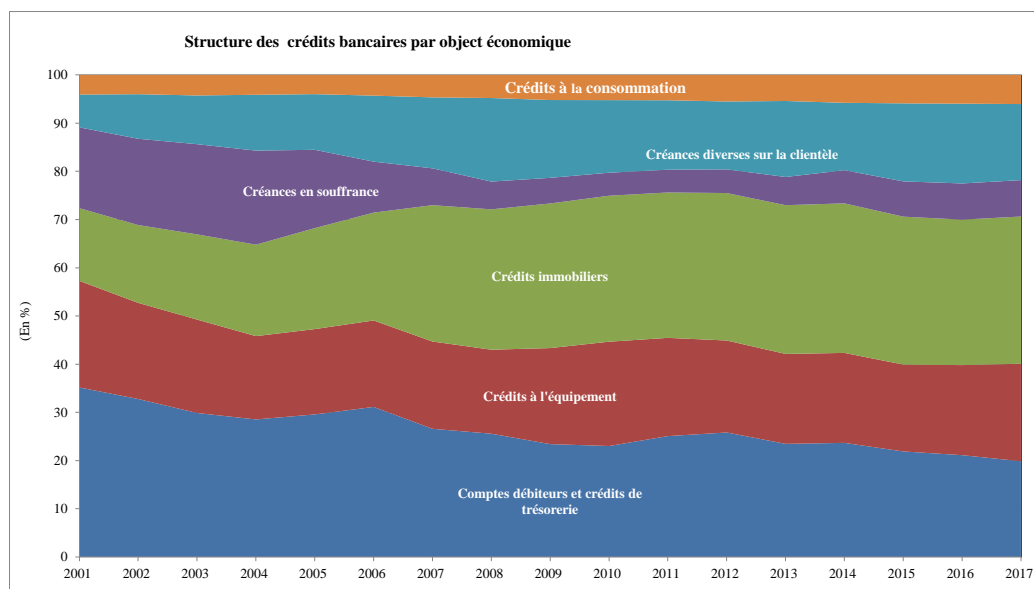
Structure des Crédits bancaires par objet économique

(En %)	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	01-07	08-17
Crédits bancaires																			
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	35,2	32,8	29,9	28,5	29,6	31,1	26,6	25,6	23,4	23,0	25,1	25,8	23,5	23,7	21,9	21,1	19,9	30,0	23,1
Crédits à l'équipement	22,1	20,0	19,4	17,3	17,7	17,9	18,1	17,4	19,9	21,6	20,4	19,1	18,7	18,7	18,0	18,7	20,2	18,7	19,3
Crédits immobiliers	15,1	16,1	17,7	19,0	21,0	22,4	28,3	29,1	30,0	30,3	30,2	30,6	30,9	31,0	30,7	30,2	30,5	21,0	30,4
Crédits à l'habitat	14,7	15,5	16,8	18,0	19,5	20,4	20,0	18,6	19,0	19,9	20,0	20,9	21,4	22,3	22,9	23,0	23,2	18,3	21,3
Crédits aux promoteurs immobiliers	0,2	0,7	0,7	0,9	1,5	1,9	8,3	10,5	11,0	10,3	9,9	9,5	9,2	8,5	7,4	6,8	7,2	2,7	8,8
Crédits à la consommation	4,1	4,0	4,3	4,1	4,0	4,3	4,6	4,8	5,2	5,2	5,2	5,5	5,4	5,8	5,9	6,0	6,0	4,2	5,6
Créances diverses sur la clientèle	6,8	9,2	10,1	11,6	11,5	13,7	14,7	17,3	16,1	15,1	14,4	14,1	15,8	14,0	16,2	16,6	15,8	11,7	15,5
Créances en souffrance	16,8	17,9	18,7	19,5	16,3	10,6	7,6	5,8	5,3	4,8	4,7	4,9	5,9	6,9	7,3	7,5	7,6	14,3	6,2

Structure des Crédits bancaires par secteur économique

(En %)	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	01-07	08-17
Crédits bancaires																			
Autres sociétés financières	6,5	8,4	9,1	11,2	10,6	12,9	14,9	15,0	14,4	13,7	13,2	12,2	14,0	12,6	14,8	15,0	14,4	11,2	13,9
Secteur public	3,3	3,3	3,2	3,3	2,9	3,5	3,0	4,7	5,9	4,0	4,8	5,7	5,9	6,4	6,7	7,3	7,7	3,2	6,1
Administrations locales	2,2	2,3	1,9	2,0	1,6	1,4	1,4	1,4	1,5	1,6	1,5	1,6	1,6	1,7	1,8	1,8	2,1	1,7	1,7
Sociétés non financières publiques	1,1	1,0	1,3	1,3	1,2	2,1	1,7	3,4	4,4	2,5	3,3	4,1	4,3	4,7	4,9	5,5	5,7	1,5	4,4
Secteur privé	90,2	88,3	87,7	85,5	86,5	83,6	82,0	80,3	79,7	82,3	82,0	82,1	80,0	81,0	78,5	77,7	77,9	85,6	80,0
Autres sociétés non financières	61,1	52,9	47,9	44,1	46,7	46,5	44,4	44,2	44,3	46,6	47,2	46,1	42,4	42,9	40,4	39,8	39,4	48,2	43,1
Autres secteurs résidents	29,1	35,5	39,8	41,4	39,8	37,1	37,6	36,1	35,4	35,7	34,8	35,9	37,6	38,1	38,2	37,8	38,5	37,4	37,0

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de Bank Al-Maghrib.



Indicateurs relatifs à la bourse des valeurs de Casablanca

	Croissance																				Croissance	
	Moyenne en % 90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne en 00-07	08-17
MASI			3807	3180	3944	4522	5539	9479	12695	10984	10444	12655	11028	9359	9114	9620	8926	11644	12389	22,2	-0,2	
MADEX			2963	2241	3175	3522	4359	7744	10464	9061	8464	10335	9012	7614	7418	7843	7255	9547	10100	23,4	-0,3	
Chiffre d'affaires de la bourse (En milliards DH)	66,7	61,3	37,8	26,7	22,5	53,7	35,7	99,2	139,1	326,1	217,7	127,9	182,2	59,9	49,8	55,4	44,7	44,9	54,1	65,5	36,1	-13,6
Capitalisation boursière (En milliards DH)	49,8	29,4	114,9	104,7	87,2	115,5	206,5	252,3	417,1	586,3	531,7	508,9	579,0	516,2	445,3	451,1	484,4	453,3	583,4	627,0	26,2	0,6
Volume des dividendes (En milliards DH)	22,8	25,1	3,7	4,0	4,4	5,4	6,2	10,5	12,3	14,7	19,5	21,2	20,8	20,4	19,7	19,0	22,2	20,6	24,4	23,3	21,8	4,3
Capitalisation boursière/PIB (en %)	7,0	27,9	27,8	23,5	18,7	23,2	39,1	45,7	69,1	90,5	74,2	68,0	73,8	62,9	52,5	50,2	52,4	45,9	57,6	59,0	45,3	58,8
Ratio de liquidité (1)								5,5	18,6	29,2	16,6	10,7	14,4	9,6	9,0	11,1	8,3	8,5	9,5	10,4	10,8	

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Bourse des valeurs de Casablanca.

(1) Le ratio de liquidité est une moyenne mobile du volume mensuel non doublé des marchés central et de blocs sur la capitalisation fin de mois, calculée sur une année glissante.

Structure de la capitalisation boursière par secteur d'activité

En %	Moyenne																				Moyenne	
	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-07	08-17	
Banques	31,7	28,9	29,8	31,2	29,1	19,7	20,9	25,4	25,8	25,2	26,6	31,1	31,3	33,3	34,6	35,2	36,9	33,8	34,4	25,3	32,2	
Sociétés financières	29,0	29,8	29,6	26,6	25,3	15,8	15,0	12,8	12,8	12,7	12,5	5,7	6,7	7,2	6,6	6,4	6,2	6,0	6,2	16,8	7,6	
Énergie et mines	7,0	12,8	12,1	7,2	6,8	3,4	4,9	4,2	3,2	2,8	3,2	4,2	7,4	7,1	8,6	7,3	8,9	9,6	11,8	5,2	7,1	
Industrie	30,7	26,7	26,5	33,0	37,0	23,0	21,9	17,6	17,4	15,6	17,9	19,7	18,7	19,0	19,2	19,7	20,1	20,6	20,2	21,7	19,1	
Services	1,6	1,8	2,1	2,0	1,8	38,1	37,3	39,9	40,8	43,7	39,9	39,2	35,9	33,4	31,0	31,4	28,0	30,0	27,4	31,1	34,0	

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Bourse des valeurs de Casablanca.

Evolution du nombre d'OPCVM et des sociétés cotées en bourse de Casablanca

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Sociétés introduites	1	2	0	0	2	3	10	10	5	0	2	3	1	0	1	2	1	0
Sociétés radiées	2	0	0	3	1	2	1	0	1	1	4	1	0	1	2	2	1	1
Sociétés cotées	53	55	55	52	53	54	63	73	77	76	74	76	77	76	75	75	75	74
OPCVM	141	154	160	169	181	185	200	238	260	294	320	333	360	373	384	406	425	416

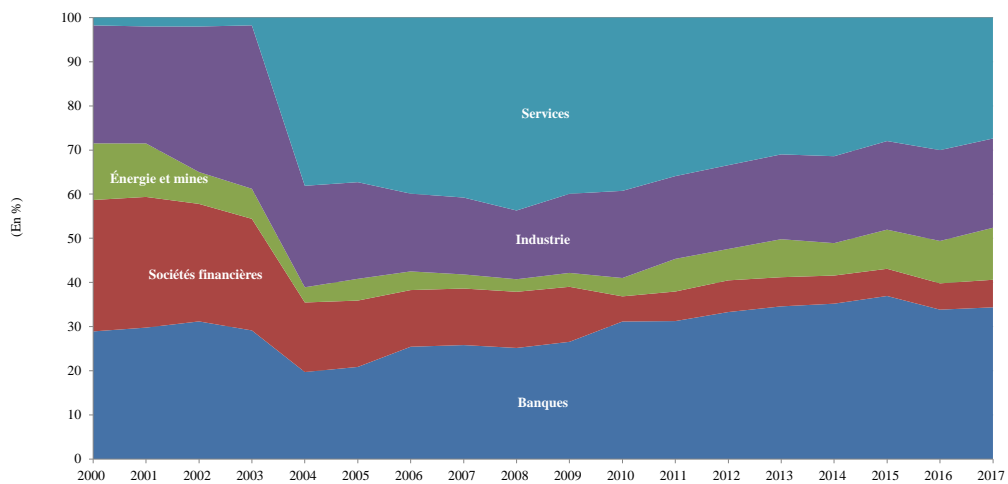
Source : Bourse des valeurs de Casablanca

Comparaison du nombre des sociétés cotées en bourse avec des pays émergents

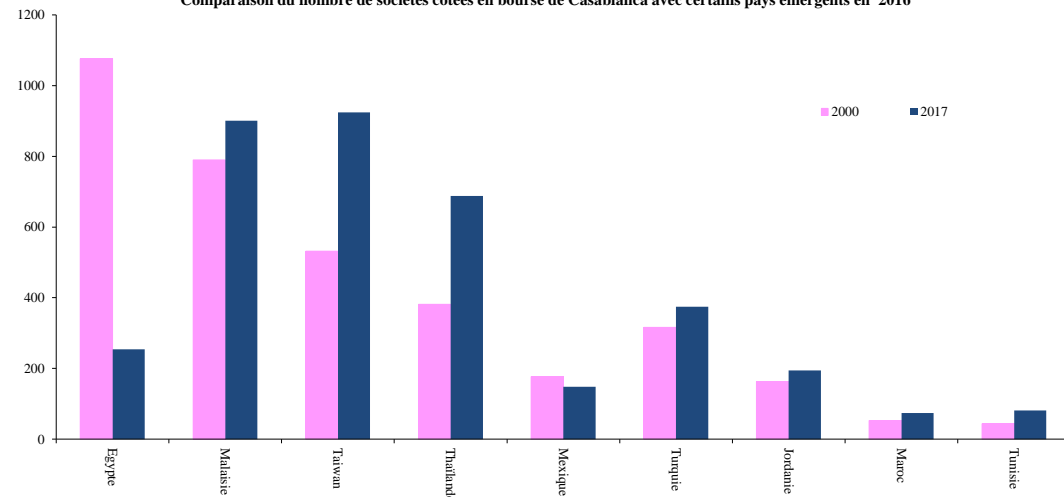
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Tunisie	44	45	46	45	44	45	48	51	50	52	56	56	53	65	77	78	81	81
Jordanie	163	161	158	161	192	201	227	245	262	272	277	247	243	239	236	228	224	194
Egypte	1076	1110	1151	978	795	744	595	435	373	313	228	232	234	236	247	252	254	254
Mexique	177	172	169	237	326	326	335	367	373	406	426	476	136	143	147	143	144	148
Turquie	316	311	289	285	297	304	316	319	317	315	337	362	243	236	227	393	381	375
Thaïlande	381	385	398	420	463	504	518	523	525	535	541	545	558	584	613	639	656	688
Taiwan	532	586	641	674	702	696	693	703	722	755	784	824	840	866	880	896	911	924
Malaisie	790	807	861	902	959	1019	1025	986	976	959	956	940	920	910	905	902	903	901
Maroc	53	55	55	52	53	54	63	73	77	76	74	76	77	76	75	75	75	74

Source : Bourse des valeurs de Casablanca, Fédération internationale des bourses (WFE)

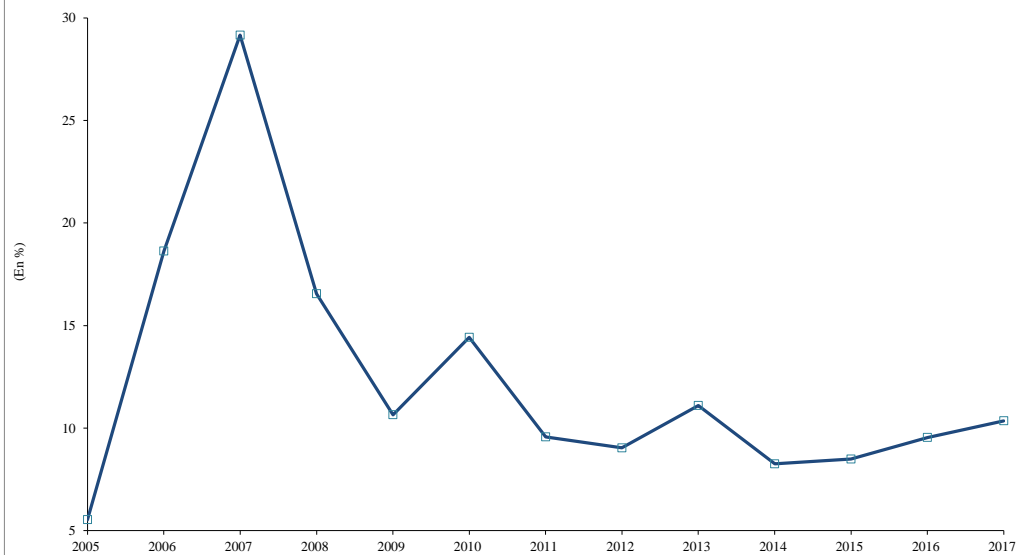
Structure de la capitalisation boursière par secteur d'activité



Comparaison du nombre de sociétés cotées en bourse de Casablanca avec certains pays émergents en 2016



Evolution du ratio de liquidité de la bourse de casablanca



Evolution de la capitalisation boursière en % PIB



Prix

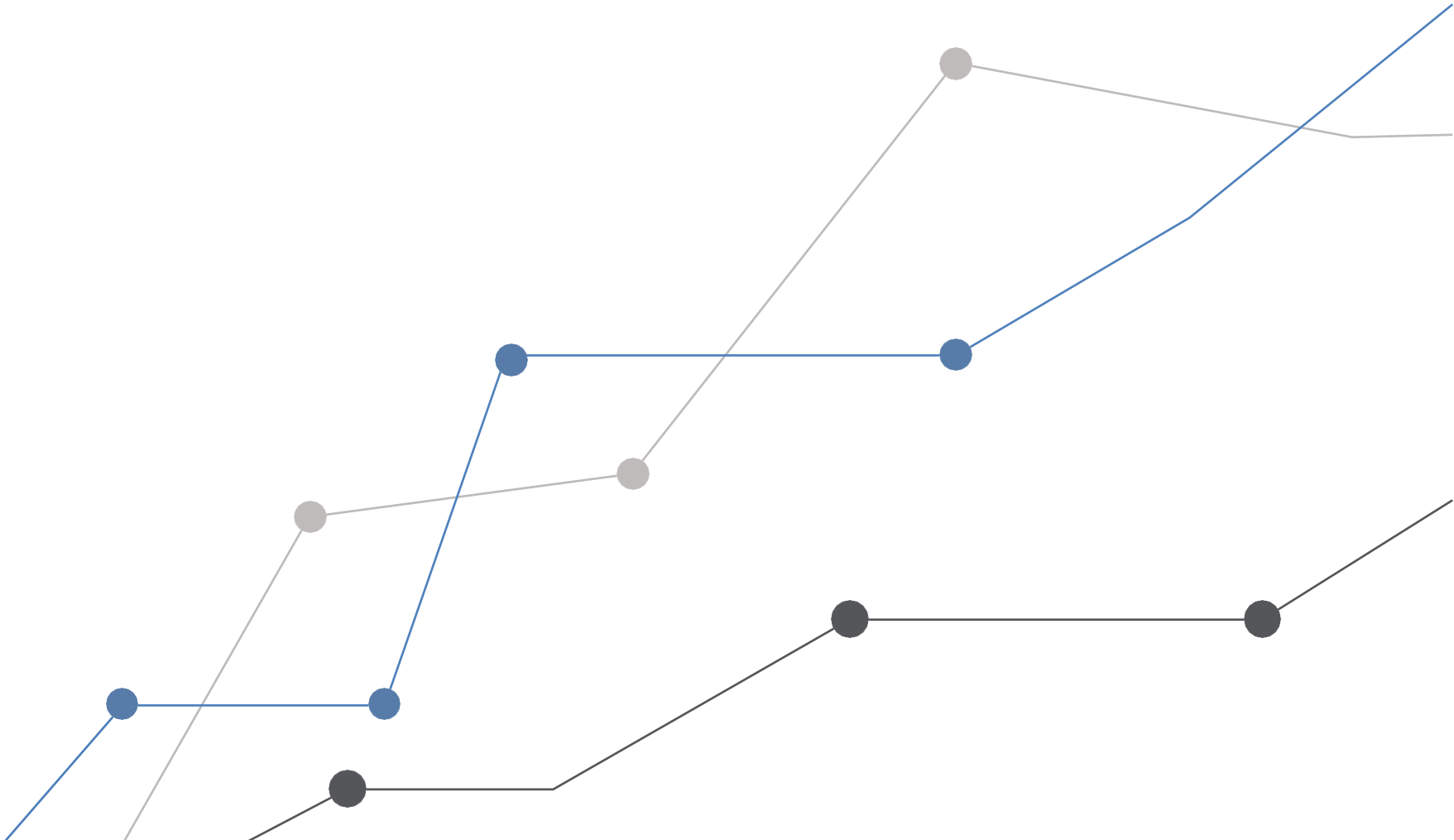
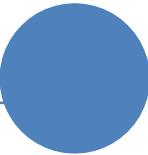


Tableau de bord annuel de l'économie marocaine : Prix

Variation de l'indice du Prix à la Consommation (1)

(En %)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
																			00-07	08-17
Alimentation	1,5	-1,0	4,3	1,3	1,6	0,3	3,9	4,5	7,1	1,0	1,2	1,3	2,2	2,4	-1,1	2,7	2,7	0,1	2,0	1,9
Habillement	2,4	1,4	1,6	0,9	0,9	0,7	1,1	1,0	1,8	1,0	0,5	1,6	2,1	1,6	2,1	0,6	1,1	1,4	1,3	1,4
Habitation	1,7	2,0	1,5	1,2	1,7	1,3	2,2	2,1	0,9	0,8	0,5	0,5	0,5	1,1	2,5	3,3	1,0	1,2	1,7	1,2
Equipements ménagers	0,2	0,1	0,6	0,4	0,6	1,0	2,0	1,9	1,5	1,9	0,8	0,8	0,1	0,2	0,8	0,3	0,6	0,5	0,9	0,7
Transport	6,2	3,6	0,7	0,1	0,8	4,4	5,7	1,2	1,8	0,2	0,0	-0,1	3,2	3,2	2,6	-3,2	-0,1	1,7	2,8	0,9
Communication	-0,2	-3,1	-0,2	0,0	1,4	6,1	16,9	-2,8	-1,5	-4,5	-1,1	-5,4	-19,6	-9,2	-4,6	0,2	-0,2	-0,2	2,1	-4,8
Indice général	1,9	0,6	2,8	1,2	1,5	1,0	3,3	2,5	3,7	1,0	0,9	0,9	1,3	1,9	0,4	1,6	1,6	0,7	1,8	1,4
IPC non alimentaire	2,2	2,0	1,6	1,1	1,5	1,4	2,9	1,1	1,3	0,9	0,9	0,6	0,6	1,5	1,6	0,7	0,7	1,4	1,7	1,0

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

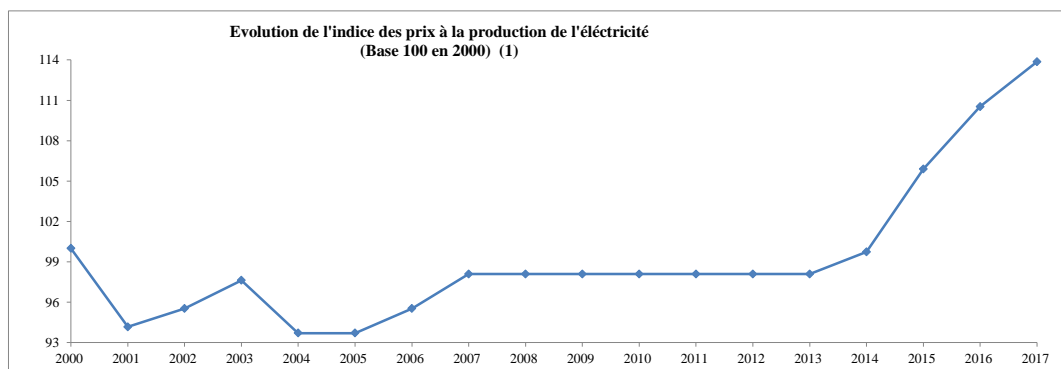
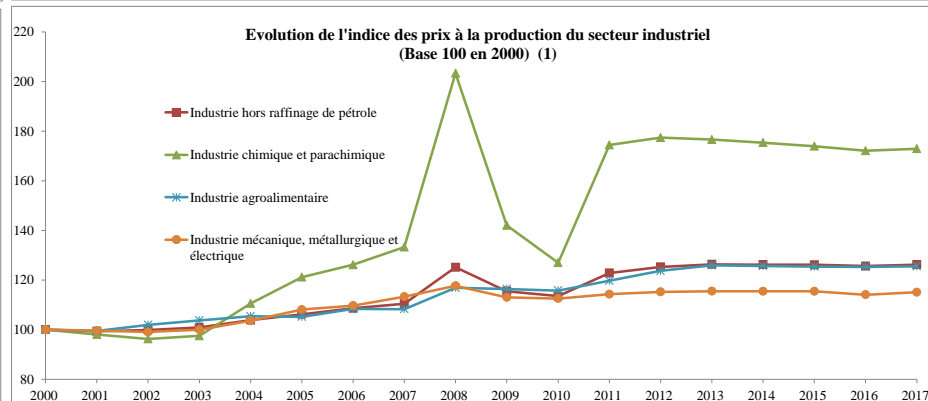
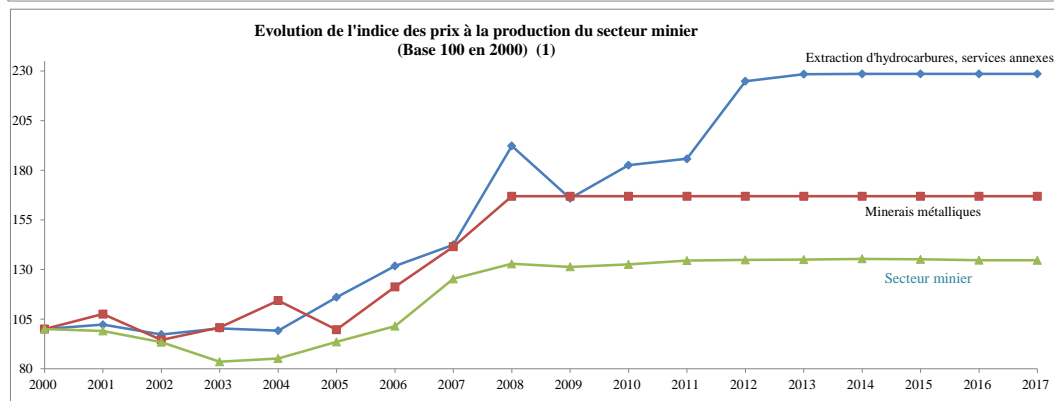
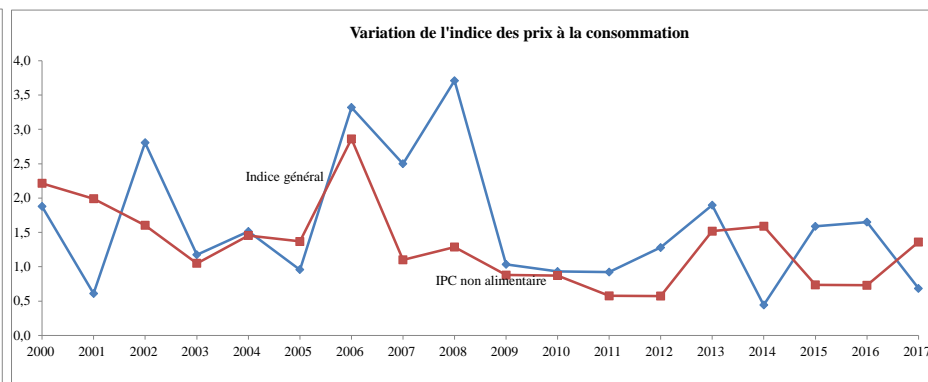
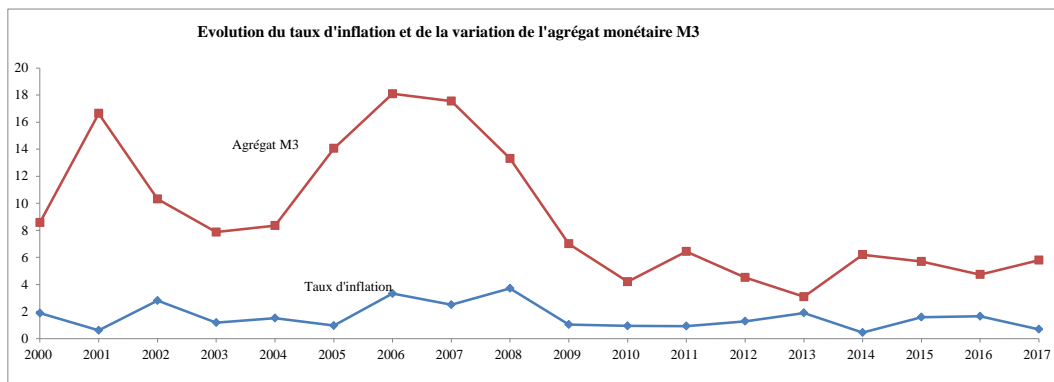
(1) de 2000 à 2006 les variations concernent l'indice du coût de la vie base 1989 et à partir de 2007 les variations concernent l'IPC base 2006.

Variation annuelle de l'indice des prix à la production (1)

(En %)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
																			00-07	08-17
Mines	6,9	-1,0	-5,7	-10,6	2,0	9,7	8,6	23,4	6,1	-1,1	0,9	1,4	0,3	0,1	0,3	-0,2	-0,3	0,0	3,7	0,7
Extraction d'hydrocarbures, services annexes	18,8	2,2	-4,8	3,2	-1,2	17,0	13,6	8,1	34,9	-13,7	10,1	1,7	21,1	1,6	0,1	0,0	0,0	0,0	6,8	4,8
Extraction, exploitation et enrichissement de minerais métalliques	7,4	7,5	-12,0	6,5	13,5	-12,8	21,6	16,7	18,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	1,7
Autres industries extractives	6,7	-2,8	-4,2	-14,3	-0,9	16,2	5,7	25,3	2,9	-1,3	1,1	1,8	0,1	0,1	0,3	-0,2	-0,4	0,0	3,3	0,4
Electricité	-1,9	-5,8	1,5	2,2	-4,0	0,0	1,9	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	6,2	4,4	3,0	-0,5	1,5
Industrie hors raffinage de pétrole	0,2	-0,7	0,6	1,0	3,0	2,3	2,2	1,7	13,3	-7,7	-1,7	8,2	2,0	0,8	-0,1	-0,1	-0,4	0,5	1,3	1,3
Industrie agroalimentaire	0,1	-0,6	2,5	1,8	1,6	-0,2	3,1	-0,1	7,9	-0,4	-0,5	3,3	3,4	1,8	-0,2	-0,2	-0,1	0,2	1,0	1,5
Industrie textile et cuir	-2,3	-0,3	0,3	-0,1	-0,2	-0,4	-0,9	-0,8	0,4	0,7	1,0	0,5	-0,2	2,5	1,2	1,8	1,1	-0,1	-0,6	0,9
Industrie chimique et parachimique	0,5	-2,0	-1,8	1,3	13,5	9,6	4,1	5,7	52,6	-30,2	-10,6	37,4	1,7	-0,4	-0,7	-0,8	-1,1	0,5	3,7	2,6
Industrie mécanique, métallurgique et électrique	1,4	-0,4	-0,6	1,0	3,6	4,3	1,5	3,3	3,9	-4,0	-0,4	1,5	0,9	0,2	0,0	0,0	-1,2	0,8	1,8	0,2
Autres industries manufacturières hors raffinages de pétrole	1,6	-0,6	-0,2	-0,2	-0,1	1,8	1,9	2,8	1,9	1,1	2,3	2,3	2,3	0,1	-0,2	-0,1	-0,2	0,9	0,9	1,0
Raffinage de pétrole et autres produits d'énergie	78,8	-6,6	-9,7	3,3	14,9	39,5	18,0	1,7	32,3	-33,6	33,8	31,1	10,4	-9,5	-11,7	-0,2			14,7	3,9

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

(1) de 2000 à 2011 les variations concernent l'IPP base 1998 et à partir de 2011 les variations concernent l'IPP base 2010.



(1) Indice des prix à la production rebasé en 2000 et raccordé entre les deux base de publication de l'indice en 1997 et 2010.

Evolution des Taux d'intérêt

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
																			00-07	08-17
Taux des comptes sur carnets	4,48	4,72	3,42	2,95	2,35	2,28	2,49	2,41	3,10	3,11	3,11	2,96	3,04	3,74	3,01	2,12	1,66	1,86	3,1	2,8
Taux des comptes sur livrets de la CEN	3,30	3,75	3,50	2,36	2,10	1,50	1,90	1,20	1,90	1,90	1,80	1,85	2,13	2,00	2,53	1,48			2,4	1,9
Taux intervention de BAM																				
Taux d'appel d'offre	5,00	4,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,50	3,25	3,25	3,25	3,00	3,00	2,63	2,50	2,25	2,25	3,6	2,9
Taux des avances à 5 jours (à 24h depuis 2005)	6,50	5,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,00	4,00	3,63	3,50	3,25	3,25	4,7	3,9
Taux des reprises de liquidité				2,50	3,25	2,50	2,50	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,50	2,50	2,13	2,00	2,50	1,75	1,7	2,4
Taux des dépôts à 24 heures	10,50	9,25	8,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,00	2,00	1,63	1,50	1,25	1,25	4,8	1,9
Taux créditeurs																				
Taux de dépôts à 6 et 12 mois	4,95	4,69	3,88	3,58	3,38	3,48	3,69	3,68	4,19	3,56	3,67	3,73	3,75	3,88	3,92	3,79			3,9	3,8
Taux de dépôts à 6 mois	5,05	4,52	3,59	3,39	3,29	3,29	3,64	3,48	3,96	3,32	3,37	3,36	3,51	3,71	3,71	3,44	2,90	2,87	3,8	3,4
Taux de dépôts à 12 mois	5,10	4,84	4,11	3,79	3,48	3,61	3,74	3,76	4,34	3,66	3,85	3,89	3,87	3,99	4,05	3,94	3,30	3,11	4,1	3,8
Taux interbancaire	5,35	3,23	2,94	3,16	2,39	2,40	2,58	3,29	3,37	3,35	3,29	3,28	3,19	3,06	2,95	2,51	2,27	2,28	3,2	3,0

Source : Bank Al-Maghrib.

Evolution des taux de change en dirhams des principales monnaies étrangères (1)

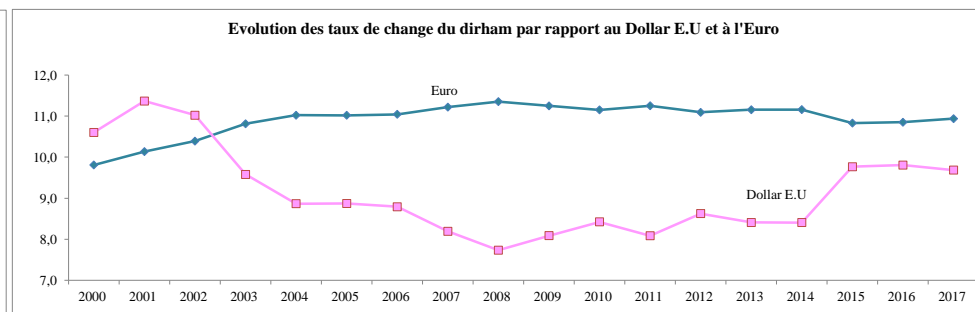
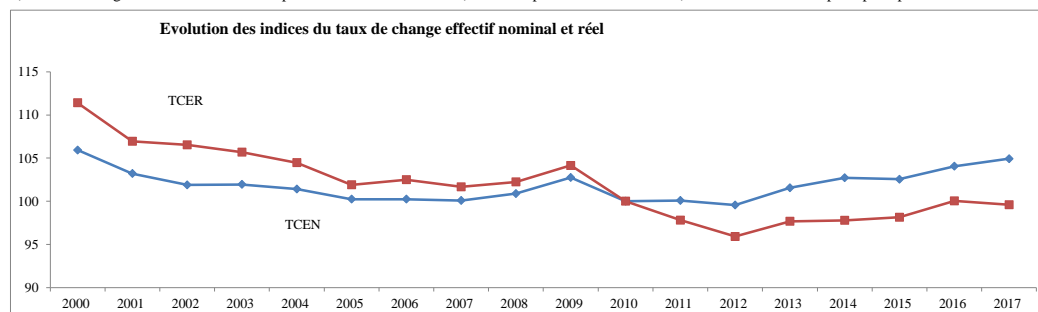
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
																			00-07	08-17
1 Euro	9,8	10,1	10,4	10,8	11,0	11,0	11,0	11,2	11,4	11,2	11,2	11,2	11,1	11,2	11,2	10,8	10,8	10,9	10,7	11,1
1 Dollar E.U	10,6	11,4	11,0	9,6	8,9	8,9	8,8	8,2	7,7	8,1	8,4	8,1	8,6	8,4	8,4	9,8	9,8	9,7	9,7	8,7
1 Livre sterling	16,1	16,3	16,5	15,6	16,2	16,1	16,2	16,4	14,3	12,6	13,0	13,0	13,7	13,1	13,8	14,9	13,3	12,5	16,2	13,4
1 Franc suisse	6,3	6,7	7,1	7,2	7,1	7,1	7,0	6,8	7,2	7,4	8,1	9,1	9,2	9,1	9,2	10,2	10,0	9,8	6,9	8,9
100 Yens japonais	9,8	9,3	8,8	8,3	8,2	8,1	7,6	7,0	7,5	8,6	9,6	10,2	10,8	8,6	8,0	8,1	9,0	8,6	8,4	8,9
Indice du TCEN (2)(base 100=2010)	105,9	103,2	101,9	101,9	101,4	100,2	100,2	100,1	100,9	102,8	100,0	100,1	99,6	101,6	102,7	102,5	104,1	104,9	102,4	101,9
Indice du TCER (3)	111,4	106,9	106,5	105,7	104,5	101,9	102,5	101,7	102,2	104,1	100,0	97,8	95,9	97,7	97,8	98,1	100,0	99,6	105,1	99,3

Source : Bank Al-Maghrib et FMI.

1) Cours de vente annuel moyen.

2) Taux de change effectif nominal : moyenne géométrique des taux de changes bilatéraux pondérés par la structure du commerce extérieur

3) Taux de change effectif nominal déflaté par le différentiel d'inflation (indice des prix à la consommation) entre le Maroc et ses principaux partenaires



Direction des Etudes et des Prévisions Financières

Ministère de l'Economie et des Finances

<http://depf.finances.gov.ma>

Boulevard Mohamed V. Quartier Administratif, Rabat-Maroc

Téléphone : (00212) (0) 537.67.74.15/16

Télécopie : (00212) (0) 537.67.75.33

E-mail : depf@depf.finances.gov.ma